

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2023

PROJET DE PLAN  
BUDGÉTAIRE



Perspectives  
économiques et des  
finances publiques

# Table des matières

<b>STRATEGIE DE POLITIQUE ECONOMIQUE .....</b>	<b>4</b>
<b>PERSPECTIVES ECONOMIQUES.....</b>	<b>32</b>
<b>PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES .....</b>	<b>43</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>58</b>
1. Suivi des recommandations pays.....	59
2. Tableaux détaillés – scénario macroéconomique .....	82
3. Tableaux détaillés – finances publiques .....	88

# Table des encadrés

Conseil national de la refondation .....	4
Loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat .....	14
Dispositions prises en LPFP pour améliorer l'efficience de la dépense publique .....	15
Calendrier de mise en œuvre des réformes 2022-2023.....	16
Loi de programmation énergie-climat et Stratégie française énergie-climat .....	17
Garantir collectivement notre souveraineté industrielle sous l'égide de l'Union Européenne .....	22
Plan de « sobriété énergétique ».....	24
Point d'étape sur le déploiement du plan France 2030 .....	26
Prise en compte du gaz dans le scénario macroéconomique du PLF 2023 .....	35
Un pouvoir d'achat préservé grâce aux mesures du Gouvernement.....	36
Retour sur les prévisions pour 2022 et 2023.....	38
Autorité en charge de la production et mention du caractère indépendant des prévisions .....	40
Comparaison avec les prévisions de la Commission européenne, des organisations internationales et du Consensus des économistes.....	41
Mesures de soutien d'urgence et plan de relance.....	47
Mesures de soutien aux ménages et aux entreprises pour faire face à l'inflation.....	48
Publication de données comptables infra-annuelles .....	98

## Stratégie de politique économique

Les réformes menées par le Gouvernement au cours du quinquennat précédent portent leurs fruits en insufflant une dynamique inédite sur le marché du travail et en mettant fin à deux décennies de recul de la compétitivité de nos entreprises.

La crise sanitaire comme la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine et son impact sur les prix de l'énergie ont mis en lumière, voire accentué les défis structurels auxquels l'économie française

est confrontée. Il est plus que jamais urgent de relever le défi des transitions écologique et numérique, dans un contexte de dette publique élevée et d'une inflation qui retrouve des niveaux que nos économies n'avaient pas connus depuis plusieurs décennies. Ceci appelle à poursuivre résolument l'action engagée par le Gouvernement, en s'appuyant sur une méthode renouvelée faisant toute sa place à la concertation (cf. Encadré 1).

### **Encadré 1 : Conseil national de la refondation**

*L'action du Gouvernement sera structurée autour de 4 axes déclinés en 60 politiques prioritaires afin d'assurer (i) l'accélération de la transition écologique ; (ii) l'atteinte du plein-emploi ; (iii) la souveraineté de l'économie française et (iv) l'égalité des chances. En méthode, le Gouvernement poursuivra une démarche constante de transparence, d'écoute, de recherche de compromis et d'efficacité. Des concertations sont menées dès le mois de septembre, territoire par territoire, pour faire émerger des solutions adaptées, notamment en matière d'éducation, de santé ou de transition écologique, et l'ensemble des forces politiques, économiques, sociales et associatives est associé à cette réflexion dans le cadre du Conseil national de la refondation*

*Le Conseil national de la refondation (CNR) a été lancé le 8 septembre 2022 par le Président de la République à Marcoussis. Il s'agit d'une nouvelle méthode d'action publique. Le CNR, en format plénier, rassemble les principales organisations syndicales et patronales, les associations représentatives d'élus, les représentants des partis politiques, les représentants du monde associatif et d'autres représentants de la société civile organisée. Il est complété par des CNR thématiques qui élaborent des stratégies nationales d'action en associant diverses parties prenantes (ministères, monde économique, collectivités, tissu associatif...) ainsi que par des CNR territoriaux, espaces de concertation et de co-construction de projets, à l'échelle du quotidien des gens (un établissement scolaire, un bassin de santé, un bassin d'emploi...). Le but du CNR est de poser un diagnostic commun, de partager les contraintes, et de s'accorder sur une méthode et un calendrier. Il intervient en amont du travail législatif pour ouvrir des zones de consensus autour de grands diagnostics et en aval, dans sa déclinaison opérationnelle.*

**Des perspectives macroéconomiques assombries par l'invasion russe en Ukraine et ses conséquences**

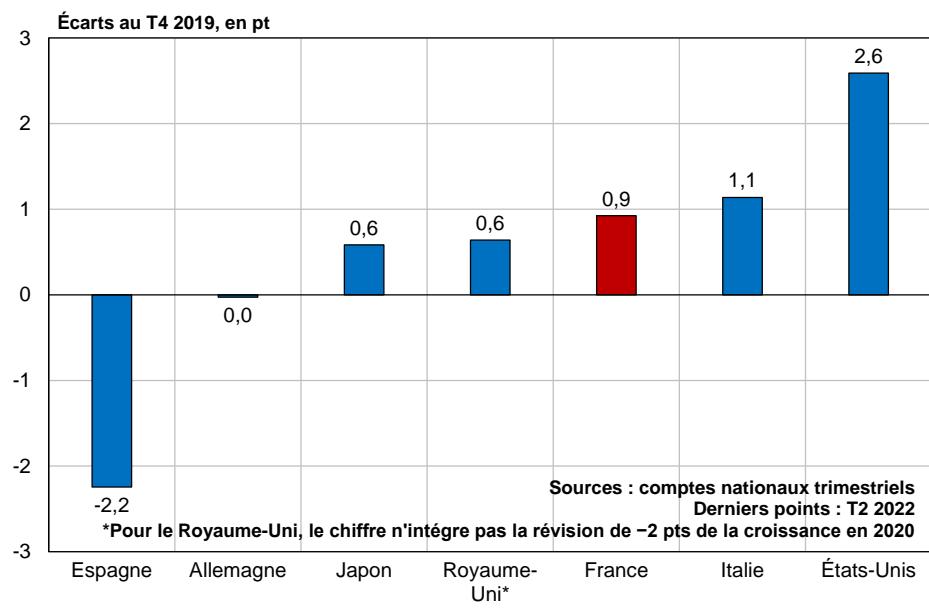
**L'économie française a démontré sa résilience face aux chocs successifs de la crise sanitaire puis de la guerre en Ukraine.** Après avoir chuté de -7,8 % en 2020 au cœur de la pandémie de la Covid-19, l'activité a nettement rebondi en 2021 avec une croissance de +6,8 %, retrouvant puis dépassant son niveau d'avant-crise dès l'été 2021, plus rapidement que nos principaux partenaires européens (cf. Graphique 1). La vigueur de ce rebond témoigne de l'efficacité des mesures prises par le Gouvernement pour protéger l'économie, avec des mesures d'urgence d'une ampleur inédite, le déploiement rapide du plan France Relance, puis du plan France 2030.

**L'agression de la Russie en Ukraine et ses conséquences ont assombri, au niveau mondial, les perspectives de reprise économique**

**dans un contexte d'inflation élevée.** La très forte reprise économique en 2021 a entraîné des tensions sur les circuits d'approvisionnement et une poussée des prix des matières premières. Ces tensions se résorbent progressivement, mais ont nourri une dynamique d'inflation. Plus généralement, la hausse de l'incertitude pèse sur la consommation et l'investissement des ménages et des entreprises, bien que ce dernier reste dynamique au premier semestre 2022.

**Dans ce contexte, l'économie française offre des facteurs de résilience.** La dépendance énergétique de la France vis-à-vis de la Russie est inférieure à la moyenne des autres pays européens. Le mix électrique français, très décarboné, est une force : les énergies fossiles représentent moins de 9 % de la production, contre près de 40 % en moyenne pour les pays de l'Union européenne. En 2022, la croissance économique resterait ainsi robuste, atteignant +2,7 %.

**Graphique 1 : Activité (PIB) en écart au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (en volume)**



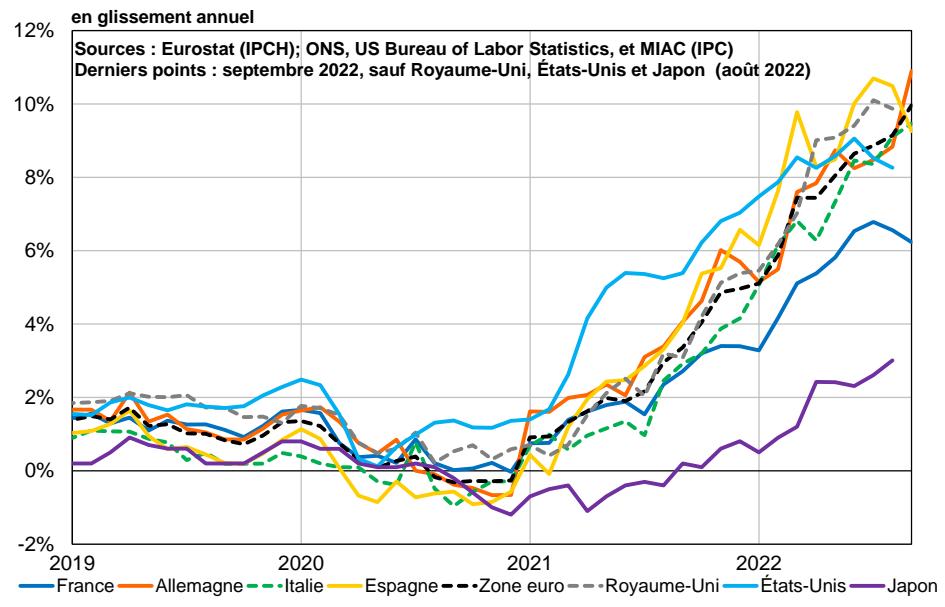
**L'inflation en France est la moins élevée en Europe, grâce aux mesures déployées par le Gouvernement pour préserver le pouvoir d'achat des ménages et maîtriser les coûts des entre-**

**prises** (cf. Graphique 2). Le bouclier tarifaire planifiant l'augmentation des prix de détail de l'électricité et du gaz, le rabais sur les prix des carburants comme les aides pour les entreprises grandes con-

sommatrices de gaz et d'électricité ont contenu l'inflation en France. Le bouclier tarifaire et la remise carburant ont ainsi permis de limiter l'inflation (au

sens de l'IPC) de plus de 3 points entre les niveaux moyens du deuxième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2022<sup>1</sup>.

**Graphique 2 : Housse de l'indice des prix à la consommation dans les principaux pays avancés**



### *Un soutien public massif pour préserver le tissu productif et protéger les ménages*

**Pour faire face à la crise sanitaire et la crise économique qui a suivi, la France a fait le choix d'un soutien budgétaire rapide et massif pour préserver l'économie et le potentiel d'activité à long terme.** Le déficit public a en conséquence atteint 9,0 % du PIB en 2020, reflétant à la fois la baisse de l'activité, et l'impact sur le solde public des mesures de soutien d'urgence adoptées face à la crise sanitaire et économique, pour un coût total de 71 Md€.

**Avec le rebond de l'activité économique en 2021, le déficit public s'est réduit et établi à 6,5 % du PIB.** Les mesures de soutien d'urgence sont restées importantes (62 Md€), pour faire face à une situation sanitaire encore difficile, et les mesures du plan France Relance ont été rapidement

déployées (33 Md€ dont 10 Md€ liés à la baisse des impôts de production). Les trajectoires de baisse de prélèvements pour les ménages et les entreprises décidées avant la crise sanitaire ont également été poursuivies (impôt sur les sociétés et taxe d'habitation sur les résidences principales). Enfin, en réponse aux tensions sur les prix à l'automne, le Gouvernement a renforcé son soutien au pouvoir d'achat grâce au déploiement d'un chèque énergie exceptionnel, d'une indemnité inflation de 100 € allouée à 38 millions de personnes et du bouclier tarifaire sur les tarifs du gaz et de l'électricité. En 2021, le coût de l'ensemble de ces mesures s'est élevé à 5 Md€ environ.

**Avec la dégradation de l'environnement international début 2022, le Gouvernement a mis en place plusieurs dispositifs pour contenir la hausse des prix de l'énergie, protéger le pou-**

<sup>1</sup> A. Bourgeois, R. Lafrogne-Joussier, [La flambée des prix de l'énergie : un effet sur l'inflation réduit de moitié](#)

[par le « bouclier tarifaire »](#), Insee Analyses, n°75, sept. 2022

**voir d'achat des ménages et soutenir les entreprises.** Pour l'année 2022, le coût de l'ensemble de ces mesures s'élèveraient à 49 Md€ (y compris baisse de la TICFE), mais leur impact sur le solde public serait en partie compensé par les économies réalisées sur les charges de service public de l'énergie<sup>2</sup>. S'ajoute également la revalorisation de +3,5% du point d'indice de la fonction publique au 1<sup>er</sup> juillet 2022 qui aurait un impact de -3,7 Md€ sur le solde public 2022. Les dépenses de soutien d'urgence sont également mises en extinction en 2022 et ne seraient quasiment plus constituées que de dépenses de santé directement liées à la crise sanitaire (11,5 Md€ sur les 16 Md€ résiduels). L'effet sur le solde public lié au plan France Relance s'élèverait à 65 Md€ en cumulé sur 2020-2022, financé en partie par l'Union Européenne. Du côté des prélèvements obligatoires, au-delà de la forte baisse de TICFE décidée dans le cadre du bouclier tarifaire, le pouvoir d'achat des Français est soutenu par la suppression de la redevance audiovisuelle (3,2 Md€), ainsi que par la poursuite des trajectoires des baisses de prélèvements pour les ménages et les entreprises décidées avant la crise sanitaire (achèvement de la baisse du taux d'impôt sur les sociétés et poursuite de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales notamment). Le solde public, en net redressement par rapport à 2021, est estimé à -5,0 % du PIB en 2022.

**1. Dans cet environnement macroéconomique incertain, le Gouvernement poursuit son action en s'attaquant avec force aux grands défis structurels auxquels est confrontée l'économie française**

La réduction des émissions de gaz à effet de serre doit encore accélérer pour assurer le respect de nos engagements en faveur de la transition écologique

**Face à l'urgence climatique, la France entend rester l'un des chefs de file de la transition écologique, dans l'Union européenne comme sur la scène internationale**, et a inscrit la transition écologique et énergétique au cœur de l'action gouvernementale. Celle-ci s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale bas carbone (SNBC) et de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). L'actuelle stratégie prévoit la neutralité carbone<sup>3</sup> à l'horizon 2050 ainsi qu'une baisse d'au moins 40 % des émissions brutes d'ici 2030 par rapport à leur niveau de 1990, objectif qui devra être nettement rehaussé suite au paquet européen « Ajustement à l'objectif 55 » (« *Fit for 55* »), autour de 50 %, et sera adopté dans le cadre de la prochaine loi de programmation énergie-climat. Les mesures adoptées lors du précédent quinquennat seront mises en œuvre dans tous les secteurs de la société et de l'économie (loi énergie climat, ferroviaire, mobilité, logement, climat et résilience, etc.) et les efforts de décarbonation accéléreront pour respecter nos engagements.

**Les évolutions récentes des émissions de GES sont encourageantes quant au respect par la France de ses engagements mais leur réduction devra toutefois accélérer.** Depuis 2018, les émissions de GES sont en baisse : -4,1 % en 2018, -1,9 % en 2019 et -9,4 % en 2020 (cf. Graphique 3). Les émissions de GES ont connu un rebond en 2021 mais elles restent inférieures à leur niveau d'avant crise (-3,8 % en 2021 par rapport à 2019), y compris pour la première fois dans le secteur des transports et de l'agriculture. L'industrie s'est quant à elle déjà fortement décarbonée (-45% en 2021 par rapport à 1990<sup>4</sup>), notamment portée par les incitations offertes par le système européen d'échange de quotas d'émission carbone (ETS) en vigueur depuis 2005 et couvrant la majorité des émissions de l'industrie et de la production d'électricité. Sur la période 2022-

<sup>2</sup> Les charges du service public de l'énergie (CSPE) correspondent aux subventions attribuées pour assurer le développement des énergies renouvelables électriques et gazières et prennent la forme d'obligation d'achat ou de compléments de rémunération. Dans les deux cas, l'Etat compense l'écart entre le prix de l'aide et le prix de marché de l'électricité ou du gaz. La forte augmentation des prix de marché de l'énergie depuis l'automne 2021 conduit à réduire significativement le coût des aides publiques nécessaires au développement des

énergies renouvelables, voire à des versements des producteurs vers l'Etat.

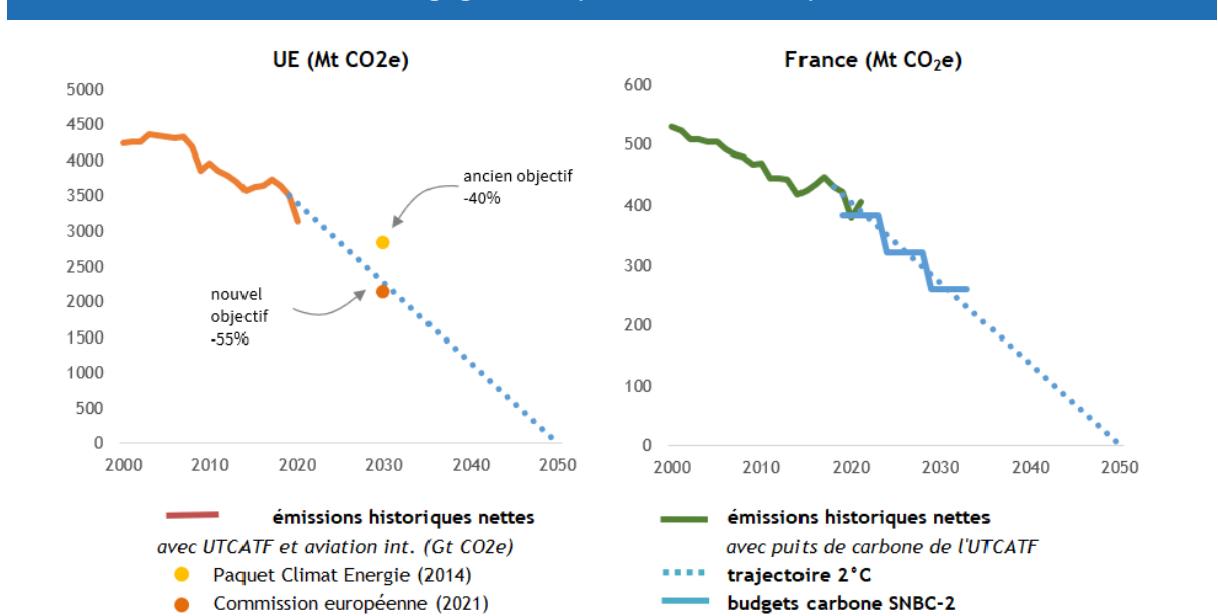
<sup>3</sup> Définie comme « un équilibre, sur le territoire national, entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre, tel que mentionné à l'article 4 de l'accord de Paris ratifié le 5 octobre 2016 » par la loi énergie-climat.

<sup>4</sup> Source : Citepa, tableau de bord des engagements climat

2030, le rythme de diminution des émissions de GES au niveau national devra toutefois plus que

doubler par rapport aux réductions observées depuis 2010 pour atteindre l'objectif d'une réduction de moitié des émissions d'ici 2030.

**Graphique 3 : évolution des émissions nettes de gaz à effet de serre vs. engagements (neutralité en 2050)<sup>5</sup>**



**Au niveau européen, les avancées ont été nombreuses pendant la présidence française de l'union européenne (PFUE).** La PFUE a permis d'obtenir un accord du Conseil en vue de son adoption prochaine, sur la quasi-totalité du paquet « *Fit for 55* », promouvant notamment une tarification du carbone cohérente avec les objectifs climatiques européens grâce au renforcement du marché carbone européen (ETS), l'introduction d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et la mise en œuvre de normes sectorielles renforcées (énergies renouvelables, véhicules thermiques). L'instauration d'un MACF vise à lutter plus efficacement contre les fuites de carbone au moment où sont renforcées les politiques climatiques européennes, en répliquant la tarification du marché carbone (ETS) pesant sur les producteurs européens sur un périmètre de produits

importés intensifs en émissions. A ceci s'ajoutent trois avancées notables dans le domaine de la finance durable avec la finalisation du cadre de *reporting* extra financier en matière de développement durable (directive CSRD), la mise en place progressive de la taxonomie<sup>6</sup> et l'avancement des discussions sur la création d'un Green Bond Standard européen.

*La bonne dynamique de l'emploi ne doit pas ralentir le rythme des réformes engagées sur le marché du travail afin de relever le défi du plein emploi*

**Les réformes mises en place lors du précédent quinquennat<sup>7</sup> ont permis une nette amélioration de la situation sur le marché du travail, avec la création de 1,6 million d'emplois salariés**

<sup>5</sup> Source : Citepa, Rapport Secten édition 2022 pour les émissions 2021

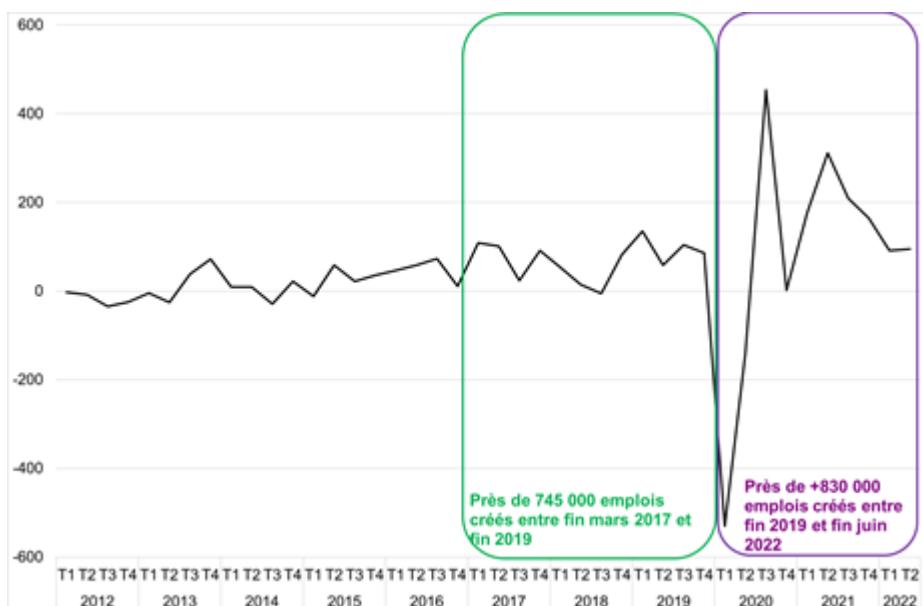
<sup>6</sup> Classification des activités économiques ayant un impact favorable sur l'environnement.

<sup>7</sup> Notamment les ordonnances travail, la réforme de l'assurance chômage, la transformation du CICE en allègement de cotisations sociales, et le renforcement des allègements généraux au niveau des bas salaires.

depuis fin mars 2017<sup>8</sup>. Avant crise, entre la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2017 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2019, près de 745 000 emplois salariés ont été créés (cf. Graphique 4). Malgré la crise économique liée à la Covid-19, les dispositifs d'aide d'urgence mis en place durant la crise sanitaire, et notamment l'activité partielle exceptionnelle, ont permis à l'emploi de bien résister face aux restrictions sanitaires et de rebondir nettement dès 2021. Porté par la reprise de l'activité et le plan de relance (plan

#1jeune1solution notamment), l'emploi salarié dépasse ainsi de +3,2 % (soit +830 000 postes) son niveau d'avant-crise au 2<sup>e</sup> trimestre 2022. Parallèlement, au 2<sup>e</sup> trimestre 2022, le taux d'emploi atteint son plus haut niveau historique, s'élevant à 68,0 %, tandis que le taux d'activité atteint 73,5 %. Le taux de chômage s'établit à 7,4 %, soit un niveau historiquement bas. Les créations d'emplois dans l'industrie (environ +40 000 emplois salariés depuis 2017) viennent rompre avec la tendance à la destruction d'emplois depuis 20 voire 40 ans.

**Graphique 4 : Glissement trimestriel de l'emploi salarié (en milliers)**



Source : Insee, estimations trimestrielles d'emploi.

**Miroir de la reprise, des tensions de recrutement persistent.** Entre la moitié et les deux tiers des entreprises de l'industrie, des services et du bâtiment déclarent en juillet 2022 rencontrer des problèmes de recrutement<sup>9</sup>, avant tout en raison d'un manque de personnes formées<sup>10</sup>. Ce niveau inédit se retrouve dans un record d'emplois vacants (355 000 emplois au T2 2022, source Dares).

**La difficulté à trouver les compétences idoines souligne la nécessité de poursuivre les efforts déployés pour renforcer la formation.** Dans la lignée des mesures prises lors du précédent quinquennat tant en faveur de la formation continue<sup>11</sup>

<sup>8</sup> Nombre d'emplois salariés créés entre fin mars 2017 et fin juin 2022.

<sup>9</sup> Les difficultés de recrutement concernent 67 % des entreprises dans l'industrie, 60 % dans les services et 82 % dans le bâtiment. Source : Insee, enquêtes de conjoncture

<sup>10</sup> Les entreprises évoquent ensuite les exigences des candidats plus élevées qu'avant en termes de salaires,

et en termes de conditions de travail et un turnover trop rapide. Source : enquête Acemo Covid, avril 2022.

<sup>11</sup> Notamment le plan d'investissement dans les compétences (15 Md€ mobilisés entre 2018 et 2022) et le plan de réduction des tensions de recrutement (1,4 Md€), ainsi que la mise en place du compte personnel de formation (CPF).

que de la formation initiale<sup>12</sup>, il s'agit d'assurer en particulier l'adéquation des compétences aux nouveaux besoins du marché du travail (emplois liés aux transitions écologique et numérique, ou dans les métiers de la santé et de l'accompagnement sociale et médico-social par exemple), ainsi que, pour les plus jeunes, l'acquisition des savoirs fondamentaux. Le niveau moyen des élèves, en particulier en sciences, reste en effet insuffisant<sup>13</sup> – l'un des plus bas en comparaison internationale –, et les inégalités en fonction de l'origine sociale des élèves perdurent.

**Les réformes menées depuis 2017 ont renforcé l'attractivité de la France**

**Après des années de dégradation, la compétitivité-prix des entreprises françaises s'est redressée.** Avant la crise sanitaire, les mesures d'allègement du coût du travail (transformation du CICE en allègement pérenne de cotisations sociales, renforcement des allègements généraux au niveau des bas salaires) et la hausse plus dynamique des coûts salariaux unitaires de nos partenaires (notamment l'Allemagne) ont permis de rattraper une partie de ce retard. Le Gouvernement a poursuivi sa politique de soutien de la compétitivité en sortie de crise, avec notamment le plan France Relance qui inclut une baisse pérenne des impôts de production à hauteur de 10 Md€ par an à partir de 2021<sup>14</sup>, bénéficiant particulièrement aux entreprises industrielles. La dépréciation de l'euro depuis février 2022<sup>15</sup> devrait également améliorer les compétitivités coût et prix de la France, mais conduirait aussi à une hausse des coûts d'approvisionnement pour les entreprises françaises.

**La compétitivité hors prix reste perfectible, notamment en ce qui concerne le positionnement de gamme et la performance d'innovation.** La crise de la Covid comme l'invasion russe en Ukraine ont mis en lumière l'enjeu de souveraineté économique et technologique pour l'Europe.

<sup>12</sup> Notamment le dédoublement des classes en REP/REP+, la réforme du baccalauréat, et la réforme et le soutien de l'apprentissage (733 200 entrées en apprentissage en 2021).

<sup>13</sup> DEPP-MENJ (2021) [L'état de l'École 2021](#), Fiche n°25 Les compétences des élèves en mathématiques depuis 1987

L'industrie française se structure autour de secteurs de haute technologie très compétitifs et innovants, mais représentant une part limitée de la valeur ajoutée industrielle, et de secteurs de moyenne-basse technologie en plus grand nombre. Cette structure conduit à une moindre performance d'innovation et un positionnement de gamme moins avantageux que certains de nos principaux partenaires européens mais les dernières années ont vu des progrès réels. Ainsi, la France est passée de la 16<sup>ème</sup> position en 2018 à la 11<sup>ème</sup> position en 2021 en termes de performance de son écosystème d'innovation<sup>16</sup>. Par ailleurs la loi de programmation de la recherche et France 2030 viennent apporter des réponses à cette problématique.

**La crise a également eu un fort impact sur les performances à l'export des entreprises françaises avec des parts de marché mondiales en recul** (-0,4 point entre 2019 et 2021 pour les biens), alors qu'elles s'étaient stabilisées avant la crise depuis 2012 (cf. Graphique 5). Cette situation n'est pas une exception française et s'observe par exemple également en Allemagne (recul de -0,6 point des parts de marchés sur la même période). La France reste le 5<sup>ème</sup> exportateur mondial de biens et services en 2021, derrière la Chine, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon, juste devant les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

**Le rebond en 2021 reste partiel dans le commerce de biens, mais historique dans celui des services.** La crise covid a entraîné une chute de nos exportations de biens (-16 % en 2020), notamment dans certains gros secteurs français à l'export tels que l'aéronautique (-45 %) ou l'automobile (-19 %), qui restent pénalisés par les suites de la crise et les difficultés d'approvisionnement. Le commerce de services enregistre pour sa part un excédent commercial historique en 2021 (+36,5 Md€), porté par la forte croissance des services de transport, en particulier maritime dont les

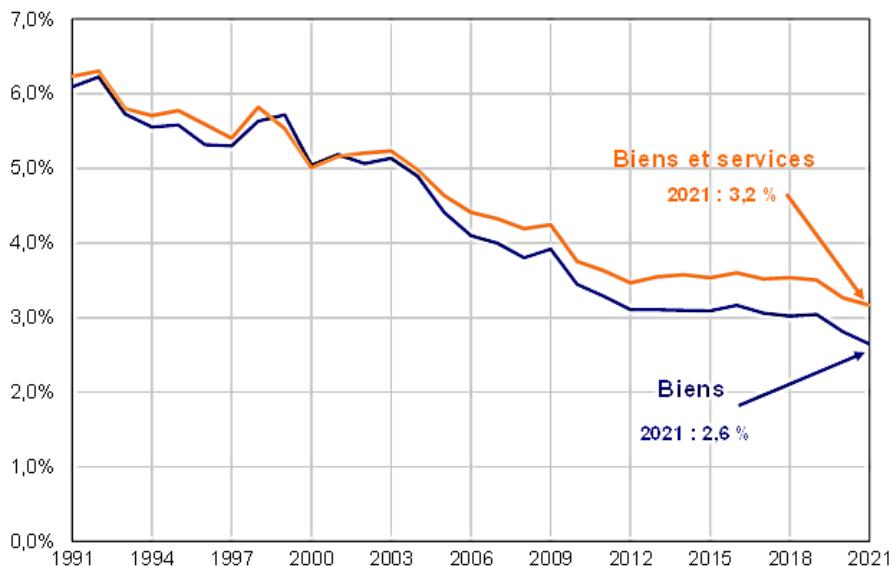
<sup>14</sup> Les impôts de production demeuraient un important poste d'écart de compétitivité-prix (5,3 % du PIB en France en 2020, contre 2,4 % en moyenne dans la zone euro et 0,8 % en Allemagne).

<sup>15</sup> En août, en glissement annuel, le taux de change effectif nominal de la France recule de -4,3 %.

<sup>16</sup> Source: World Intellectual Property Organization, Global Innovation Index

prix ont fortement augmenté. Le secteur touristique a amorcé son redressement en 2021, qui s'est affirmé au 1<sup>er</sup> semestre 2022.

**Graphique 5 : évolution des parts de marchés de la France dans les exportations mondiales**



Source : FMI pour les biens, OCDE pour les biens et services ; données en valeur.

**Enfin, l'attractivité de la France pour les investissements directs étrangers (IDE) s'est renforcée, la France occupant pour la troisième année consécutive la première place du baromètre EY de l'attractivité en 2021.** Avec 1 222 projets recensés, la France établit un nouveau record en captant plus de 20 % de l'ensemble des projets d'implantation ou d'extension annoncés en Europe en 2021. L'attractivité de la France bénéficie de plusieurs réformes menées par le Gouvernement depuis 2017 (baisse progressive du taux de l'impôt sur les sociétés, investissements dans l'innovation via le plan d'investissement France 2030 et le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA 4), réformes récentes en faveur de l'amélioration, de la sécurisation et de la simplification de l'environnement des affaires – lois PACTE et ASAP – et réformes du marché du travail). Elle tire également profit de la reconfiguration des chaînes de valeur opérée après la crise de la Covid, en enregistrant une augmentation sensible des projets industriels et logistiques. Les flux d'IDE entrants rebondissent de 2 Md€ en

2020 à 23 Md€ en 2021, retrouvant ainsi leur niveau d'avant-crise.

**L'efficience et la pérennité de notre système de protection sociale peuvent encore être renforcées**

**Notre système de protection sociale a pleinement joué son rôle au cœur de la crise pour protéger les plus vulnérables**, et l'hôpital a fait face en maintenant une offre de soins adaptée. L'école est quant à elle restée ouverte autant que possible pour éviter que la pandémie n'accroisse les inégalités scolaires. Malgré le recul de l'activité économique, le pouvoir d'achat des ménages s'est maintenu en moyenne en 2020 sous l'effet des mesures d'urgence et en particulier de l'activité partielle exceptionnelle et des transferts aux ménages (prolongation des droits aux indemnités journalières, primes exceptionnelles pour les bénéficiaires de certains minima sociaux, aides aux travailleurs permittents, etc.). Les estimations de

l'Insee mettent en avant une stabilité des inégalités et de la pauvreté en 2020 par rapport à 2019<sup>17</sup>. Les réformes mises en œuvre par le Gouvernement ces dernières années permettront de renforcer notre modèle social<sup>18</sup>.

**La prévention est une priorité.** La France se situe en 3<sup>ème</sup> position des pays de l'UE sur le plan de la mortalité évitable par traitement curatif, mais est en 7<sup>ème</sup> position de la mortalité évitable par prévention. Les dépenses consacrées à la prévention primaire<sup>19</sup> représentaient moins de 2 % de l'ensemble des dépenses de santé, soit une part inférieure aux 3,1 % de moyenne dans l'UE. Or de nombreuses pathologies, dont les traitements sont coûteux, pourraient être évitées ou retardées par un renforcement des mesures de prévention. De telles mesures contribueraient également à renforcer la maîtrise de la dépense et à améliorer l'état de santé de la population.

**L'accompagnement du vieillissement reste un enjeu en France.** Une 5<sup>ème</sup> branche de la sécurité sociale consacrée à l'autonomie a permis de renforcer le pilotage de cette politique. Bien que la France consacre une part importante de son PIB aux dépenses de soins de longue durée (2,4 % en 2019 contre 1,5 % en moyenne dans l'OCDE), elle doit répondre à l'enjeu de structuration de l'offre d'accompagnement social et médico-social, notamment auprès des seniors. La France affiche un faible nombre de travailleurs médico-sociaux rapporté à sa population âgée (environ 2 pour 100 seniors, contre 5 dans l'OCDE) alors qu'un cinquième des seniors déclaraient des limitations graves dans leurs activités quotidiennes en 2019. Le maintien à domicile doit ainsi pouvoir être renforcé, puisque seulement 60 % de seniors en incapacité reçoit des soins à domicile en France, comparé à 68 % en moyenne dans l'OCDE.

**Enfin, l'accès à la garde d'enfants reste insuffisant et pénalise l'activité professionnelle des femmes.** L'absence d'un mode de garde adapté

peut conduire un parent, généralement la mère, à réduire son temps de travail ou renoncer à toute activité rémunérée, tandis que la réduction d'activité et l'allongement de la durée d'éloignement de l'emploi induits par la garde parentale affectent durablement la productivité des parents concernés. En France, l'éducation des enfants continue de constituer un frein à l'emploi des femmes, ce congé indemnisé étant pris quasi-exclusivement par les mères<sup>20</sup>. Le développement de la garde professionnelle, notamment l'accueil collectif en crèche ou les assistants maternels, viendrait également soutenir le développement des jeunes enfants, l'égalité entre les femmes et les hommes et l'égalité des chances. Le Haut Conseil à la Famille, à l'Enfance et à l'Âge estime ainsi à environ 200 000 le nombre de places supplémentaires nécessaires sur l'ensemble du territoire<sup>21</sup>.

### 2. L'action du Gouvernement répond aux enjeux de protection du pouvoir d'achat des ménages les plus affectés par la hausse des prix et de préservation de la capacité future de soutien de l'Etat

La préservation du pouvoir d'achat est la première urgence dans un contexte d'inflation élevée. L'Etat et la sécurité sociale jouent leur rôle d'amortisseur économique et social pour que cette situation ne se traduise pas par une précarité accrue pour les ménages les plus exposés et par des difficultés supplémentaires pour les entreprises. Cependant, pour que l'Etat puisse continuer de jouer ce rôle primordial à l'avenir, il importe de reconstituer des marges de manœuvres budgétaires à moyen terme en ciblant les aides d'urgence sur les acteurs les plus affectés et en renforçant l'efficacité de la dépense publique. C'est en répondant à cette double contrainte que la stratégie de politique économique du Gouvernement trouvera les pleines conditions de sa réussite.

<sup>17</sup> Estimation avancée du taux de pauvreté monétaire et des indicateurs d'inégalités, Insee (2021).

<sup>18</sup> Notamment le « Ségur de la santé » (10 Md€ mobilisé en cumul sur 2020-2022) et la loi du 26 avril 2021 visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification qui viennent revaloriser les carrières des soignants et poursuivre la modernisation du système de santé, la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale consacrée à l'autonomie pour une

meilleure prise en charge des seniors et du handicap, ou encore la stratégie Ma santé 2022.

<sup>19</sup> Qui consiste à retarder ou éviter l'apparition de la maladie en intervenant sur les facteurs à risque.

<sup>20</sup> Ou PreParE. Données : Nicolas M., « Interrompre ou réduire son activité à la naissance d'un enfant, et bénéficier du CLCA de la PAJE », CNAF, 2010

<sup>21</sup> HCFEA, [L'accueil des enfants de moins de 3 ans](#), 2018

**Répondre immédiatement à la hausse de l'inflation grâce à la loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat**

**Pour protéger les consommateurs face à la hausse exceptionnelle des prix des énergies, le Gouvernement a prolongé le bouclier tarifaire.** La loi de finances rectificative pour 2022 du 16 août 2022 acte la prolongation du bouclier tarifaire sur le gaz jusqu'à la fin de l'année 2022. Avec le maintien anticipé des prix de marché de l'énergie à un niveau exceptionnellement élevé au-delà de 2022, le Gouvernement a annoncé le maintien du bouclier tarifaire, avec des hausses limitées à 15 % (au lieu de 120 % hors bouclier). En parallèle, la remise carburant a été prolongée jusqu'en décembre 2022 et a été temporairement réhaussée à 30 centimes d'euros par litre en septembre et en octobre 2022. En complément, un nouveau chèque énergie - de 100 ou 200 euros en fonction du revenu - sera versé de manière exceptionnelle d'ici la fin de l'année 2022 aux 12 millions de ménages les plus modestes. Enfin, la loi de finances rectificative pour 2022 relève le plafond d'exonération d'impôt sur le revenu de la prise en charge des frais de carburants par l'employeur. Ce plafond, qui était de 200 €, est porté à 400 € pour les années 2022 et 2023. Par ailleurs, l'indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu protège les ménages.

**La loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat du 16 août 2022 complète l'arsenal des mesures de protection des ménages** (cf. Encadré 2). Elle entérine la pérennisation et le triplement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat - la prime de partage de la valeur -, afin de soutenir le pouvoir d'achat des salariés tout en laissant suffisamment de flexibilité aux entreprises. En parallèle, la mise en œuvre des accords d'intéressement dans les petites entreprises est simplifiée afin d'encourager les entreprises à y recourir. La loi modifie également le processus de restructuration des branches professionnelles afin d'inciter les partenaires sociaux à rehausser régulièrement leurs minima de branche au niveau du SMIC et soutenir la dynamique des salaires dans les branches et réduit, par ailleurs, les cotisations sociales des travailleurs indépen-

dants à revenus bas ou moyens avec pour conséquence une progression de leur pouvoir d'achat de 550 euros par an au niveau du SMIC. Enfin, le plafond d'exonération des heures supplémentaires a été relevé.

**À cette réponse rapide et d'ampleur, s'ajoute la suppression de la contribution à l'audiovisuel public à compter de 2022, qui vient soutenir durablement le pouvoir d'achat de près de 23 millions de foyers.** Les salariés du secteur public ont pour leur part bénéficié d'une revalorisation **de 3,5 % du point d'indice de la fonction publique** avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 2022, plus forte hausse depuis 1985.

**Pour protéger les plus modestes, le Gouvernement a procédé à une revalorisation anticipée de +4,0 % des prestations sociales** (minima sociaux dont revenu de solidarité active, allocation adulte handicapé, prime d'activité, prestations familiales, pension d'invalidité) **et des retraites de base dès le mois de juillet.** Cette revalorisation s'ajoute aux revalorisations intervenues le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> avril 2022 (respectivement +1,1 % pour les retraites et +1,8 % pour les prestations sociales). Les aides au logement ont également été revalorisées de +3,5 %, les bourses universitaires de 4 % pour la rentrée universitaire 2022, les repas à 1 € maintenus pour les étudiants précaires et le gel des loyers en résidence universitaire et des droits d'inscription maintenus.

**Une aide exceptionnelle de rentrée, d'un montant de 100 € par foyer, majorée de 50 € par enfant rattaché au foyer, a été versée en septembre** aux bénéficiaires de minima sociaux ainsi qu'aux étudiants boursiers et aux bénéficiaires des aides au logement. Elle sera complétée d'ici l'automne 2022 par un versement destiné aux bénéficiaires de la prime d'activité.

**Enfin, pour préserver le pouvoir d'achat des locataires, le gouvernement a mis en place un bouclier loyer** d'une durée d'un an : les augmentations annuelles de loyers pour les baux en cours seront plafonnées à 3,5 % (2,5 % en outre-mer) entre le troisième trimestre 2022 et le deuxième trimestre 2023. Sans ce bouclier, certains locataires auraient vu leur loyer augmenter de plus de 5 % sur un an.

### Encadré 2 : loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat

*La loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat a été promulguée le 16 août 2022. Elle met en place plusieurs mesures d'urgence afin de soutenir le pouvoir d'achat des français, représentant plus de 20 milliards d'euros de dépenses supplémentaires :*

- La revalorisation de 4 % avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 2022, des pensions de retraite et d'invalidité de base, des allocations familiales, des minima sociaux, et de la prime d'activité. L'aide personnalisée au logement (APL) est revalorisée de 3,5 % avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 2022.*
- Un bouclier loyer est mis en place pendant un an, jusqu'au 30 juin 2023, pour plafonner la hausse des loyers à 3,5 % maximum.*
- La déconjugualisation de l'allocation aux adultes handicapés a également été votée, avec une entrée en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2023.*
- La prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, instaurée en 2019, est remplacée par la prime de partage de la valeur (PPV). À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2022, les entreprises pourront verser à leurs salariés une prime de 3 000 € maximum, voire de 6 000 pour les entreprises mettant soit en place un accord d'intéressement ou de participation lorsqu'elles ne sont pas soumises à l'obligation. Dans la limite de ces montants, la prime sera exonérée de cotisations sociales. Les salariés gagnant jusqu'à trois fois le SMIC bénéficieront en plus d'une exonération d'impôt sur le revenu sur la prime versée jusqu'en 2024. A partir de 2024, la prime pourra être versée à tous les employés et sera exonérée de cotisations sociales mais soumise à l'impôt sur le revenu.*
- Afin de permettre une plus large diffusion de l'intéressement, notamment au sein des petites entreprises, la loi assouplit le contrôle des accords d'intéressement par l'administration en prévoyant notamment l'ouverture d'une procédure dématérialisée de dépôt, élargit les possibilités d'accord par décision unilatérale et donne plus de flexibilité aux entreprises dans le contenu des accords.*
- Le déblocage anticipé de l'épargne salariale est rendu possible pour l'achat de biens ou la fourniture de services. Les salariés pourront demander le déblocage de leur épargne avant le 31 décembre 2022, dans la limite de 10 000€, sans que cette somme soit imposée.*
- Afin d'encourager les partenaires sociaux des branches professionnelles à négocier et conclure des accords de revalorisation salariale, le texte permet désormais au ministre chargé du Travail de procéder à la fusion administrative des branches en cas de faiblesse du nombre d'accords garantissant des minima conventionnels au niveau du Smic.*
- La loi entérine la baisse des cotisations maladie acquittées par les travailleurs indépendants dont le revenu net d'activité ne dépasse pas le Smic. Elle vise à faire en sorte qu'un indépendant ayant un revenu équivalent au Smic net voie son pouvoir d'achat progresser de 550 € par an.*
- Plusieurs mesures sont prévues pour assurer la sécurité d'approvisionnement en énergie dès l'automne 2022 : un mécanisme de sécurisation du remplissage des stockages permettant d'assurer un niveau de remplissage supérieur au niveau minimum de 85 % prévu par le mécanisme de régulation habituel pour une meilleure maîtrise de la gestion des stocks et limiter l'impact sur les consommateurs de la variabilité des prix du gaz ; la possibilité de réquisitionner les centrales à gaz lorsque cela est nécessaire ; l'accélération de l'installation d'un terminal méthanier flottant au large du Havre pour diversifier notre approvisionnement en gaz ; l'organisation du délestage de consommation en cas de difficulté d'approvisionnement et la possibilité de mobiliser tous les moyens de production électriques.*

*Enfin, diverses mesures viennent compléter le texte pour faciliter les résiliations d'abonnements (gaz, électricité, magazines, internet...) ou d'assurances ou mutuelles.*

### **Maîtriser les finances publiques à moyen-terme sans obérer les perspectives économiques**

Dans un contexte macroéconomique dégradé, il est nécessaire de trouver un juste équilibre entre l'accompagnement des ménages et des entreprises face à la hausse des prix, et un retour à une position budgétaire garantissant la souveraineté et la capacité de l'État à répondre à des chocs futurs.

**La trajectoire prévue pour les finances publiques répond à cet objectif avec une consolidation budgétaire graduelle.** L'objectif est un retour sous les 3 % de déficit public en 2027 et une inflexion du poids de la dette dans le PIB à partir de 2026. C'est par la maîtrise de la dépense publique et sans augmentation des prélèvements obligatoires, hors réduction justifiée de niches fiscales et sociales, que le Gouvernement atteindra cet objectif. Cette maîtrise ne se fait pas au détriment du financement des dépenses essentielles pour le futur de l'économie française, notamment

celles permettant d'assurer la transition écologique et numérique, par exemple à travers les plans France Relance et France 2030.

**Il s'agit d'améliorer l'efficience de la dépense dans son ensemble afin de sanctuariser ces dépenses clés.** A cette fin, le Gouvernement a demandé au Parlement de constituer une *taskforce* chargée d'identifier les pans de la dépense publique sur lesquels des possibilités d'économies sont réalisables. Des dispositions seront également prises dans la loi de programmation des finances publiques pour renforcer la gouvernance des finances publiques et ainsi améliorer la qualité de la dépense et identifier des pistes d'économies (cf. Encadré 3). Le Gouvernement a d'ores et déjà indiqué qu'une modération de la progression des dépenses de fonctionnement des collectivités locales, des réductions de niches fiscales et sociales jugées inefficaces étaient attendus. Plus globalement, une efficacité accrue de l'action publique et la poursuite des réformes structurelles en faveur de la croissance durable seront essentielles.

#### **Encadré 3 : dispositions prises en LPFP pour améliorer l'efficience de la dépense publique**

*Le projet de loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2023 à 2027 porté par Gouvernement comporte de nombreuses dispositions permettant d'améliorer la qualité de la dépense publique.*

*Premièrement, le projet de loi de programmation rénove le système d'agrégation des dépenses de l'État en introduisant le « Pérимètre des dépenses de l'État » en remplacement de l'ancienne norme à deux niveaux (composé de la norme de dépenses pilotables et de l'objectif de dépenses totales de l'État). L'élargissement du périmètre vise à faire entrer la quasi-totalité des dépenses de l'État dans le champ des dépenses pour lesquelles le Gouvernement se fixe un objectif de maîtrise et de pilotage. Cette définition plus englobante viendra faciliter l'appropriation et la compréhension de cet outil de mesure par le Parlement et les organismes de contrôle.*

*La LPFP instaure également des évaluations régulières de la qualité de l'action publique en vue d'éclairer la préparation du projet de loi de finances et du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Ces évaluations identifieront des mesures d'amélioration de l'efficacité, de l'efficience et des coûts des politiques et des structures évaluées.*

*Les dépenses fiscales incitatives, les dépenses sociales, ainsi que les aides aux entreprises font l'objet d'une limitation dans le temps inscrite dans la LPFP. Cette limitation permet, à l'expiration du délai, qu'une évaluation de ces dépenses soit menée avant une éventuelle prorogation. Ces mécanismes permettront une plus grande maîtrise des exonérations et une meilleure régulation des dépenses les moins efficientes.*

*Enfin, les dépenses de personnel de l'État et de ses opérateurs seront mieux encadrées par la LPFP, avec l'encadrement des vacances sous plafond d'emplois des opérateurs et un objectif de stabilité d'exécution des schémas d'emploi de l'État et de ses opérateurs pour la période 2023-2027.*

### 3. Bâtir une croissance forte, inclusive, durable et résiliente

Afin de répondre à l'ensemble des défis structurels auxquels le pays fait face, le Gouvernement propose une feuille de route structurée autour de quatre objectifs majeurs :

- i. Répondre à l'urgence écologique ;
- ii. Atteindre le plein emploi ;

- iii. Assurer la souveraineté énergétique, économique et numérique de la France ;
- iv. Bâtir la République de l'égalité des chances.

Ces priorités s'articuleront autour de mesures et de réformes concrètes dont le Gouvernement a annoncé les premières étapes pour agir face aux défis les plus urgents (cf. Encadré 4).

#### Encadré 4 : Calendrier de mise en œuvre des réformes pour 2022-2023

Dès l'automne 2022, le Gouvernement présentera en Conseil des ministres les premiers textes portant sur :

- les premières mesures d'urgence visant à conforter et à améliorer le fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi ;
- le développement des énergies renouvelables ;
- le projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur.

Les semaines qui suivront seront également marquées par l'examen des textes financiers. Cette session parlementaire sera par ailleurs l'occasion de trois débats importants sur l'Ukraine, la politique énergétique et sur l'immigration.

En parallèle, des réflexions seront engagées sur l'évolution des institutions, avec l'installation de la commission transpartisane demandée par le président de la République. Une consultation sur la fin de vie sera également organisée.

L'année 2023 permettra d'engager de nouveaux chantiers clés et différents textes seront examinés au Parlement :

- la loi de programmation militaire ;
- un projet de loi pour améliorer la justice du quotidien, dans la suite des Etats généraux ;
- un projet de loi de programmation énergie-climat, qui actera la planification écologique ;
- des textes sur l'immigration ;
- des mesures en faveur du plein-emploi ;
- les dispositions législatives issues des concertations sur l'éducation, afin d'engager des transformations concrètes dès la rentrée 2023 ;
- un projet de loi sur les Jeux olympiques et paralympiques.

#### i. Répondre à l'urgence climatique

L'enjeu de la transition écologique et énergétique se fait sans cesse plus pressant, alors que les signes du dérèglement climatique se multiplient. Pour apporter des réponses concrètes à la hauteur du défi et agir avec la rapidité que les enjeux exigent, la Première ministre est directement chargée de la planification écologique, tandis que chaque Ministre aura une feuille de route climat et biodiversité.

**Institutionnellement, cette priorité se décline au travers de la création de deux ministères de la transition écologique et de la transition énergétique ainsi que d'un Secrétariat Général à la Planification Ecologique.** Placé auprès de la Première ministre, le Secrétariat est chargé de coordonner l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies nationales en matière de climat, d'énergie et d'écologie, et de veiller à la cohérence des politiques publiques avec ces dernières. La Stra-

tégie française énergie-climat est en cours d'élaboration (cf. Encadré 5).

**De nouveaux objectifs ambitieux sont à atteindre en coopération avec l'ensemble des acteurs** : élus locaux, entreprises, citoyens. L'objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de la France pour 2030 sera porté à -50 % par rapport à 1990, contre l'objectif précédent de -40 % par rapport à 1990.

**En parallèle, la France continue de s'impliquer fortement sur la scène internationale** pour inciter les Parties adhérant à l'accord de Paris, et en particulier les grands émetteurs, à également rehausser leur ambition, pour garantir l'atteinte d'un réchauffement climatique contenu en dessous des 2°C.

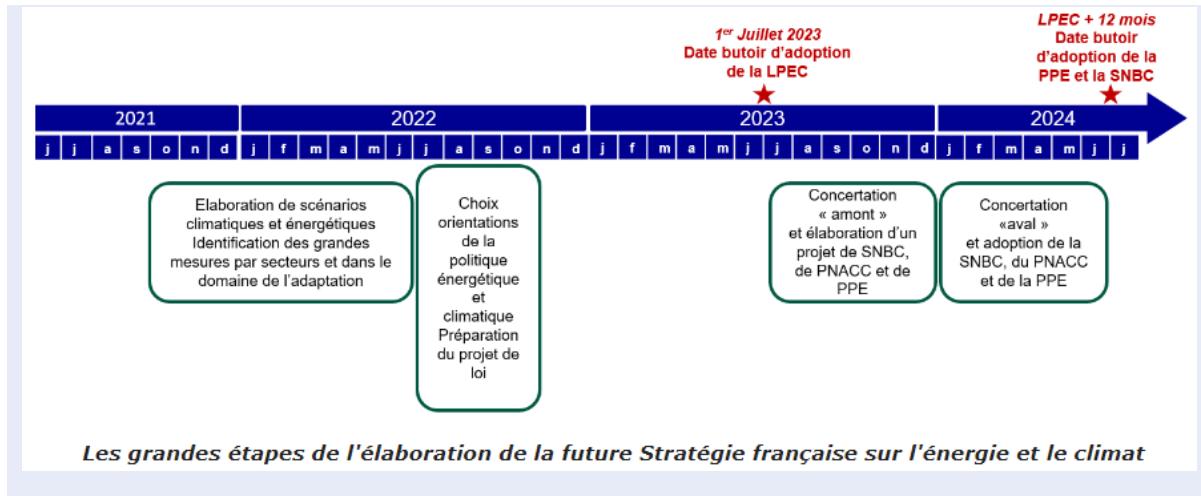
#### Encadré 5 : Loi de programmation énergie-climat et Stratégie française énergie-climat

Comme le prévoit la loi du 8 novembre 2019 sur l'énergie et le climat, une première loi de programmation énergie-climat (LPEC) devra être promulguée d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2023. La LPEC devra fixer les objectifs généraux de réduction d'émissions de gaz à effet de serre pour trois périodes successives de cinq ans, ainsi que des objectifs sectoriels : réduction de la consommation énergétique, développement des énergies renouvelables, diversification du mix de production d'électricité, rénovation énergétique des bâtiments, autonomie énergétique en outre-mer. Elle reflètera les nouveaux objectifs climatiques et énergétiques français et européens, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre de la France devant être porté autour de 50 % d'ici 2030 par rapport à 1990, et la neutralité carbone d'ici 2050.

Des travaux techniques et une première concertation publique ont été engagés au second semestre 2021. À l'été 2022, la Première ministre a annoncé une nouvelle phase de concertation lancée à l'automne avec l'ensemble des acteurs (entreprises, élus locaux, consommateurs). Le gouvernement mobilise également les filières économiques et les collectivités territoriales au travers de l'élaboration de feuilles de routes sectorielles visant à identifier les leviers à mobiliser tout le long de la chaîne de valeur.

Les grandes orientations de la loi seront déclinées, d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2024, dans les trois plans qui, avec la LPEC, composent la Stratégie française énergie-climat (SFEC), afin de prendre le relais de l'actuelle stratégie :

- La 3<sup>ème</sup> SNBC, qui sert de feuille de route pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, avec une répartition des efforts entre secteurs ;
- La 3<sup>ème</sup> programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui sert au pilotage de la politique en matière d'approvisionnement énergétique, de réseaux et de consommation énergétiques ;
- Le 3<sup>ème</sup> plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), qui vise à améliorer la résilience de la société française aux impacts du changement climatique.



*Au-delà des objectifs, les trois plans identifient des leviers d'action dans les grands secteurs d'activité de l'économie. La SFEC inclura également, pour la première fois, des cibles indicatives sur l'empreinte carbone de la France et les émissions du transport international. L'empreinte carbone représente la quantité de gaz à effet de serre émise pour satisfaire la totalité de la consommation française, y compris les émissions liées aux importations.*

a) Réduire l'impact environnemental et climatique de notre système productif

**L'effort de décarbonation et de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre doit être partagé entre ménages et entreprises et commun à tous les secteurs productifs, en particulier par les secteurs émetteurs comme l'industrie et l'agriculture.** Le mouvement de réindustrialisation qui a débuté doit se faire de façon concomitante avec la poursuite de la transition de l'industrie vers un modèle bas-carbone, tandis que notre agriculture doit réduire son empreinte écologique et assurer aux agriculteurs la viabilité économique de leurs exploitations et une meilleure rémunération.

**Le Gouvernement poursuivra l'accompagnement des efforts déjà entamés de décarbonation de notre industrie, dans le cadre notamment du plan France Relance et du plan France 2030.** Le plan France Relance mobilise 30 Md€ pour financer la transition écologique dans toutes ses dimensions. Il s'appuie sur la mise en œuvre de mesures de décarbonation des sites industriels, de développement d'infrastructures et mobilités vertes, mais également d'énergies et technologies bas-carbone. Le Fonds Décarbonation de l'Industrie (FDI) est notamment venu apporter

1,2 Md€ de financement entre 2020 et 2022 en faveur de la décarbonation des procédés et de la chaleur bas carbone. Le plan France 2030 vient pérenniser les actions de France Relance à travers un plan d'investissement massif doté de 54 Md€, dont 34 Md€ de crédits nouveaux. En consacrant 50 % de ses dépenses à la décarbonation de l'économie, France 2030 a pour objectif d'assurer la transition de la France vers une économie bas carbone. Ce plan comprend notamment 5 Md€ d'aides directes au déploiement de solutions de décarbonation et 0,6 Md€ pour financer l'innovation et l'industrialisation de technologies innovantes de décarbonation dans l'industrie.

**Au niveau européen, le marché carbone européen (ETS) sera renforcé et le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) viendra limiter les fuites de carbone.** Le renforcement du marché ETS dans le cadre de Fit for 55 et sa possible extension au secteur du transport routier et au chauffage devrait conduire à un signal prix du carbone cohérent avec nos objectifs de réduction d'émissions, déclenchant ainsi les investissements nécessaires de décarbonation. Par ailleurs, un MACF sera mis en place pour combler le différentiel de tarification carbone entre l'Europe et le reste du monde, source de fuites de carbone et frein à l'efficacité de nos politiques climatiques. Ce

mécanisme répliquera la tarification carbone européenne de l'ETS sur des produits importés issus de secteurs les plus à risque de fuites de carbone (acier, ciment, aluminium, fertilisants, électricité). Si sa mise en place sera progressive, elle accélèrera néanmoins la transition de ces filières dès aujourd'hui, les investissements dans ces secteurs s'envisageant sur des temps longs.

**Enfin, le Gouvernement proposera une loi d'orientation et d'avenir pour l'agriculture qui veillera à assurer une meilleure rémunération des agriculteurs et soutiendra la transmission des exploitations ainsi que l'entreprenariat.** Sans attendre cette loi d'orientation, le Gouvernement accompagne d'ores et déjà la filière par des actions concrètes à commencer par le soutien financier d'ampleur apporté par le plan France Relance. Le plan France Relance consacre en effet 1 Md€ au volet agricole dont les mesures visent en partie la transition écologique du secteur (empreinte carbone, pollutions, préservation de la biodiversité, déforestation importée). Ces mesures concernent par exemple des soutiens à l'agriculture biologique, à l'agroécologie ou à la production de protéines végétales afin de réduire notre dépendance aux importations de matières riches en protéines. Cette stratégie s'articule notamment autour de différentes mesures pour lever les freins à la production de protéines végétales au sein du système alimentaire (soutien à la structuration de filières, aux investissements pour les agriculteurs, aux actions de recherche et développement, à la promotion de la consommation de légumes secs).

**b) Réduire l'impact environnemental et climatique de nos modes de consommation**

**L'atteinte de nos objectifs de réduction des émissions de gaz à effets de serre exige un changement en profondeur de nos modes de consommation.** Le Gouvernement poursuit donc la mise en place de mesures incitant et accompagnant ces changements, notamment dans le logement et le transport, secteurs à fortes émissions.

**L'Agence nationale de l'amélioration de l'habitat distribue MaPrimeRénov', aide à la rénovation énergétique, qui sera amplifiée et rendue plus efficace.** Les crédits associés au dispositif ont été fortement augmentés depuis sa mise en

place et atteignent ainsi 2,4 Md€ depuis la loi de finances rectificative de 2022 du 16 août 2022. Près de 700 000 logements ont ainsi été rénovés en 2021. Il s'agit désormais d'améliorer significativement la performance de ces rénovations afin d'atteindre nos objectifs climatiques, en ciblant la rénovation des passoires énergétiques et les rénovations les plus performantes.

**Le Gouvernement poursuit son soutien à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en développant les transports collectifs, et en particulier ferroviaires.** Concernant la grande distance, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en mars 2022 afin d'identifier les acteurs et les freins au développement des trains de nuits internationaux. Les ordonnances créant les sociétés de financement de la part des collectivités de grands projets de lignes ferroviaires à grande vitesse ont été promulguées au printemps 2022 (Grand Projet du Sud-Ouest, Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan, Ligne Provence Alpes Côte d'Azur). Concernant les mobilités du quotidien, le succès rencontré par le 4<sup>ème</sup> appel à projet « Transports Collectifs en Site Propre et Pôles d'Echanges Multimodaux » permet à plus de 159 projets lauréats (annoncés fin 2021) de bénéficier de 900 M€ de subventions pour développer les transports collectifs urbains et interurbains.

**En parallèle, plusieurs dispositifs sont mis en œuvre pour renforcer la transition vers un parc de véhicules électriques.** Des dispositifs d'aides financières (micro-crédit, expérimentation d'un prêt à taux zéro à partir de 2023, bonus écologique, surprime dans les zones à faibles émissions) restent disponibles pour soutenir la croissance de la part de véhicules électriques dans le parc automobile (12 % sur les 6 premiers mois de 2022 contre 2 % en 2019 pour les ventes de voitures neuves). Toutefois, le prix à l'achat ou à la location d'un véhicule électrique demeure élevé. Afin d'aider les ménages aux revenus modestes à se diriger vers la voiture électrique, les aides à la conversion pourraient être prolongées ou des dispositifs de financement alternatifs, tel qu'un système de location de longue durée, envisagés afin de limiter davantage la charge financière. Les aides à l'installation de bornes de recharge (crédit d'impôt, certificats d'économie d'énergie) sont par ailleurs maintenues.

**La mise en œuvre de ces mesures s'accompagnera de moyens financiers conséquents, en particulier auprès des collectivités.** La Première Ministre a annoncé la création d'un fonds vert doté de 1,5 Md€ pour aider les collectivités locales à opérer leur transition. Ce fonds aura pour but d'accélérer la rénovation énergétique des bâtiments publics, de reverdir les espaces urbains, par exemple à travers la réhabilitation de friches qui viendront limiter l'étalement urbain, ou encore de financer l'installation de parkings relais à l'entrée des villes pour favoriser les mobilités alternatives. Ce fonds viendra compléter les financements déjà mis en œuvre dans le plan France Relance. Des incitations fiscales viendront aussi compléter ces moyens avec par exemple la réduction de la TVA à 5,5 % sur les prestations de collecte séparée, de collecte en déchetterie, de tri et de valorisation en matière de déchets des ménages afin d'encourager le recyclage et l'économie circulaire.

**Par ailleurs, le Gouvernement accentue également sa politique en faveur de la préservation des espaces naturels, forêts, montagnes, littoraux, et océans, avec une attention particulière accordée aux territoires d'Outre-mer.** L'annonce par le Président de la République le 11 février 2022 à l'occasion du *One Ocean Summit* de l'extension de la réserve naturelle nationale des Terres Australes et Antarctiques françaises (TAAF) ou encore la création d'un fonds d'investissement doté de 60 M€ et destiné au développement des énergies renouvelables en Polynésie française traduisent cet engagement de l'Etat. Le plan France Relance mobilise quant à lui 200 M€ pour un plan de reboisement des forêts françaises et de soutien à la filière bois à travers le fonds forêt de renouvellement et d'adaptation au changement climatique. Dans le cadre de la planification écologique, la Première ministre a annoncé le 29 août le lancement rapide de chantiers prioritaires comprenant l'eau et la reforestation.

**Enfin, au niveau européen, la présidence française de l'Union européenne a permis des avancées marquantes.** Sous l'impulsion des autorités françaises, des avancées ont été réalisées sur le règlement visant à empêcher la mise sur le marché européen et l'exportation depuis l'UE de denrées dont la production aurait engendré de la déforestation ou de la dégradation des

forêts, et sur les mesures miroir sectorielles environnementales et sanitaires s'appliquant aux produits importés depuis des pays tiers. En parallèle, la Commission continue d'intégrer les enjeux de développement durable dans les accords commerciaux de l'UE avec notamment l'engagement d'inscrire le respect de l'Accord de Paris en tant qu'élément essentiel des accords de commerce de l'UE, et la révision anticipée de l'approche européenne en matière d'intégration du développement durable dans les accords de commerce pour désormais de recourir à des sanctions commerciales en cas de violation de certains engagements sur le développement durable.

**ii. Atteindre le plein emploi et résorber les tensions de recrutement en accompagnant mieux les demandeurs d'emploi, en renforçant le développement des compétences et en favorisant le travail des seniors**

Les différents dispositifs de politique de l'emploi mis en place depuis le précédent quinquennat ont permis une nette amélioration du marché du travail, malgré la crise sanitaire.

**Pour atteindre l'objectif de plein-emploi d'ici 2027, le Gouvernement entend poursuivre sa politique de réforme du marché du travail,** en particulier en continuant l'investissement dans les compétences, en accompagnant mieux les demandeurs d'emploi et en renforçant l'insertion des personnes les plus éloignées du marché du travail.

**a) Renforcer les incitations au retour à l'emploi et l'insertion des travailleurs qui en sont éloignés**

**L'efficacité de l'assurance chômage sera améliorée en renforçant le lien avec la conjoncture.** Si les employeurs peuvent renforcer l'attractivité des métiers en période de difficultés de recrutement à travers l'amélioration des conditions de travail ou de rémunération, l'assurance-chômage doit également permettre une incitation adéquate au retour à l'emploi pour les demandeurs d'emploi. À ce titre, on peut noter que le nombre d'emplois vacants est, au premier semestre 2022, particulièrement élevé.

**Parvenir au plein emploi requiert également d'œuvrer pleinement à l'insertion sur le marché du travail de ceux qui en sont les plus éloignés.** Grâce à la refonte opérée par le Contrat d'engagement pour les jeunes, une première étape a été franchie pour ceux-ci en leur proposant, dès cette année, de s'inscrire dans une démarche de droits (jusqu'à 500 € d'allocation par mois) et de devoirs (15 à 20 heures d'insertion par semaine) sous l'égide d'un conseiller dédié, avec l'objectif d'atteindre 400 000 jeunes dès 2022. Cette action doit être poursuivie mais également élargie à d'autres publics en difficulté.

**Cette démarche de transformation sera engagée dans le cadre de la réforme de France Travail, permettant le rapprochement de Pôle Emploi avec les acteurs locaux de l'accompagnement et de l'insertion dans l'emploi.**

b) Développer les compétences et les vocations à travers la formation et l'orientation

**Cette transformation sera couplée à la poursuite de la transformation de notre système de formation afin de relever le défi de l'orientation et des changements de métiers tout au long de la vie.** Cette évolution devra permettre à un million de jeunes de se former aux métiers d'avenir (dont la moitié dans le numérique). Une transformation profonde de la voie professionnelle au lycée est également prévue, forte du succès et de la méthode de la réforme de l'apprentissage. Cette réforme de la voie professionnelle visera à confier davantage d'autonomie aux lycées pour adapter les diplômes aux nouvelles compétences requises en faisant preuve d'agilité mais également à revoir la carte des formations afin de développer celles tournées vers les secteurs qui recrutent.

**L'amélioration de l'efficacité des décisions d'orientation passe par ailleurs par l'accompagnement des lycéens dans leurs choix d'orientation à tous les niveaux grâce à un meilleur accès à l'information.** À cet effet, le Gouvernement souhaite créer à partir de la cinquième, une demi-journée avenir hebdomadaire pour améliorer

l'orientation en faisant découvrir aux élèves de nombreux métiers, notamment techniques, manuels, et relationnels mettant en valeur d'autres formes d'intelligence que le savoir académique.

L'amélioration de l'insertion professionnelle des jeunes passe ainsi par une transformation profonde de la voie professionnelle et par un renforcement de la professionnalisation des formations de l'enseignement supérieur.

**Enfin, l'acquisition et le développement des compétences ne concerneront pas uniquement notre jeunesse mais devront se faire à tout âge.** L'objectif est de porter le nombre de parcours de Validation des acquis de l'expérience à 100 000 par an d'ici à cinq ans pour permettre à chacun de faire reconnaître les compétences acquises tout au long de sa carrière et de favoriser les transitions professionnelles. L'atteinte du plein emploi passera également par un soutien renforcé à l'emploi des seniors s'appuyant, entre autres, sur cette offre formation tout au long de la vie et l'effet fortement bénéfique de celle-ci sur les demandeurs d'emploi, notamment après 50 ans<sup>22</sup>.

c) Renforcer notre capacité de travail par l'emploi des seniors

**Il est également nécessaire pour tous de travailler progressivement plus longtemps.** Une réforme des retraites sera mise en œuvre pendant le quinquennat. Cette réforme aura pour but de participer à l'objectif de plein-emploi, et par ce biais, de soutenir le potentiel de notre économie en augmentant la population active et en améliorant le taux d'activité des seniors. Elle s'inscrit dans le double objectif fixé par le président de la République du plein emploi et d'un rééquilibrage des finances publiques pour financer notre modèle social et les priorités du quinquennat.

**L'âge de sortie du marché du travail est aujourd'hui particulièrement bas en France en comparaison avec nos principaux partenaires, notamment européens :** l'âge moyen de sortie du marché du travail observé par l'OCDE en France entre 2015 et 2020 était plus faible de 2,3 ans pour les hommes (60,4 ans) et 1,0 an pour

<sup>22</sup> Chabaud M. et al. « Quelles sont les chances de retour à l'emploi après une formation ? L'apport de la

base ForCE pour l'analyse des trajectoires individuelles du chômage vers l'emploi », Dares, *Document d'étude* n°261, août 2022.

les femmes (60,9 ans) par rapport aux pays de l'Union Européenne (UE27). D'après les estimations du COR de septembre 2022, les régimes de retraite étaient excédentaires de 0,9 Md€ en 2021. Sur les 25 prochaines années, à législation constante (c'est-à-dire avec la convention « équilibre permanent des régimes »), ils seraient toutefois déficitaires en moyenne, avec un besoin de financement compris entre 0,4 % et 0,8 % du PIB.

Cette réforme du régime des retraites devra conduire à travailler progressivement plus longtemps, tout en garantissant des ajustements justes et qui soient attentifs aux situations particulières, notamment ceux ayant des pensions faibles à l'issue d'une carrière complète, ceux ayant connu des carrières longues ou ayant été exposés à la pénibilité, ceux en situation d'invalidité ou d'inaptitude.

### iii. Assurer la souveraineté énergétique, industrielle et numérique de la France

La crise Covid et les tensions sur les approvisionnements qui en ont découlé dans certains secteurs ont mis en lumière certaines vulnérabilités stratégiques. Le conflit en Ukraine a fait vivement ressortir la nécessité de poursuivre le renforcement de notre souveraineté et indépendance énergétique pour garantir le fonctionnement de nos entreprises et l'approvisionnement de nos ménages. Garantir notre souveraineté économique, industrielle et numérique est la condition pour produire efficacement

dans un monde ouvert, en renforçant la résilience de nos chaînes de valeur, en particulier stratégiques, en préservant notre indépendance technologique et en assurant la protection de nos données numériques. L'infexion récente observée en faveur d'un mouvement de réindustrialisation de l'économie, en particulier à travers une création nette d'emplois industriels les trois années ayant précédées la crise Covid, invite à poursuivre les actions menées lors des cinq dernières années.

Dès lors, le Gouvernement continuera d'alléger la fiscalité des entreprises, de simplifier l'environnement des affaires et les procédures administratives ainsi que de soutenir les filières innovantes et la relocalisation des productions stratégiques. A ce titre, la loi de finances rectificative pour 2022 prévoit que les entreprises assujetties à la TVA en France devront, à terme, émettre, transmettre et recevoir les factures sous forme électronique. Des propositions concrètes seront également faites prochainement pour réduire les délais d'implantation des usines en France qui sont actuellement de 17 mois contre 8 en Allemagne.

Dans une économie globalisée, notre souveraineté ne pourra s'inscrire que dans une démarche collective et le Gouvernement continuera de défendre ardemment une approche européenne de ces sujets (cf. Encadré 6).

#### Encadré 6 : Garantir collectivement notre souveraineté industrielle sous l'égide de l'Union européenne

*Dans une économie globalisée, la souveraineté française ne peut être envisagée seule et la souveraineté européenne est un des principaux leviers de cette indépendance énergétique, industrielle et technologique.*

**Tout d'abord, nous renforçons notre souveraineté énergétique européenne à travers la mise en œuvre du plan REPowerEU présenté par la Commission européenne le 18 mai 2022.** Ce plan vise à mettre fin à la dépendance de l'Union à l'égard des importations fossiles en provenance de la Russie, à travers quatre axes principaux : (i) l'accélération des économies d'énergie, (ii) la diversification des approvisionnements, (iii) le développement des énergies renouvelables et (iv) la baisse de la consommation fossile dans l'industrie et le transport. En parallèle, l'UE travaille sur la constitution d'une plateforme énergétique pour réaliser des achats communs volontaires de gaz, GNL et hydrogène en mutualisant la demande.

**La politique commerciale de l'UE contribue également à assurer notre souveraineté et à défendre nos intérêts stratégiques et nos valeurs en garantissant des conditions de concurrence équitables.**

Elle vise à maintenir les conditions d'une économie ouverte, pour accompagner nos entreprises dans la diversification de leurs approvisionnements et de leurs marchés, afin de renforcer la résilience de nos chaînes de valeur. Les initiatives récentes de la Commission européenne, soutenues par la France, visent ainsi à renforcer le caractère durable et l'assertivité de la politique commerciale avec l'adoption de nouveaux instruments pour accroître la capacité de l'Union à lutter contre les pratiques déloyales ou abusives. En juin 2022, sous présidence française de l'UE, l'UE a adopté un instrument de réciprocité sur les marchés publics internationaux (IPI), et un accord en trilogue a été obtenu pour l'adoption d'un règlement relatif aux subventions étrangères au sein du marché unique. Par ailleurs, afin de dissuader les pays tiers de restreindre le commerce ou les investissements – ou menacer de le faire –, l'UE souhaite adopter un nouvel outil pour lutter contre la coercition et l'intimidation économique.

**Enfin, notre souveraineté technologique passe par la construction de projets communs européens et d'un soutien transverse de l'innovation.** Dans ce but, les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) financent en commun des innovations et des projets de R&D ainsi que des premiers déploiements industriels dans des domaines stratégiques. Trois PIIEC ont été ainsi lancés dans les domaines de la microélectronique, des batteries et de l'hydrogène et trois autres le seront dans les domaines du cloud, de la santé et de la connectivité. A ces projets s'ajoutent également les financements offerts (9,5 Md€) par le programme Horizon Europe pour soutenir collectivement l'innovation européenne. Enfin, les paquets législatifs sur les semi-conducteurs (Chips Act) et sur les batteries (Batteries Act), ainsi que les projets de législation sur les matériaux critiques et sur l'instrument d'urgence pour le marché unique (SMEI) sont des exemples d'un renforcement de la politique industrielle européenne.

a) Accélérer la transition énergétique et garantir l'indépendance énergétique de la France

**La guerre en Ukraine a mis en évidence la dépendance de l'Europe aux énergies fossiles et en particulier au gaz et au charbon en provenance de la Russie et nous incite à accélérer significativement la transition vers une énergie moins émettrice en carbone et à renforcer notre souveraineté énergétique.** Conformément aux souhaits du Conseil européen des 24 et 25 mars, la Commission européenne a présenté le 18 mai le plan REPowerEU qui vise à réduire la dépendance de l'Europe aux combustibles fossiles russes avant 2030 et à accélérer la transition écologique, tout en renforçant la résilience du système énergétique à l'échelle de l'Union.

**A court terme, le Gouvernement a annoncé la mise en œuvre d'un plan de « sobriété énergétique » qui vise à réduire les consommations énergétiques de l'ensemble des consommateurs nationaux pour assurer la sécurité d'approvisionnement à court terme, menacée par la guerre en Ukraine. Pour faire face à une réduction des ap-**

provisionnements énergétiques cet hiver, la Ministre de la transition énergétique a annoncé, à l'issue du conseil de défense et de sécurité nationale sur l'énergie, la mise en œuvre d'un plan de sobriété choisi non contraignant, dans lequel l'Etat prendra sa part et sera exemplaire. Cela se traduit notamment par la poursuite des travaux déjà engagés dans le cadre du plan de sobriété énergétique annoncé le 23 juin qui vise à réduire la consommation énergétique française (carburant, gaz naturel, électricité) de 10 % en deux ans (cf. Encadré 7). L'ensemble des citoyens, entreprises et administrations publiques doivent se mobiliser afin de limiter nos dépendances énergétiques, notamment aux énergies fossiles. A ce titre, les administrations publiques réduiront la température de chauffage à 19 degrés pour l'hiver 2022-2023.

**Par ailleurs, des mesures d'urgence ont été prises pour diversifier l'approvisionnement en hydrocarbures de l'économie française et sécuriser son approvisionnement en énergie dès l'automne 2022.** Cette stratégie passe notamment par la mise en place d'un mécanisme de sécurisation du remplissage des stockages permettant d'assurer un niveau de remplissage supérieur

au niveau minimum de 85 % prévu par le mécanisme de régulation habituel, la possibilité de réquisitionner les centrales à gaz, l'accélération de l'installation d'un terminal méthanier flottant au Havre, l'organisation d'un délestage et la mobilisation de tous les moyens de production électriques. Ces mesures renforcent la sécurité d'approvisionnement l'hiver prochain et permettront de protéger les entreprises mais également les consommateurs en cas de difficulté d'approvisionnement en gaz.

**Sur le temps plus long, notre indépendance énergétique, de concert avec l'atteinte de la neutralité carbone en 2050, passera en grande partie par la substitution des énergies fossiles par des énergies décarbonées.** Pour y parvenir, le Gouvernement prévoit notamment une série de mesures visant à accélérer le déploiement des énergies renouvelables sur le territoire, qu'il s'agisse de l'éolien, du photovoltaïque ou de la méthanisation. Le projet de loi relatif à l'accélération des énergies renouvelables entend à ce titre simplifier les procédures administratives pour faciliter l'installation des projets d'énergies renouvelables. Il vise également à renforcer l'acceptabilité des projets d'énergies renouvelables, en mettant en œuvre des mesures de partage de la valeur des énergies décarbonées.

**La décarbonation du mix énergétique passera également par la décarbonation de l'électricité à travers le renforcement de notre filière nucléaire historique.** Au-delà du renouvelable, la

France a déjà fait le choix de développer un parc nucléaire important qui concourt aujourd'hui à notre souveraineté énergétique. Pour respecter nos objectifs climatiques tout en renforçant notre souveraineté dans un cadre économique pertinent, le président de la République a annoncé le lancement d'un programme de six réacteurs EPR2 et la conduite d'études pour la construction de huit EPR2 supplémentaires. France 2030 consacre également 1 Md€ au développement des petits réacteurs nucléaires (*Small Modular Reactors*). Tous les réacteurs existants pouvant être prolongés le seront également, sauf si des raisons de sûreté s'imposaient.

**Enfin, la loi du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 alloue 9,7 Md€ pour lancer une offre publique d'achat simplifiée sur les titres de capital d'EDF dans l'objectif de retirer la société de la cote.** Cette opération s'inscrit dans le contexte de l'accélération de la transition écologique et alors que la situation géopolitique impose des décisions fortes pour assurer l'indépendance et la souveraineté énergétique de la France, dont celle de pouvoir planifier sur le très long terme les moyens de production, de transport et de distribution d'électricité. L'Etat serait alors le seul actionnaire d'EDF, qui serait dès lors en capacité de mener de manière accélérée les chantiers décisifs annoncés par le président de la République dans son discours de Belfort.

### Encadré 7 : plan de « sobriété énergétique »

*Dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et l'accélération du changement climatique, la transition énergétique de la France et de l'Europe est plus que jamais une priorité. A ce titre, les ministres européens de l'énergie se sont accordés, le 26 juillet 2022, sur une baisse de 15 % de la consommation de gaz entre août 2022 et mars 2023 par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Certaines exemptions ou dérogations à cet objectif sont envisageables afin de tenir compte des situations particulières des États membres et de faire en sorte que les réductions de gaz permettent effectivement d'accroître la sécurité d'approvisionnement dans l'UE.*

*La France doit en outre sortir de sa dépendance aux énergies fossiles et réduire de 40 % sa consommation d'énergie d'ici 2050. Cela suppose de transformer durablement nos habitudes et nos comportements. C'est le sens du plan sobriété énergétique annoncé par la Première ministre, Elisabeth Borne, et la ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, le 23 juin 2022.*

*L'objectif annoncé est la réduction de 10 % de la consommation d'énergie sur les deux prochaines années par rapport à 2019. Dans ce cadre, des groupes de travail sur la sobriété énergétique ont été lancés fin juin pour mobiliser tous les acteurs publics et privés avec pour objectif de construire des plans d'actions secteur par secteur :*

- *État exemplaire ;*
- *Entreprises et organisation du travail ;*
- *Établissements recevant du public et surfaces commerciales ;*
- *Logement ;*
- *Numérique et télécommunications ;*
- *Collectivités territoriales.*

*Les résultats de la concertation, ainsi que les propositions de mesures opérationnelles, seront rendus publics au début du mois d'octobre. Ce travail mené avec les différents groupes de travail sur la sobriété énergétique devra être la première marche afin d'initier le changement, en matière de transition énergétique, au sein de l'ensemble de la société. Une campagne de communication grand public intitulée « Chaque geste compte » viendra également soutenir ces initiatives.*

b) **Conforter la compétitivité des entreprises françaises et renforcer leur capacité d'innovation**

Le Gouvernement porte l'ambition de réindustrialiser l'économie et d'investir dans l'innovation de rupture afin de faire émerger des filières stratégiques pour être plus autonome, plus prospère et plus innovant.

**La suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en deux fois, sur 2023 et 2024, s'inscrit pleinement dans cette démarche.** Dans la continuité du soutien à l'investissement productif mis en place dès 2021 avec la baisse pérenne des impôts de production à hauteur de 10Md€, elle bénéficiera aux entreprises, plus particulièrement celles du secteur industriel, pour un montant d'environ 9 Md€ dont 4 Md€ dès 2023. Ses effets macroéconomiques seront favorables à l'emploi, du fait de la réduction des coûts des entreprises, mais également au capital, venant directement soutenir la réindustrialisation de l'économie.

**Dans la continuité du plan France Relance et de la stratégie économique engagée depuis**

**2017, le plan France 2030 a pour priorités de libérer les initiatives et d'investir massivement dans les secteurs d'avenir** (cf. Encadré 8). De la recherche fondamentale à l'industrialisation, France 2030 soutient tout le cycle de vie de l'innovation jusqu'à son industrialisation. Il vise également à développer les compétences des métiers d'avenir pour satisfaire et anticiper les besoins des filières d'avenir. Doté de 54 Md€, France 2030 soutient notamment des investissements dans les secteurs de l'industrie, des transports et de l'énergie, afin de construire une France décarbonée et résiliente. Le plan s'attache en particulier à :

- faire émerger en France des réacteurs nucléaires de petite taille, innovants et avec une meilleure gestion des déchets ;
- devenir le leader de l'hydrogène bas-carbone avec l'objectif de créer au moins deux *gigafactories* d'électrolyseurs ;
- accompagner notre industrie dans sa décarbonation pour atteindre nos objectifs climatiques ;
- produire 2 millions de véhicules électriques et hybrides et le premier avion bas-carbone.

**Encadré 8 : point d'étape sur le déploiement du plan France 2030**

*France 2030 constitue une politique industrielle verticale et de transformation de l'économie par l'innovation, dotée de 54 Md€ sur 5 ans, dont 20 Md€ du quatrième plan d'investissement d'avenir (PIA 4). Les grands axes du plan d'investissement ont été construits dans une logique de priorisation de certains secteurs avec pour ambition d'assurer les transitions écologiques, économiques et sociales. A travers ce plan, l'Etat soutient les chercheurs et les entreprises à tous les stades de leur projet, de la recherche fondamentale à la première usine, et investit dans la formation des talents nécessaires au développement de ces filières d'avenir. Ainsi, 50 % des dépenses sont consacrées à la décarbonation de l'économie, tandis qu'aucun investissement ne peut financer des dépenses défavorables à l'environnement. Également, 50 % des dépenses sont consacrées à des acteurs émergents, porteurs d'innovation.*

*À la mi-2022 et depuis son lancement en 2021, France 2030 se déploie à un rythme soutenu avec l'ouverture de 82 appels à projets ou appels à manifestation, dont 48 toujours ouverts, représentant 10 % des crédits. Au total, ce sont donc 7,5 Md€ qui ont été engagés du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 1<sup>er</sup> septembre 2022. La gouvernance de France 2030 est organisée de manière à simplifier les procédures et à assurer la transparence de l'information et l'évaluation des investissements. Ainsi, les travaux de construction des stratégies nationales sont pour la plupart achevés et ont déjà donné lieu à la définition des premières modalités de sélection, associant experts et jurys indépendants. Des concertations sont engagées pour continuer à enrichir et faire évoluer les stratégies sur chacun des enjeux.*

**Enfin, l'Etat continue d'investir dans la recherche publique, universités comme organismes de recherche.** La loi de programmation de la recherche prévoit 25 Md€ d'investissements supplémentaires pour les dix ans à venir auxquels s'ajoutent les moyens du plan de relance et de France 2030 sur le périmètre de l'enseignement supérieur et de la recherche. La loi de programmation de la recherche vise à renforcer l'attractivité des carrières scientifiques, simplifier le quotidien des chercheurs et la vie des laboratoires, et identifier les grands programmes de recherche qui seront conduits pour répondre aux besoins de la nation tout en donnant toute sa place à la recherche dite "de base" qui repousse les frontières de la connaissance.

**c) Renforcer notre souveraineté numérique et lutter contre la fracture numérique des territoires**

**La crise sanitaire a montré la dépendance de notre économie vis-à-vis de solutions et matériels numériques non européens.** Par ailleurs, les enjeux de protection des données, de cybersécurité, ou encore de compétitivité de nos entreprises appellent tous à une action renforcée de

l'Etat pour garantir la résilience de nos infrastructures et la sécurité de notre espace numérique. La construction de notre souveraineté numérique passera notamment par le développement des infrastructures et de solutions européennes (par exemple avec le lancement de l'Alliance Européenne pour les Données Industrielles, Edge et Cloud), la garantie d'un accès pour tous à une information fiable (notamment via des États généraux pour le droit à l'information) ou la régulation des géants numériques.

**À ce titre, dans le prolongement des accords trouvés sous PFUE sur les règlements *Digital Markets Act* et *Digital Services Act*, la France s'assurera de la mise en œuvre effective de la régulation des géants numériques.** Au même titre que le Règlement général pour la protection des données (RGPD) adopté en 2016, ces textes marquent en effet une avancée significative. Ils permettront de rendre les marchés numériques plus équitables pour tous les acteurs et les espaces numériques plus sûrs pour tous les citoyens européens.

**Afin de lutter contre la fracture numérique, l'Etat s'attachera àachever le déploiement de**

**la couverture mobile et très haut débit du territoire.** Le plan France Très Haut Débit (THD) vise à couvrir l'intégralité du territoire en très haut débit d'ici à 2022, avec un déploiement de la fibre généralisé à l'ensemble du territoire à horizon 2025. Lancé en 2013, et renforcé par le plan France Relance, l'accélération de la généralisation de la fibre optique se poursuit et a déjà permis en 2020 à plus 6 millions de nouveaux locaux de devenir éligibles et d'offrir à plus de 3 millions de nouveaux abonnés un accès internet en fibre optique. Le « New Deal mobile », passé en 2018 par l'État avec les opérateurs de téléphonie, continue de généraliser l'accès à la 4G, en priorité dans les zones rurales. Cinq engagements sont ainsi faits avec les opérateurs : convertir les pylônes 2G/3G existants en pylônes 4G ; assurer la couverture mobile dans des zones stratégiques (touristiques, économiques) non ou mal couvertes ; généraliser la 4G dans les transports (routier et ferroviaire) ; optimiser le passage de la 4G à l'intérieur des bâtiments ; et proposer une offre de 4G fixe là où le débit n'est pas suffisant.

#### iv. Bâtir la République de l'égalité des chances

Si notre système de protection sociale permet de lutter efficacement contre les inégalités monétaires, d'autres inégalités subsistent que ce soit dans le milieu éducatif, dans l'accès au logement, entre territoires ou encore entre genres. La lutte contre ces inégalités, sous toutes leurs formes, reste au cœur de l'action gouvernemental.

##### a) Faire de la petite enfance, de l'éducation et de la jeunesse une priorité

**Les tensions existantes pour l'accueil de la petite enfance revêtent un double enjeu social de lutte contre les inégalités primaires et économique de soutien à la compétitivité de notre économie sur le long terme**, qui sera relevé en

permettant aux parents de pouvoir travailler librement et en permettant d'exploiter le plein potentiel de notre jeunesse.

**Pour remédier à ces manques, le Gouvernement souhaite la création d'un service public de la petite enfance.** En associant les collectivités locales, le Gouvernement souhaite assurer une incitation à la création de places pour les territoires déficitaires, dans le but de faire face au déficit d'offre d'accueil pour les jeunes enfants.

**Par ailleurs, le gouvernement souhaite étendre le complément de libre choix de mode de garde (CMG)<sup>23</sup> jusqu'à 12 ans pour les familles monoparentales.** Particulièrement pénalisés sur le marché de l'emploi<sup>24</sup>, les parents célibataires (principalement des mères) effectuent plus souvent des horaires de travail atypiques<sup>25</sup>. Ainsi, l'accès, par la solvabilisation, à des solutions de garde en dehors des heures d'école<sup>26</sup> constitue un enjeu majeur pour limiter les freins à l'emploi.

**Concernant l'école, le Grenelle de l'éducation, organisé au printemps 2020, a permis d'accroître l'attractivité du métier d'enseignant**, notamment par une meilleure prise en compte des conditions de travail. Le Grenelle a en particulier amorcé des revalorisations pour plus de 400 M€ en 2021, maintenues en 2022 pour plus de 700 M€.

**Ces soutiens se poursuivront durant les années à venir, en maintenant un dialogue rapproché avec les acteurs éducatifs.** Le ministre de l'Éducation nationale a affirmé vouloir associer les partenaires aux réflexions collectives qui seront lancés à l'automne 2022 sur ces sujets<sup>27</sup>. Le Président de la République a également annoncé vouloir généraliser à tout le territoire l'expérimentation « école du futur » du plan Marseille en Grand, déployée à ce jour dans 59 établissements de la cité phocéenne. L'objectif de l'expérimentation est de donner davantage de liberté et d'autonomie aux équipes pédagogiques afin de bâtir un

<sup>23</sup> Le CMG est versé aux familles pour couvrir une partie des frais liés à la garde de leurs enfants en dehors des crèches financées par la Cnaf (crèches privées, assistant(e)s maternel(l)e)s, RAM, MAM).

<sup>24</sup> 40 % des mères célibataires exerçant une activité à temps partiel souhaiteraient travailler davantage.

<sup>25</sup> Alors qu'elles ne représentent que 10 % des familles bénéficiaires du CMG, les familles monoparentales représente 31 % de celles qui bénéficient de l'extension pour horaires atypiques.

<sup>26</sup> Sur le modèle des « chèques atypie » mis en place dans les Côtes-d'Armor.

<sup>27</sup> Cf : MENJS (2022) [Circulaire de rentrée 2022](#)

système scolaire plus juste et plus inclusif, établissement par établissement. Pour cela il est créé un fonds d'innovation pédagogique de 500 M€. D'autres mesures viendront également bénéficier directement aux élèves comme le renforcement des mathématiques dans le tronc commun au lycée, l'extension du pass culture dès la sixième, et l'offre en primaire de 30 minutes de sport par jour destiné à lutter contre l'obésité des plus jeunes et à favoriser la pratique du sport à l'école.

**Par ailleurs, ces transformations se feront en revalorisant en profondeur le métier d'enseignant.** Le Président de la République a rappelé en juillet les 6 Md€ qui seront dédiés à l'école et son souhait de poursuivre la revalorisation de la rémunération des enseignants initiée il y a deux ans, avec le double objectif d'une hausse d'environ 10 % des salaires et qu'aucun professeur ne débute sa carrière à moins de 2 000 € nets. Cette hausse inconditionnelle s'accompagnera d'un pacte pour les enseignants qui, sur une base volontaire et en échange de missions supplémentaires, leur permettra de porter la hausse de leur rémunération jusqu'à 20 % de celle-ci.

**En parallèle, le Service National Universel poursuit sa montée en puissance, en vue de sa généralisation à tous les jeunes d'une classe d'âge dans les années à venir.** Le nombre de participants a presque triplé en un an, passant de 15 000 volontaires de 15 à 17 ans en 2021 à 40 000 en 2022<sup>28</sup>. En 2022, trois séjours de cohésion ont été proposés avec, pour la première fois, un séjour en février (3 000 volontaires), puis le séjour de juin (17 000 volontaires) et de juillet (20 000 volontaires)<sup>29</sup>.

**Enfin, le gouvernement souhaite renforcer l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur et améliorer les conditions de vie et d'étude des étudiants.** Cela passe par la revalorisation et la simplification du système de bourses universitaires. Le gouvernement a ainsi décidé pour la rentrée la revalorisation de 4 % des bourses sur critères sociaux et des aides accessibles aux étudiants (aide spécifique ponctuelle pour étudiant en difficulté, aide pour le logement, prime inflation,

etc.) qui doivent permettre aux étudiants de poursuivre leurs études dans de meilleures conditions matérielles. Le gouvernement souhaite également, en concertation avec les représentants étudiants, simplifier le système de bourses pour améliorer l'accès des étudiants aux aides publiques. Les mesures en faveur du développement de l'orientation viendront également contribuer à réduire les inégalités d'opportunité liées à des différenciels d'information entre élèves.

- b) Poursuivre la transformation et le renforcement de notre système de santé en renforçant l'accès aux soins, la prévention, et faire face au défi du vieillissement**

**La crise liée à la Covid et les tensions récentes à l'hôpital mettent en évidence l'importance de soutenir notre système de santé.** Le Gouvernement souhaite donc poursuivre son investissement dans le système de santé lancé par le Ségur de la santé et prolonger l'action entamée dans le cadre de la création de la cinquième branche de la sécurité sociale en Grand âge et autonomie.

**Tout d'abord, l'action gouvernementale se concentrera sur la prévention avec la possibilité de consultations gratuites aux moments clés de la vie.** Les pathologies les plus fréquentes et coûteuses restent en effet les maladies cardio-vasculaires, les cancers et les maladies psychiatriques, qui pourraient être réduites par des mesures de dépistage et de prévention. Toutefois la participation aux campagnes de dépistage est insatisfaisante en comparaison internationale, et pourrait être améliorée en mobilisant les professionnels de santé. En outre, les facteurs de risque comportementaux restent des vecteurs majeurs de mortalité en France. Environ un tiers des décès en 2019 pouvaient être imputés à ces facteurs, tels que le tabagisme, les risques liés à la nutrition, la consommation d'alcool et une activité physique réduite. Si les politiques de lutte contre le tabac ont contribué à réduire le tabagisme, des progrès sont encore possibles.

**L'implication des assurés et des professionnels de santé autour de la pertinence des soins**

<sup>28</sup> Pour rappel, la première expérimentation, en 2019, avait rassemblé 2 000 jeunes et l'édition 2020 a été fortement perturbée par la crise sanitaire.

<sup>29</sup> Cf : MENJ (2022) [Le service national universel \(SNU\) : Jeunesse engagée](#)

**et des prescriptions de produits de santé constitue un outil d'amélioration du système de santé et un levier de maîtrise des dépenses.** Le développement de la pertinence (bonnes pratiques en matière de prescriptions médicamenteuses, utilisation des génériques par exemple) et l'adaptation des modes de tarification de certains soins dans une logique de parcours ou de pathologie permettent de réduire les actes et les soins redondants ou inadéquats.

**L'attractivité des métiers de la santé et du social sera renforcée en leur permettant de passer plus de temps auprès des patients, en allégeant leur charge administrative et en renforçant la coopération entre professionnels de santé.** Par exemple, le développement de modes d'exercices pluri-professionnels offre de nombreux avantages aux professionnels de santé (mise en commun de moyens, rentabilisation d'équipements coûteux, souplesse en matière de disponibilités), et facilite également la coordination des parcours de soins des patients. L'adhésion de médecins généralistes à une maison de santé pluri-professionnelle (MSP) est actuellement soutenue par l'augmentation de la taille de leur patientèle, et des rémunérations forfaitaires associées. L'Etat lancera également des concertations pour lutter contre les déserts médicaux par une meilleure coordination des acteurs de la ville et de l'hôpital.

**Enfin, et pour répondre à la crise des urgences, le Gouvernement a mis en œuvre l'ensemble des recommandations de la mission flash sur les urgences et soins non programmés,** qui ont permis de diminuer la fréquentation des services d'urgence en réorientant les patients qui ne relèvent pas d'un plateau technique d'urgence vers d'autres acteurs de santé, et de compenser la pénurie de soignants en renforçant la collaboration entre tous les professionnels de santé. Ces mesures seront évaluées pour déterminer celles qui devront être pérennisées.

**Dans le cadre de son action en faveur du Bien vieillir, le Gouvernement souhaite poursuivre le maintien à domicile des personnes âgées** en améliorant la qualité des services à domicile et en renforçant les liens entre établissements et domicile : alors que la très grande majorité des Fran-

çais souhaitent vieillir chez eux, le nombre de personnes âgées de 85 ans et plus, potentiellement concernées par une perte d'autonomie, pourrait être multiplié par quatre entre 2000 et 2050.

**Le renforcement de l'attractivité des métiers du grand âge est clé pour tenir le défi du recrutement de 50 000 infirmiers et aides-soignants d'ici 2027.** Plusieurs mesures ont déjà été prises pour réformer la politique publique de l'autonomie : le financement des services d'aide à domicile a été réformé en 2022, avec la création d'un tarif plancher national à 22 € par heure de prestations d'accompagnement et une modulation des tarifs selon la perte d'autonomie pour les soins infirmiers. En outre, une revalorisation socle de 183 € nets par mois pour les soignants des EHPAD a été actée par le Ségur, suivie par une augmentation salariale de 13 % à 15 % pour les personnels de l'aide à domicile.

**La prévention de la perte d'autonomie sera également améliorée afin d'accompagner la transition démographique,** de nombreuses pathologies pouvant être réduites par des mesures de prévention : les chutes chez les personnes âgées par exemple, qui entraînent des coûts élevés en matière de chirurgie et matériel prothétique. Un maintien de l'activité physique, des consultations régulières chez l'ophtalmologue pour s'assurer d'une bonne correction de la vision ou encore des aménagements simples de l'habitat sont autant de solutions qui seront mobilisées, notamment à travers le dispositif MaPrimeAdapt' qui vise à accélérer le virage domiciliaire en simplifiant les aides à l'adaptation des logements au vieillissement.

**Le Gouvernement souhaite par ailleurs renforcer son action pour l'autonomie et l'insertion des personnes en situation de handicap.** Une conférence nationale du handicap se tiendra au premier trimestre 2023, afin d'agir en faveur de l'accessibilité universelle, de l'autonomie – notamment financière – des personnes en situation de handicap, de l'école inclusive, de la transformation des structures médico-sociales, d'une meilleure reconnaissance des personnels de l'accompagnement et de l'amélioration de l'inclusion par le travail des personnes en situation de handicap en milieu ordinaire.

**Enfin, la déconjugualisation de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) souhaitée par le Gouvernement sera effective à compter d'octobre 2023.** La fin de la prise en compte des revenus des conjoints<sup>30</sup> vise à limiter les situations de dépendance financière des personnes en situation de handicap. Ainsi, cette déconjugualisation augmenterait le montant d'AAH versé aux foyers où le bénéficiaire de l'AAH n'a pas ou peu de revenus quand son conjoint a des revenus tels que l'AAH n'est plus versée.

**Le Gouvernement engagera par ailleurs la réforme de la « solidarité à la source » pour diminuer le non-recours involontaire aux prestations sociales et la fraude aux allocations sociales en simplifiant et fiabilisant l'accès notamment grâce à des échanges de données.**

Si notre système social est efficace pour protéger les populations les plus fragiles, on compte encore chaque trimestre en moyenne, 34 % des foyers éligibles qui ne recourent pas au revenu de solidarité active (RSA)<sup>31</sup>. Une telle réforme viendra directement contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités.

c) **Elargir l'accès au logement, notamment au bénéfice des populations les plus précaires**

**Les dépenses de logement représentent le premier poste de dépenses des ménages modestes**, tandis qu'il n'est que le 4<sup>ème</sup> pour les plus aisés<sup>32</sup>. Même si les disparités de structure de consommation selon le niveau de vie s'atténuent au fil des ans, le logement reste un élément fortement différenciant entre ménages (devant l'alimentation, le transport, le loisir et la culture, et la restauration et les hôtels) auquel le Gouvernement souhaite apporter des réponses dans la durée. Le renforcement de l'offre de logement, en particulier dans les zones en tension, viendra également accroître la mobilité géographique des travailleurs et ainsi favoriser l'adéquation entre offre et besoin de main d'œuvre au niveau des bassins d'emploi.

<sup>30</sup> Jusqu'à présent les revenus de l'ensemble du foyer étaient pris en compte dans le calcul de l'allocation, avec un abattement de 5 000 € sur les revenus annuels du conjoint.

<sup>31</sup> Mesurer régulièrement le non-recours au RSA et à la prime d'activité : méthode et résultats, Drees (2022).

**Dans un premier temps, le Gouvernement souhaite poursuivre son action en faveur de l'accès à la location en ouvrant la garantie publique des loyers aux classes moyennes.** La garantie publique des loyers Visale (Visa pour le Logement et l'Emploi) est une caution locative accordée par Action Logement qui garantit le paiement du loyer et des charges locatives au propriétaire en cas de défaillance de paiement. Gratuite, elle vise à faciliter la recherche de logement des locataires confrontés à des difficultés pour accéder à un logement. En juin 2021, la garantie a été élargie afin d'inclure les salariés de plus de 30 ans aux revenus modestes. Son déploiement, aux côtés de garanties privées, doit se poursuivre afin de faciliter l'accès au logement des classes moyennes.

**En parallèle, et afin d'assurer une offre plus large et abordable de logements, le Gouvernement s'attachera à soutenir la construction de logements dans les zones en tension.** Afin de répondre à la demande dans ces zones tendues, tout en limitant l'artificialisation des sols, le secteur de la construction devra prioriser les opérations de logements collectifs en zones tendues. Crées en 2021, les contrats de relance du logement entre l'Etat et des collectivités en zones tendues permettent le financement des maires bâtisseurs en fonction d'un objectif de production de logements. Cette contractualisation contribue à dynamiser la construction de logements dans les zones où la demande est la plus forte. L'accélération de la construction de logements sociaux, notamment ceux destinés aux ménages les plus précaires et financés par le Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) sera également encouragée en zones tendues.

**La mise à disposition de logements abordables passera également par l'implication de l'ensemble des parties prenantes, tant du côté des bailleurs sociaux que du côté des collectivités.** Les bailleurs sociaux disposent d'une bonne santé financière et doivent donc continuer

<sup>32</sup> E. Demoly, C. Schweitzer, Les ménages les plus modestes dépensent davantage pour leur logement et les plus aisés pour les transports, Insee Focus n°203, Sept. 2020

activement à la réalisation des objectifs de la politique du logement. Dans ces conditions, trois priorités devront guider la conclusion d'un pacte de confiance entre les acteurs du logement social et l'Etat : (i) la production de logements et l'accélération des rénovations énergétiques, (ii) les gains d'efficience à tirer des regroupements des bailleurs sociaux, et (iii) le renforcement de la rotation des locataires au sein du parc social. De même, l'Etat proposera aux collectivités un nouvel acte de décentralisation pour permettre aux projets de sortir de terre là où le besoin s'en fait sentir.

**d) Renforcer la cohésion territoriale de la métropole à l'Outre-mer**

**Enfin, le Gouvernement a engagé une réforme de l'organisation territoriale de l'État et de l'administration pour rationaliser l'action publique et la rapprocher des citoyens**, notamment avec la mise en œuvre de la loi organique relative à la simplification des expérimentations et la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3DS. Il s'agit de réarmer les territoires en mettant fin à la réduction des effectifs sur le périmètre de l'administration territorialisée de l'Etat, et en concentrant la mise à disposition de moyens et de leviers supplémentaires au profit des administrations déconcentrées de l'Etat. Dans le même temps, les services publics continuent de se réorganiser pour s'adapter en fonction des spécificités de chaque territoire et garantir un service de proximité aux Français ainsi qu'une meilleure efficience du service public.

**Le Gouvernement entend désormais poursuivre le mouvement de décentralisation et de différenciation après des concertations approfondies en 2023**, afin de donner plus de poids aux élus locaux et d'améliorer la lisibilité et la cohérence de leur action, par exemple au travers de la création d'un conseiller territorial qui renforcerait la cohérence et l'articulation des actions des départements et des régions. De nouveaux contrats de ville en concertation avec les habitants, les associations et les élus locaux seront définis pour répondre aux urgences de nos quartiers, et mener des opérations de renouvellement urbain, tandis que l'Etat mettra en œuvre un nouvel agenda rural, notamment à travers le déploiement de France Services afin d'assurer un accès à des services publics de proximité et de qualité à tous les citoyens sur tout le territoire.

**Par ailleurs, les territoires d'Outre-mer ne seront pas oubliés et le Gouvernement soutiendra et financera leur développement économique.** En effet, certains de ces territoires restent en effet confrontés à des enjeux majeurs de convergence économique avec la métropole. La lutte contre le chômage (selon l'IEDOM en 2021 de 30 % à Mayotte, 18 % à La Réunion, 17,2 % en Guadeloupe, 14,5 % en Guyane, 13,3 % en Nouvelle-Calédonie, 12,9 % en Martinique) et contre la vie chère sont au cœur de la stratégie de l'Etat. Le gouvernement est également aux côtés des territoires ultramarins afin de garantir la continuité et la qualité des services publics, notamment s'agissant de l'accès et de la distribution d'eau potable, de l'assainissement, du traitement des déchets et de la préservation de la biodiversité. Le développement des capacités d'investissement et de création de valeur du secteur privé reste un levier d'action important pour le développement économique des Outre-mer.

## Perspectives économiques

**La croissance française serait de +2,7 % en 2022, puis de +1,0 % en 2023 ; l'activité dépasserait ainsi de 2 points son niveau d'avant crise en 2023.**

Le rebond de l'activité en 2021 (+6,8 %) a été particulièrement marqué en France. Le niveau d'activité d'avant crise a été dépassé dès l'été 2021, avant les autres grandes économies européennes, montrant la résilience de l'économie française et l'efficacité des mesures d'urgence et de relance prises par le Gouvernement.

**La croissance serait robuste en 2022 à +2,7 % ; l'inflation s'établirait à +5,3 %.**

L'invasion russe en Ukraine et ses conséquences ont assombri les perspectives économiques, en entraînant une forte hausse des prix des matières premières, un rebond des tensions d'approvisionnement et une augmentation de l'incertitude. Face à ces chocs, l'économie française a montré sa capacité de résilience : après un recul au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (-0,2 %), en lien avec une nouvelle vague épidémique, l'activité a fortement progressé au 2<sup>e</sup> trimestre (+0,5 %) selon les résultats des comptes nationaux publiés par l'Insee le 31 août 2022, portant l'acquis pour 2022 à +2,5 %. La croissance a été soutenue par le retour des touristes internationaux, le rebond de la consommation et un investissement des entreprises toujours dynamique. Le marché du travail continue d'être très porteur : près de 200 000 emplois salariés ont été créés au 1<sup>er</sup> semestre 2022 et le taux de chômage s'établit à 7,4 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2022, -0,8 pt sous son niveau de fin 2019.

Pris globalement, les derniers indicateurs conjoncturels indiquent une activité toujours bien orientée à court terme : en septembre le climat des affaires de l'Insee est à un niveau supérieur à la normale, suggérant une croissance dynamique au 3<sup>e</sup> trimestre. Sur la base de ses enquêtes d'août, la Banque de France prévoit ainsi une croissance de 0,3 % au 3<sup>e</sup> trimestre. L'activité devrait être davantage freinée dans certains secteurs au 4<sup>e</sup> trimestre, du fait des tensions sur l'approvisionnement en gaz. Les mesures de soutien au pouvoir d'achat adoptées à l'été permettraient de soutenir la consommation des ménages au 2<sup>e</sup> semestre ; en moyenne annuelle, le pouvoir d'achat serait ainsi préservé malgré la hausse de l'inflation, ce qui reflète en particulier l'impact positif de plus d'un point (+1,2 pt), cf. encadré 2, des mesures en

faveur du pouvoir d'achat sur le revenu disponible des ménages.

Le scénario économique fait l'hypothèse que des coupures d'électricité et de gaz pourront être évitées à l'hiver, même en cas d'arrêt total des livraisons de gaz, en cohérence avec le scénario central présenté le 14 septembre par RTE et GRT gaz. Cette hypothèse est justifiée par le niveau élevé des stocks de gaz (remplis au-delà des objectifs européens, à 92 % au 1<sup>er</sup> septembre, ce qui correspond à la consommation de deux mois d'hiver), la baisse de la demande permise par les mesures de sobriété et le niveau relativement limité des importations de gaz russe (le gaz russe ne représente que 20 % des imports français de gaz, contre 40 % pour la moyenne européenne).

L'emploi salarié marchand non agricole serait très dynamique en moyenne annuelle (+2,9 %), soutenu par les fortes créations d'emploi à la fin de l'année 2021 et au 1<sup>er</sup> semestre 2022. Les salaires accéléreraient (+3,6 %).

L'inflation (au sens de l'IPC) s'établirait en 2022 à +5,3 % en moyenne annuelle (après +1,6 % en 2021). Elle resterait élevée, proche des 6 % en glissement annuel, jusqu'à la fin de l'année 2022 mais resterait inférieure aux niveaux atteints chez nos principaux partenaires : en août, l'inflation en France est ainsi la plus basse des pays de l'Union européenne : elle s'établit, au sens de l'IPCH, à +6,6 % contre +10,1 % en moyenne dans l'Union Européenne, gage de l'efficacité du bouclier tarifaire. Sur la fin de l'année, les prix de l'énergie ralentiraient, ce qui reflèterait le reflux des cours du pétrole et la protection apportée par le bouclier tarifaire. Cet effet baissier serait compensé par une hausse de l'inflation sous-jacente liée à la diffusion des hausses de prix passées des matières premières aux prix à la consommation des produits alimentaires et manufacturés, ainsi qu'à l'effet des hausses de salaires sur les prix des services. Sur l'ensemble de l'année, le bouclier tarifaire gaz et électricité, ainsi que la remise carburant permettraient de diminuer directement l'inflation d'un peu plus de 2 points en moyenne annuelle.

Le scénario s'appuie sur une hypothèse de prix du pétrole cohérente avec les contrats à terme (*future*) observés à l'été (103 \$ en moyenne en 2022 et 90 \$ en 2023), un gel des taux de change à la même période (avec 1 € = 1,02 \$) et des hypothèses *ad hoc* pour le gaz (cf. encadré 1).

**La croissance resterait positive à +1,0 % en 2023 ; l'inflation diminuerait pour s'établir à +4,2 %.**

L'environnement international serait moins porteur en 2023. L'activité ralentirait dans les économies avancées, sous l'effet de la normalisation de la politique monétaire et du niveau élevé des prix énergétiques, notamment du gaz.

La plupart des économies avancées parviendrait à maintenir une croissance modeste, notamment grâce aux soutiens budgétaires, en particulier le plan de relance européen, au reflux déjà entamé des contraintes d'approvisionnement et aux capacités de rattrapage dans certains pays. Au sein des pays émergents, l'activité accélérerait en Chine en 2023 après avoir été freinée en 2022 par la politique « zéro Covid » et la crise du secteur immobilier. La Russie connaît deux années de récession sévère, matérialisant l'impact des sanctions que les contrôles de capitaux et les soutiens budgétaires ne parviendraient pas à empêcher ; le découplage grandissant de l'économie russe avec les économies européennes limiterait l'impact de cette récession sur la zone euro et la France.

L'activité en France serait freinée par la hausse des taux d'intérêt et les prix de l'énergie. L'activité serait principalement soutenue par la consommation des ménages, liée à la nette progression du pouvoir d'achat (attendue à +0,9 %) et une légère baisse du taux d'épargne, qui resterait néanmoins encore nettement au-dessus du niveau d'avant crise. L'investissement des entreprises serait légèrement moins allant que l'activité en raison de l'incertitude économique et de conditions de financement moins favorables. L'investissement des ménages reculerait, affecté lui aussi par la hausse des taux et par la poursuite du retour à la normale des transactions immobilières après le niveau exceptionnellement élevé de 2021. Les échanges commerciaux décélèreraient avec le ralentissement de l'économie mondiale : la contribution du

commerce extérieur à la croissance serait nulle.

L'emploi salarié marchand non agricole ralentirait avec la décélération de l'activité ; il augmenterait de 0,7 % en moyenne annuelle. Les salaires accéléreraient à un niveau comparable à l'inflation, à +4,1 % une fois retraités de l'activité partielle, en lien avec la hausse de l'inflation en 2022, qui continuerait d'alimenter les négociations salariales et la dynamique des prix en 2023.

L'inflation diminuerait en moyenne annuelle, à +4,2 %. Elle serait encore élevée en glissement annuel au début 2023 et refluerait ensuite progressivement, pour atteindre un niveau proche de +3 % à la fin 2023. Les prix de l'énergie ralentiraient après la forte hausse observée en 2022, ce qui reflèterait la prolongation du bouclier tarifaire sur les prix du gaz et de l'électricité et le reflux du cours du pétrole en 2023. L'inflation sous-jacente serait au même niveau en moyenne annuelle qu'en 2022, à +4,1 % : la hausse passée des prix des matières premières soutiendrait toujours l'inflation des produits alimentaires et manufacturés, avec un pic prévu au début 2023, alors que les prix des services resteraient dynamiques, dans le sillage de l'accélération des salaires.

**Ces prévisions de croissance sont proches de celles des principales organisations internationales et des économistes de marché.**

Pour 2022, les prévisions récentes qui intègrent les derniers chiffres de croissance sont de 2,6 % (Insee et Banque de France). Pour 2023, les écarts de prévisions restent limités au regard de la très forte incertitude sur l'évolution du contexte international. Le niveau du PIB en 2023 par rapport à 2019, qui est de +2,0 pts dans la prévision sous-jacente au PLF 2023, se situe entre +1,4 pt (Consensus Forecasts et Banque de France) et +2,1 pts (Commission Européenne) dans les prévisions les plus récentes.

### Encadré 1 : Prise en compte du gaz dans le scénario macroéconomique du PLF 2023

Le modèle de prévision Opale<sup>33</sup> intègre explicitement un niveau de prix du pétrole (pour le PLF 2023, le prix du baril de Brent retenu est de 103 \$ en 2022 et 90 \$ en 2023, sur la base des contrats à terme à l'été 2022), du fait de son importance traditionnelle dans les modèles macroéconomiques et de l'impact économique des chocs pétroliers passés. Il n'intègre en revanche pas explicitement le prix du gaz, mais un prix des imports énergétiques agrégé.

Par ailleurs, la prévision d'inflation est réalisée de manière ascendante en prévoyant l'évolution des sous-composantes de l'indice des prix à la consommation, qui sont ensuite réagréées.

Dans la prévision, les niveaux élevés du prix du gaz sont pris en compte par trois canaux :

1. La hausse limitée des TRV gaz et électricité au début 2023 a un impact direct sur les prix à la consommation et sur la prévision d'inflation 2023 ;
2. Il est fait l'hypothèse d'un doublement en 2022 du prix des imports d'énergie (qui comprennent notamment le pétrole, le gaz et l'électricité) et d'une stabilisation à ce niveau très élevé en 2023. Ce choc affecte l'activité économique, en particulier via le renchérissement du coût des consommations intermédiaires des entreprises ;
3. La hausse des prix du gaz observée sur les marchés de gros à l'été 2022 a également un effet indirect sur l'inflation via la diffusion aux autres prix à la consommation, notamment les produits alimentaires et manufacturés.

**Tableau 1 : Prévisions économiques 2022-2023**  
(Variations annuelles en volume et en %, sauf indication contraire)

	2021	2022	2023	Cumul 2019/2023
PIB France*	6,8	2,7	1,0	2,0
Demande mondiale en biens adressée à la France	11,5	5,5	1,6	12,5
Indice des prix à la consommation en France	1,6	5,3	4,2	//
PIB monde*	6,1	3,3	3,1	9,5
PIB États-Unis*	5,7	1,6	1,2	5,0
PIB zone euro*	5,2	3,1	1,5	3,4
Taux de change USD/EUR (niveau)**	1,18	1,06	1,02	//
Prix du Brent en USD (niveau)	71	103	90	//

\* Données corrigées des jours ouvrables.

\*\* Taux de change de l'euro exprimé en dollar : 1 € = X \$.

<sup>33</sup> [Document de travail n° 2017/06 - "La maquette de prévision Opale 2017"](#)

**Encadré 2 Un pouvoir d'achat préservé grâce aux mesures du Gouvernement**

Face aux fortes pressions inflationnistes, le Gouvernement a mis en œuvre des mesures pour limiter la hausse des prix de l'énergie et pour soutenir le revenu des ménages.

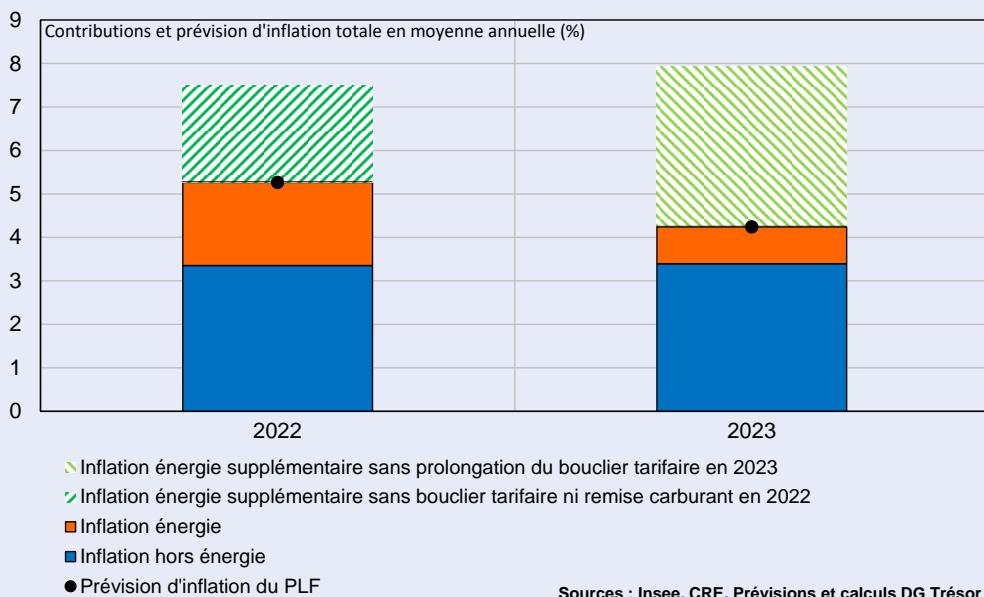
**Le bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité et la remise carburant ont permis de limiter l'inflation**

Dans le cadre du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité, les tarifs réglementés de vente (TRV) du gaz sont gelés depuis octobre 2021 et la hausse des TRV TTC de l'électricité a été limitée à 4 % en février 2022. Sans ces mesures, les tarifs réglementés de vente du gaz auraient été supérieurs de 105 % et ceux de l'électricité de 38 % en septembre 2022 selon la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Selon les estimations de la DG Trésor, le bouclier tarifaire et la remise carburant permettraient ainsi de limiter l'inflation (au sens de l'indice des prix à la consommation – IPC) de plus de 2 points en moyenne annuelle en 2022. L'effet serait encore supérieur en ajoutant l'effet indirect de la limitation de l'inflation énergétique sur le prix des autres produits : l'Insee trouve ainsi un effet total de plus de 3 points sur le glissement annuel de l'IPC au 2<sup>e</sup> trimestre 2022.

La prolongation du bouclier tarifaire en 2023<sup>34</sup>, telle que prévue dans le PLF, permettrait de diminuer l'inflation de plus de 3 ½ pts en moyenne annuelle par rapport à un arrêt total du bouclier au 31 décembre 2022. L'impact serait également plus important en ajoutant l'effet indirect des mesures limitant les prix de l'énergie sur les prix des autres biens et services.

**Inflation prévue pour 2022 et 2023 avec effet du bouclier**



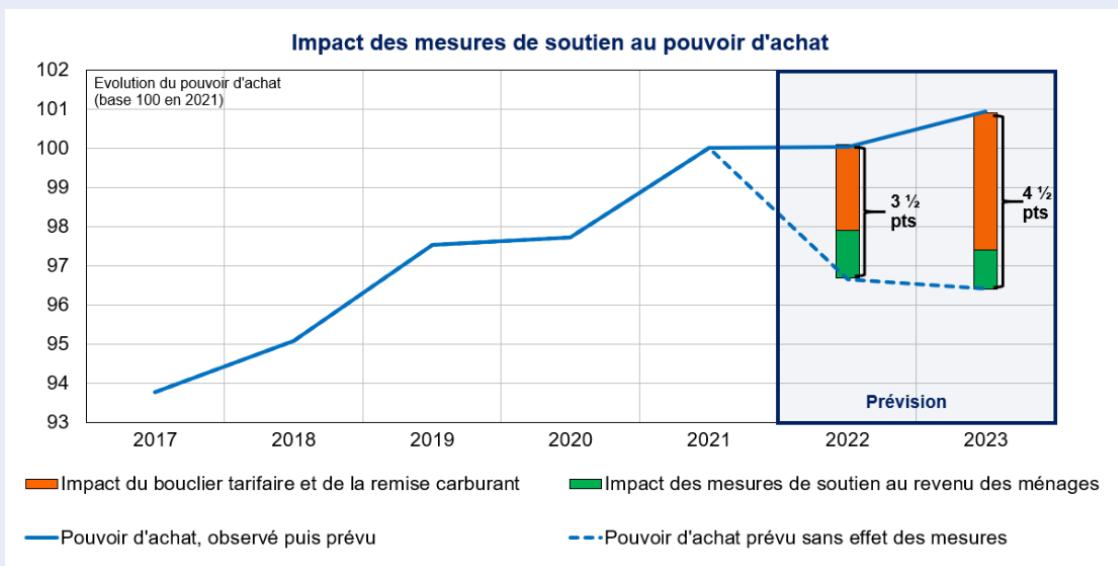
<sup>34</sup> La hausse des tarifs réglementés de vente du gaz et de l'électricité sera de 15 % début 2023.

### Soutien au revenu des ménages

Les mesures de la loi pouvoir d'achat, de la loi de finances rectificative et du PLF 2023 soutiendraient le revenu disponible des ménages à hauteur de 18,3 Md€ en 2022 et 15,1 Md€ en 2023 (cf. tableau ci-après).

Mesures de soutien au revenu des ménages	Montants en Md€	
	2022 / 2021	2023 / 2021
<b>Sur les salaires</b>		
Augmentation du point d'indice de la fonction publique	3,7	7,4
Triplement de la prime de partage de la valeur (ex-PEPA)	1,2	2,5
<b>Sur les prestations sociales</b>		
Revalorisation anticipée des retraites et des prestations	6,7	1,6
Chèque énergie exceptionnel	1,8	
Aide exceptionnelle de rentrée	1,1	
Soutien aux ménages modestes chauffés au fioul	0,2	
<b>Sur les prélèvements obligatoires</b>		
Suppression de la redevance audiovisuelle	3,2	3,2
Revalorisation du barème kilométrique	0,36	0,4
<b>Total en Md €</b>	<b>18,3</b>	<b>15,1</b>
<b>Total en points de pouvoir d'achat</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>

Les mesures soutiennent à la fois les salaires, les prestations tout en allégeant le montant des prélèvements obligatoires. Combinées au bouclier tarifaire et à la remise carburant, ces mesures permettront une préservation du pouvoir d'achat en 2022 et une hausse en 2023. Sans ces mesures, le pouvoir d'achat aurait reculé les deux années (cf. graphique ci-après).



En plus des mesures décidées en 2021 et 2022, le pouvoir d'achat des ménages sera aussi soutenu par la poursuite de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, qui diminuera le montant des prélèvements obligatoires de près de 3 Md€ en 2022 comme en 2023.

### Encadré 3 : Retour sur les prévisions pour 2022 et 2023

Par rapport au scénario économique du programme de stabilité (PStab), publié le 29 juillet 2022, la prévision d'activité pour 2022 est révisée légèrement à la hausse de +0,2 pt (à +2,7 % contre +2,5 % pour le PStab), et un peu plus fortement à la baisse en 2023, de -0,4 pt (à +1,0 % contre +1,4 %).

La révision pour l'année 2022 (+0,2 pt) traduit la bonne résilience de l'économie française matérialisée par un acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre de 2,5 %, selon les comptes trimestriels publiés par l'Insee le 31 août 2022, soit un niveau identique à la prévision du PStab. L'activité est attendue en progression quoiqu'en ralentissement sur la fin de l'année : les mesures en faveur du pouvoir d'achat adoptées à l'été soutiendraient en particulier la consommation des ménages sur l'ensemble du second semestre. Le bon niveau global des climats des affaires en août conforte cette prévision.

La révision pour l'année 2023 (-0,4 pt) résulte d'une inflation plus élevée, notamment du fait de l'impact des prix élevés du gaz, d'un resserrement monétaire plus rapide qu'anticipé et de façon générale, un environnement international moins porteur. Ces différents facteurs affectent la totalité des postes de la demande et entraînent une révision générale à la baisse de l'ensemble des composantes privées du PIB.

La prévision d'inflation est révisée en hausse de +0,3 pt pour 2022 par rapport à la prévision du PStab (+5,3 % contre +5,0 %) ; celle d'inflation sous-jacente de +0,2 pt (+4,1 % contre +3,9 %). La révision est plus marquée en 2023 pour l'inflation, de +1,0 pt (+4,2 % contre +3,2 %), tandis que l'inflation sous-jacente est révisée de +0,2 pt en 2023 également (+4,1 % contre +3,9 %). La révision à la hausse de l'inflation énergétique en 2023 reflète l'actualisation des hypothèses de marges sur les produits pétroliers et d'évolution des tarifs réglementés de vente du gaz et de l'électricité\*. Les révisions de l'inflation sous-jacente reflètent la prise en compte des derniers chiffres de prix de production et la hausse récente des cours du gaz, qui se transmettraient aux prix des produits alimentaires et manufacturés.

\* Le scénario du PLF 2023 intègre une hausse des TRV de 15 % en début d'année 2023 pour le gaz et l'électricité, comme annoncé par la Première ministre le 14 septembre 2022.

**Tableau 2 : Comparaison des prévisions du PLF 2023 et de celles du programme de stabilité de juillet 2022**

Taux de croissance annuel, en %	Programme de stabilité 2022-2027			Projet de loi de finances 2023		
	2022	2023	Cumul 2019/2023	2022	2023	Cumul 2019/2023
<b>Environnement international</b>						
Demande mondiale de biens adressée à la France	5,2	3,1	13,8	5,5	1,6	12,5
Taux de change USD/EUR (niveau)	1,08	1,06	//	1,06	1,02	//
Prix du Brent en USD (niveau)	110	98	//	103	90	//
<b>France</b>						
PIB	2,5	1,4	2,2	2,7	1,0	2,0
Dépense de consommation des ménages	2,8	1,9	2,7	2,5	1,4	1,9
FBCF totale	2,9	0,8	5,7	2,3	0,1	4,5
<i>dont entreprises non financières</i>	2,0	2,0	7,9	1,4	0,9	6,1
<i>dont administrations publiques</i>	7,8	-2,8	1,8	6,7	-1,6	2,0
Importations	6,5	3,0	2,8	6,6	2,5	2,4
Exportations	7,1	3,5	-0,1	6,8	2,7	-1,1
Contribution du commerce extérieur à la croissance (en pts de PIB)	0,0	0,1	//	0,0	0,0	//
Contribution des stocks à la croissance (en pts de PIB)	0,0	0,0	//	0,3	0,0	//
Contribution de la demande intérieure hors stocks (en pts de PIB)	2,5	1,3	//	2,5	1,0	//
Indice des prix à la conso. total	5,0	3,2	//	5,3	4,2	//

Sources : Programme de stabilité 2022-2027 ; prévisions PLF 2023

**Encadré 4 : Autorité en charge de la production et mention du caractère indépendant des prévisions**

*La direction générale du Trésor élabore les prévisions macroéconomiques et assure la synthèse des prévisions de finances publiques. Elle travaille notamment avec la direction du budget, responsable de la politique budgétaire de l'État et de l'élaboration des lois de finances, et avec la direction de la sécurité sociale, qui assure le pilotage financier des organismes de sécurité sociale et prépare le projet de loi de financement de la sécurité sociale. Elle s'appuie sur les informations produites par d'autres administrations, en particulier par la direction générale des finances publiques et la direction générale des douanes et droits indirects pour les remontées comptables infra-annuelles.*

*Ces prévisions ont été soumises à l'avis du Haut Conseil des finances publiques (HCFP). Organisme indépendant créé par la loi organique n° 2012-1403 du 17 décembre 2012 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques, le HCFP est notamment chargé d'apprécier le réalisme des prévisions macroéconomiques et de finances publiques du Gouvernement sur lesquelles repose le projet de loi de finances. Il se prononce également sur la cohérence des objectifs annuels présentés dans les textes financiers avec les orientations pluriannuelles de finances publiques définies dans la loi de programmation des finances publiques.*

*Le HCFP rend un avis sur l'ensemble de ces éléments, qui est joint au projet de loi de finances déposé à l'Assemblée nationale. Le Conseil constitutionnel a indiqué que les avis rendus par le HCFP font partie des éléments pris en compte pour apprécier la sincérité des textes sur lesquels il se prononce.*

*Dans son avis relatif aux projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2023, publié le 26 septembre 2022, le HCFP a jugé « crédible » la prévision de croissance pour 2022 et « un peu élevée » celle pour 2023. Il a également jugé « crédible » la prévision d'inflation pour 2022 et « plausible » celle pour 2023.*

**Encadré 5: Comparaison avec les prévisions de la Commission européenne, des organisations internationales et du Consensus des économistes**

*La croissance prévue par le Gouvernement pour 2022 est proche de celle publiée par la Banque de France dans ses projections macroéconomiques de septembre, de celle de l'Insee dans son point de conjoncture du 7 septembre ainsi que de celle de l'OCDE dans ses perspectives économiques intermédiaires du 26 septembre (+2,6 % dans les trois cas). Elle est également proche de la moyenne des prévisions des économistes interrogés par le Consensus Forecasts en septembre (+2,5 %). Les dernières prévisions du FMI et de la Commission européenne sont plus anciennes et n'intègrent pas de ce fait le bon chiffre de croissance du 2<sup>e</sup> trimestre.*

*Pour 2023, la prévision de croissance se situe dans la fourchette haute des prévisions publiées récemment. Elle est un peu supérieure au Consensus Forecasts de septembre, à la prévision de l'OCDE (0,6 % dans les deux cas) ainsi qu'au scénario « de référence » de la Banque de France (0,5 %) mais proche du scénario de la Banque de France se rapprochant le plus des hypothèses retenues pour le PLF (scénario de hausse limitée des TRV en 2023, qui correspond à une croissance de +0,8 %). Elle est au niveau de la prévision du FMI de juillet (+1,0 %). Ces prévisions sont très dépendantes des hypothèses faites sur l'évolution de la situation géopolitique, sur les prix et l'approvisionnement en énergie, ainsi sur les mesures de politiques publiques retenues pour la France et ses grands partenaires, qui ne sont pas systématiquement explicitées. En particulier, une partie de l'écart avec les autres prévisionnistes peut s'expliquer par la prise en compte incomplète des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises qui sont intégrées dans le PLF.*

*La prévision d'inflation pour 2022 est dans la fourchette de celles des autres prévisionnistes : au sens de l'IPC, l'Insee (septembre) prévoit également une inflation en moyenne annuelle de +5,3 %, tout comme l'OFCE (juillet), tandis que la prévision du Consensus Forecasts de septembre est légèrement supérieure, à +5,5 %. Au sens de l'IPCH<sup>35</sup>, la Banque de France (septembre) prévoit une inflation à +5,8 %, la Commission européenne (juillet) et l'OCDE (septembre) à +5,9 % – des chiffres qui seraient à concept comparable similaires à la prévision du Gouvernement.*

*La prévision d'inflation pour 2023 est dans la fourchette haute de celles des autres prévisionnistes, ce qui peut refléter la prise en compte dans le scénario du PLF des hausses des prix de gros du gaz et des prix à la production constatées à l'été : au sens de l'IPC, le Consensus Forecasts de septembre prévoit une inflation en moyenne annuelle de +3,6 % et l'OFCE (juillet) de +4,1 %. Au sens de l'IPCH, la Banque de France (septembre) prévoit une inflation à +4,7 % dans son scénario central – un chiffre qui serait à concept comparable très proche à la prévision du Gouvernement –, la Commission européenne (juillet) à +4,1 %. L'OCDE (septembre) affiche une projection largement supérieure à celle des autres prévisionnistes à +5,8 %.*

<sup>35</sup> L'inflation telle que mesurée par l'IPCH est supérieure de 0,16 pt à celle mesurée par l'IPC sur la période 2010-2019. Cet écart s'accroît lorsque les prix de l'énergie augmentent fortement, comme c'est le cas en 2021-2022, du fait d'une pondération plus importante dans l'IPCH.

**Tableau 3 : Prévisions pour la France  
projet de loi de finances, OCDE, Commission européenne et FMI**

	PLF pour 2023			OCDE**** - sept. 2022 -			Commission Euro- péenne			FMI **** - juillet 2022 -		
	2022	2023	2023/ 2019 ***	2022	2023	2023/ 2019 ***	2022	2023	2023/ 2019 ***	2022	2023	2023/ 2019 ***
Taux de croissance annuel (en %)												
PIB	2,7	1,0	2,0	2,6	0,6	1,5	2,4	1,4	2,1	2,3	1,0	1,6
Indice des prix à la consommation harmonisé	5,9*	4,7*	/	5,9	5,8	/	5,9	4,1	/	n.d.	n.d.	/
Solde public (en points de PIB) **	-5,0	-5,0	/	n.d.	n.d.	/	n.d.	n.d.	/	n.d.	n.d.	/

\* Cette prévision correspond à une progression de l'IPC de +5,3 % en 2022 et +4,2 % en 2023.

\*\* Au sens de Maastricht.

\*\*\* Calculs DG Trésor.

\*\*\*\* OCDE : Perspectives économiques intermédiaires, 26 septembre 2022 ; FMI : Perspectives économiques mondiales mises à jour ; Commission européenne : Prévisions intérimaires d'été, 14 juillet 2022.

**Tableau 4 : Comparaison des prévisions  
du projet de loi de finances et du Consensus Forecasts**

	Scénario économique sous-jacent au PLF 2023			Prévision du Consensus Forecasts – septembre 2022 –		
	2022	2023	2023/ 2019	2022	2023	2023/ 2019
Taux de croissance annuel (en %)						
<b>International - Croissance du PIB</b>						
États-Unis	1,6	1,2	5,0	1,7	0,5	4,4
Japon	1,3	1,8	0,1	1,5	1,5	0,1
Royaume-Uni	3,2	-0,8	-0,2	3,4	-0,3	0,5
Zone euro	3,1	1,5	3,4	2,9	0,2	1,6
<b>France</b>						
PIB	2,7	1,0	2,0	2,5	0,6	1,4
Consommation des ménages	2,5	1,4	1,9	2,3	0,3	0,6
Investissement des entreprises	1,4	0,9	6,1	1,3	0,3	5,4
Prix à la consommation	5,3	4,2	/	5,5	3,6	/

**Perspectives  
des finances publiques**

## Vue d'ensemble

**Le soutien budgétaire massif en 2021 face à la crise sanitaire persistante et le déploiement rapide du plan France Relance ont permis à la France d'atteindre l'une des croissances les plus élevées de la zone euro et d'entamer le redressement des finances publiques en maintenant le potentiel de croissance.**

Après un déficit public de -9,0 % du PIB en 2020 en raison de la crise, le déficit s'est significativement amélioré à -6,5 % du PIB en 2021. Cette amélioration s'explique par le rebond de l'activité économique, permis par les dispositifs de soutien d'urgence et les dépenses de santé exceptionnelles, décidés par le Gouvernement pour protéger les ménages et les entreprises des conséquences de la crise sanitaire, et par le déploiement de France Relance. L'effet cumulé sur le solde public des mesures de soutien d'urgence et de relance est resté proche en 2021 de celui de 2020 : une fois pris en compte le financement européen de la relance, cet effet s'est élevé à -71 Md€<sup>36</sup> après -72 Md€ en 2020 (cf. encadré 1). En outre, les impôts de production ont été réduit de plus de 10 Md€ de façon pérenne. Enfin, s'y sont ajoutées dès la fin de 2021 les mesures pour protéger les Français contre les effets de la hausse des prix, notamment le bouclier tarifaire et l'indemnité inflation de 100 € versée à 38 millions de Français. Ainsi, le déficit est encore creusé en 2021 du fait de l'ampleur de ces différentes mesures prises par le Gouvernement.

**En 2022, le solde public poursuivrait son amélioration, à -5,0 % du PIB, dans un contexte incertain.**

La prévision du déficit pour 2022 est inchangée par rapport aux lois de finances initiale et rectificative : le déficit se réduirait notamment du fait de la poursuite du rebond de l'activité et de l'extinction des mesures de soutien d'urgence sanitaire, exception faite des mesures de santé directement liées à l'épidémie, qui resteraient importantes.

Toutefois, depuis le début de l'année, les tensions inflationnistes et les conséquences de la guerre en Ukraine ont conduit le Gouvernement à amplifier les mesures prises dès l'automne 2021 pour limiter la hausse des prix et soutenir les ménages et les entreprises, notamment à travers la loi en

faveur du pouvoir d'achat et la loi de finances rectificative pour 2022, adoptées par le Parlement en août. Près de 50 Md€ seraient consacrés à ces mesures de soutien, qui recouvrent à la fois le bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité, la réduction du prix du carburant à la pompe, mais aussi la revalorisation anticipée des prestations sociales et d'autres mesures de soutien aux ménages et aux entreprises. Ce coût pour les finances publiques est néanmoins partiellement compensé par les moindres charges sur le service public de l'énergie, en raison des prix de marchés élevés (cf. encadré 2). La charge de la dette a également été révisée en hausse depuis le début de l'année, en raison de l'effet de l'inflation sur les titres indexés et, dans une moindre mesure, de la révision à la hausse des taux. À l'inverse, l'évolution spontanée des prélèvements obligatoires, plus dynamique que le PIB, contribue à réduire le déficit public : cela témoigne de la résilience de l'économie française et de l'efficacité des mesures mises en œuvre par le Gouvernement.

Les dépenses pour construire la France de demain restent très soutenues : les dépenses de France Relance se poursuivent à un rythme proche de celui de 2021 et le plan France 2030 commence sa montée en charge. Le solde structurel s'améliorerait de +0,9 point et s'établirait à -4,2 % après -5,1 % en 2021. En ce qui concerne le ratio de dette, ce dernier serait en baisse, à 111,5 % du PIB, après 112,8 % en 2021, en raison de l'amélioration du solde public et de la vigueur de la croissance nominale.

**En 2023, le solde public resterait stable à -5,0 % du PIB malgré une croissance prévue plus faible que la croissance potentielle.**

L'action du Gouvernement continuera, comme en 2022, de protéger les ménages et les entreprises les plus affectés par la hausse des prix. Le maintien du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité aurait un coût brut de 45 Md€ et un coût net de 16 Md€, ce coût pour les finances publiques étant, comme en 2022, atténué par les moindres charges de service public de l'énergie. Le Gouvernement continuera par ailleurs son action de long terme de renforcement de la compétitivité de nos entreprises : en particulier, la première étape de la

<sup>36</sup> Hors baisse des impôts de production

suppression en deux ans de la CVAE, prolonge la baisse des impôts de production entamée dès 2021. L'année 2023 serait également marquée par une évolution spontanée des prélèvements obligatoires moins allante que l'activité, par symétrie à son fort dynamisme de 2022. En particulier, l'impôt sur les sociétés s'inscrirait en recul et le barème de l'impôt sur le revenu serait complètement indexé sur l'inflation. Enfin, l'année 2023 serait marquée par la quasi-disparition des dépenses de soutien d'urgence, encore élevées en matière de santé en 2022, et par la baisse des dépenses de relance, qui ont désormais dépassé leur pic. Le solde structurel continuerait de s'améliorer, en s'établissant à -4,0 % (+0,2 point par rapport à 2022) et le ratio de dette baisserait légèrement, à 111,2 % du PIB.

**Le taux de prélèvements obligatoires (PO)** s'établirait à 45,2 % du PIB en 2022, après 44,3 % en 2021. Cette forte hausse s'expliquerait principalement par le dynamisme des prélèvements obligatoires, avec une croissance spontanée (+8,2 %) plus élevée que celle du PIB en valeur (+5,6 %), du fait notamment du dynamisme de certaines assiettes macro-économiques (masse salariale, emplois taxables à la TVA, bénéfices des entreprises), pour partie retardées. À l'inverse, les mesures nouvelles contribueraient à diminuer le taux de prélèvements obligatoires (-4,7 Md€) : c'est notamment le cas de la baisse de TICFE mise en œuvre dans le cadre du bouclier tarifaire, de la suppression de la redevance audiovisuelle et des mesures prévues dans le cadre des trajectoires de baisse du taux d'IS et de suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales. L'effet de ces mesures serait compensé par les charges de services public de l'énergie, qui constituerait en 2022 un revenu, compté en prélèvement obligatoire en comptabilité nationale. En 2023, le taux des prélèvements

obligatoires reculerait de -0,5 point et s'établirait à 44,7 % du PIB, du fait d'une croissance spontanée des recettes (+3,0 %) plus faible que celle de l'activité (+4,6 %), en miroir du dynamisme de l'année précédente, les facteurs jouant à la hausse en 2022 s'estompant en partie en 2023. Les mesures nouvelles contribueraient positivement à l'évolution du taux de prélèvements obligatoires (+4,8 Md€) : en effet, les mesures de baisse de la CVAE et de suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales seraient plus que compensées par la nouvelle hausse des recettes tirées des charges de service public de l'énergie et par la fin des consommations de créances de CICE (hausse des prélèvements obligatoires sans effet sur le solde public).

**Le ratio de dépense publique poursuivrait sa baisse**, pour s'établir à 57,6 % du PIB en 2022, hors crédits d'impôts, après 58,4 % en 2021. La dépense publique diminuerait en volume de -1,1 %, après +2,6 % en 2021. Cette baisse résulterait principalement de la quasi-extinction des principaux dispositifs de soutien d'urgence sanitaire, hors dépenses de santé directement liées à l'épidémie. En neutralisant l'effet de la baisse des mesures de soutien d'urgence sanitaire et de relance, le taux de croissance de la dépense publique atteindrait +2,4 % en volume, après +1,9 % en 2021 sur le même champ, du fait notamment des mesures prises par le Gouvernement pour protéger le pouvoir d'achat des ménages et soutenir les entreprises face aux conséquences de l'inflation. En 2023, Le ratio de dépense publique hors crédits d'impôts continuerait sa baisse à 56,6 % du PIB. La dépense publique reculerait de -1,5 % en volume, avec la quasi-extinction des dépenses de soutien d'urgence et la réduction des dépenses de relance. En dehors de cet effet, la dépense en volume serait quasi-stable.

Tableau 1 : Solde public par sous-secteur

Capacité (+) ou besoin (-) de financement, en % du PIB	2021	2022	2023
État	-5,7	-5,5*	-5,4
Organismes divers d'administration centrale	-0,2	0,1*	-0,2
Administrations publiques locales	0,0	0,0	-0,1
Administrations de sécurité sociale	-0,7	0,5	0,8
<b>Solde public</b>	<b>-6,5</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>

\* Y compris reprise de dette SNCF Réseau en 2022 (10 Md€), opération neutre pour les administrations publiques dans leur ensemble car inscrit en dépenses côté État et en miroir en recettes côté ODAC. Hors cette opération, en 2022, le solde de l'État serait de -5,2 % du PIB et le solde des ODAC serait de -0,2 % du PIB.

Tableau 2 : Solde structurel

% du PIB potentiel sauf mention contraire	2021	2022	2023
<b>Solde public * (1)</b>	<b>-6,5</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>
Solde conjoncturel * (=0,57 * écart de production) (2)	-1,4	-0,6	-0,8
Mesures ponctuelles et temporaires (3)	-0,1	-0,1	-0,2
Solde structurel = (1) - (2) - (3)	-5,1	-4,2	-4,0
<b>Ajustement structurel</b>	<b>-3,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>
dont effort structurel	-4,5	-0,2	1,3
dont contribution des mesures nouvelles en recettes**	-0,6	-0,3	0,0
dont effort en dépense (y compris CI)	-3,8	0,1	1,3
dont composante non discrétionnaire	1,2	1,0	-1,1
dont recettes hors PO	0,9	-0,1	-0,3
dont effets d'élasticités fiscales	0,3	1,1	-0,7
Écart de production	-2,4	-1,1	-1,4

\* en % du PIB nominal.

\*\*Mesures nouvelles en PO, brutes des CI et hors mesures ponctuelles et temporaires.

Tableau 3 : chiffres-clés

En % du PIB, sauf mention contraire	2021	2022	2023
<b>Dette publique totale</b>	<b>112,8</b>	<b>111,5</b>	<b>111,2</b>
Dette publique hors soutien à la zone euro	110,2	109,0	108,9
<b>Dépense publique hors crédits d'impôts</b>	<b>58,4</b>	<b>57,6</b>	<b>56,6</b>
Progression en valeur (%)	4,2	4,2	2,8
Progression en volume (%)	2,6	-1,1	-1,5
Progression en volume hors soutien d'urgence lié à la crise sanitaire et relance (%)	1,9	2,4	0,1
<b>Prélèvements obligatoires</b>	<b>44,3</b>	<b>45,2</b>	<b>44,7</b>

**Encadré 1 : Mesures de soutien d'urgence et plan de relance**

**Pour faire face à la crise de la Covid-19, le Gouvernement a mis en place des mesures de soutien d'urgence dès mars 2020** afin de préserver efficacement l'outil de production et l'emploi. Encore très soutenues en 2021 pour tenir compte du contexte sanitaire et économique, ces mesures ont fortement décliné en 2022 et ne seraient quasiment pas reconduites en 2023 en raison de la quasi extinction des principaux dispositifs de soutien (Fonds de solidarité, activité partielle Covid et exonérations de cotisations sociales). Les principales mesures persistantes en 2023 seraient, d'une part, une provision pour dépenses exceptionnelles de santé (vaccins et tests notamment), destinées à maintenir sous contrôle la situation sanitaire, et, d'autre part, les décaissements générés par la sinistralité des dispositifs de garantie.

**Tableau 4 : Coût des mesures de soutien d'urgence avec effet direct sur le solde maastrichtien**

en Md€	2020	2021	2022	2023
Activité partielle (hors APLD du plan de relance)	25,8	8,1	0,3	-
Fonds de solidarité et aides annexes, y compris sport, montagne, culture	15,9	23,9	1,1	-
Dépenses de santé	14,0	18,3	11,5	1,0
Exonérations et aide au paiement des cotisations sociales	5,8	2,9	0,1	-
Trésorerie de l'Agence de services et de paiement (ASP) et de Santé publique France (SPF)	-0,9	-	0,3	0,3
Prolongation des revenus de remplacement et décalage de l'entrée en vigueur de la réforme de l'assurance-chômage	3,9	5,3	0,3	-
Report en arrière des déficits sur l'assiette fiscale de l'IS	0,1	0,4	-0,1	-
Crédit d'impôt bailleurs	-	0,1	-	-
Autres mesures de soutien spécifiques (masques, permittents, etc.)	6,4	1,9	0,2	-
Sinistralité BEI (Banque européenne d'investissement)	-	0,0	0,3	0,4
Sinistralité PGE (prêts garantis par l'Etat) nette des primes	-0,2	-0,3	1,7	1,2
Autres dépenses sous norme pilotable	-	1,0	-	-
<b>Total</b>	<b>70,7</b>	<b>61,6</b>	<b>15,9</b>	<b>2,9</b>

Pour compléter ces mesures de soutien d'urgence, le Gouvernement a présenté en septembre 2020 le plan France Relance de 100 Md€ dont le déploiement, commencé dès 2020, accélère fortement en 2021 et 2022, avant de ralentir en 2023. Au total, les mesures avec effet sur le solde public avant financements européens atteindraient 19,9 Md€ en 2022 et 9,6 Md€ en 2023, après un pic à 22,9 Md€ en 2021, montants auxquels s'ajoutent à compter de 2021 plus de 10 Md€ pérennes au titre de la baisse des impôts sur la production.

Le plan France Relance est financé en partie par des subventions de l'Union européenne, pour un total de 37,5 Md€. Ces flux sont enregistrés comme des recettes hors prélèvements obligatoires, avec un écart entre la comptabilité nationale en droits constatés et la comptabilité de caisse en raison du délai attendu entre la réalisation des dépenses financées par l'UE et le versement effectif des fonds associés.

**Tableau 5 : Décomposition du coût du plan France Relance entre 2020 et 2023  
en comptabilité nationale**

	2020	2021	2022	2023
<b>Mesures du plan de relance hors impôts de production - avant financement UE (A)</b>	2,5	22,9	19,9	9,6
<b>Financement UE (B)</b>	-	-13,7	-11,2	-4,8
<b>Plan de relance net des financements UE (A+B)</b>	<b>2,5</b>	<b>9,2</b>	<b>8,7</b>	<b>4,8</b>

**Encadré 2 : Mesures de soutien aux ménages et aux entreprises pour faire face à l'inflation**

Face à la hausse des prix, notamment de l'énergie, le Gouvernement a mis en œuvre plusieurs mesures visant à protéger les ménages et les entreprises.

Un bouclier tarifaire a été annoncé dès septembre 2021 face à l'envolée des prix de gaz et d'électricité. Les tarifs réglementés de vente de gaz naturel (TRVg) ont été gelés à leur niveau d'octobre 2021 tandis que la hausse des tarifs réglementés de l'électricité (TRVe) a été plafonnée à +4 % TTC en février 2022. Trois mesures ont été mises en place pour garantir ce plafonnement des prix de l'électricité : la baisse de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE), le relèvement exceptionnel du plafond de l'Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH) de 100 TWh à 120 TWh et le blocage complémentaire des TRVe. Les pertes des fournisseurs et des entreprises locales de distribution engendrées par ce plafonnement seront compensées. En comptabilité nationale, une subvention sur les produits est donc enregistrée au moment où les fournisseurs constatent leurs pertes.

Pour répondre à la très forte hausse des prix de l'énergie, le Gouvernement a complété le bouclier tarifaire par d'autres mesures en 2022, en particulier :

- une « remise carburant » de 18 centimes TTC par litre pour tous les ménages et les entreprises a été mise en place le 1<sup>er</sup> avril. Cette mesure a été prolongée jusqu'au 31 décembre et des crédits ont été ouverts dans la première loi de finances rectificative (LFR 1) pour 2022. La « remise carburant » s'élève à 30 centimes TTC par litre entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 octobre 2022, puis à 10 centimes TTC par litre entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 décembre ;
- une aide pour les entreprises énergo-intensives a été mise en place pour soutenir les entreprises dont les dépenses de gaz et d'électricité représentent une part élevée des charges ;
- des mesures spécifiques ont également été apportées aux secteurs les plus exposés à la hausse du coût des intrants ;
- les revalorisations anticipées des retraites et des prestations sociales intervenues au 1<sup>er</sup> juillet 2022 ;
- l'aide exceptionnelle de rentrée versée à environ 11 millions de foyers. Un chèque énergie exceptionnel sera en outre également distribué fin 2022 afin de protéger les ménages modestes ainsi qu'une aide aux ménages modestes chauffés au fioul.

Pour continuer de protéger en 2023 les ménages et les entreprises face à l'envolée des prix de l'énergie, le Gouvernement a décidé de prolonger le bouclier tarifaire en limitant à +15 % la hausse des TRVg en janvier 2023 et des TRVe en février 2023. Comme pour 2022, les pertes des fournisseurs et des entreprises locales de distribution engendrées par ce plafonnement seront compensées. Pour l'électricité, en 2023, la baisse de la TICFE est complétée par une baisse de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE).

**Tableau 6 : impact sur le solde public des mesures de soutien pour faire face à l'inflation (en Md€)**

Coût des mesures de soutien / bouclier tarifaire (Md€)	2021	2022	2023
Indemnité inflation	3,8	-	-
Chèque énergie exceptionnel	0,5	1,8	-
Bouclier gaz – compensation aux fournisseurs de gaz	0,4	8,1	11,1
Bouclier gaz – stockage de gaz	-	1,4	-1,3
Bouclier électricité – baisse de la TICFE et de la TCCFE	-	7,4	9,4
Bouclier électricité – manque à gagner des fournisseurs d'électricité	-	11,3	24,4
Remise sur les prix du carburant	-	7,6	-
Subvention aux entreprises énergo-intensives	-	1,5	1,5
Aides sectorielles	-	1,1	-
Barème kilométrique	-	0,4	0,4
Aide exceptionnelle de rentrée	-	1,1	-
Revalorisation anticipée des retraites et des prestations	-	6,7	1,6
Soutien aux ménages modestes chauffés au fioul	-	0,2	-
Report de la suppression de la niche sur la gazole non routier (GNR)	-	-	0,8
Autres	-	-	1,6
<b>Total</b>	<b>4,7</b>	<b>48,6</b>	<b>49,5</b>
Moindres charges de service public de l'énergie (charges de SPE)	-1,9	-18,4	-28,0
Hausse des redevances hydroélectriques	-0,1	-0,3	-1,0
<b>Total net des moindres charges de SPE et des redevances hydroélectriques</b>	<b>2,7</b>	<b>29,9</b>	<b>20,6</b>

L'impact de ces mesures sur le solde public est en partie compensé par les économies réalisées sur les charges de service public de l'énergie (charges de SPE). Ces charges de SPE comprennent usuellement des subventions versées par l'État pour soutenir le développement des énergies renouvelables. Ces subventions, dont le montant dépend de l'écart (positif ou négatif) entre un prix de seuil contractuel et le prix de vente de l'électricité sur les marchés, baisseraient significativement dans le contexte actuel de prix de marché élevés ; et leur total deviendrait même négatif, conduisant à l'enregistrement de recettes en prélèvements obligatoires pour l'État en comptabilité nationale, à hauteur de 9,6 Md€ en 2022 et 19,2 Md€ en 2023.

Les montants d'économies à ce titre indiqués dans le tableau ci-dessus sont mesurés par rapport à une situation de référence considérée comme usuelle avant la crise des prix de l'énergie où ces charges auraient couté à l'État 8,0 Md€ en 2021 et 8,8 Md€ en 2022 et 2023 (prévisions réalisées par la CRE dans sa délibération de juillet 2021 pour les années 2021 et 2022 ; par hypothèse, le niveau contrefactuel des charges pour 2022 est maintenu en 2023), d'où se déduisent les montants d'économies indiqués de 18,4 Md€ et 28,0 Md€ en 2022 et 2023. Enfin, la hausse des recettes de redevances des barrages hydroélectriques tend également à réduire le coût des mesures de soutien et d'urgence pour faire face à l'inflation.

S'ajoute à ces mesures la suppression de la redevance audiovisuelle (effet de -3,2 Md€ sur le solde public en 2022), mesure en faveur du pouvoir d'achat des Français adoptée dans la première loi de finances rectificative pour 2022. Enfin, la revalorisation de +3,5 % du point d'indice de la fonction publique au 1<sup>er</sup> juillet 2022 aurait un impact de -3,7 Md€ sur le solde public en 2022 et de -7,4 Md€ en 2023.

Les chiffrages présentés dans cet encadré sont entourés d'une incertitude très importante en raison de leur lien parfois direct avec les prix observés sur les marchés de l'énergie, qui sont particulièrement volatils.

### Retour sur 2021 et éléments d'exécution à mi-année

#### Retour sur 2021

##### Vue d'ensemble de l'exécution

En 2021, le déficit des administrations publiques au sens de Maastricht s'établissait à -163,3 Md€, soit -6,5 % du produit intérieur brut (PIB), après -9,0 % en 2020. Le redressement du solde public s'explique principalement par le rebond de l'activité (+6,8 % en volume après -7,8 % en 2020). Le solde public 2021 reste néanmoins très affecté par la situation sanitaire. Les mesures de soutien d'urgence ont encore pesé sur le solde public à hauteur de -61,6 Md€, après -70,7 Md€ en 2020, afin de lutter contre l'épidémie et préserver l'économie et l'emploi. S'y est ajoutée la montée en charge du plan France Relance, qui contribuera à pérenniser la croissance et à soutenir la transition écologique et numérique, avec un effet sur le solde de -9,2 Md€ (net des financements de l'Union européenne). L'État et les administrations de sécurité sociale ont supporté la majeure partie du coût de ces mesures. Au total, le déficit 2021 a été porté principalement par les administrations publiques centrales (-5,8 % du PIB) et les administrations de sécurité sociale (-0,7 % du PIB), le solde des administrations publiques locales étant proche de l'équilibre grâce à un

solde excédentaire des collectivités locales. Ces données correspondent à la dernière mise à jour des comptes des administrations publiques par l'Insee publiée fin août, qui a induit une révision à la marge (-0,1 point de PIB) du solde public 2021 par rapport aux données publiées en mai dernier<sup>37</sup>.

Le solde structurel s'établit à -5,1 % en 2021 soit une diminution de -3,3 points par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par les mesures de relance et d'urgence qui, contrairement à 2020, ne sont plus classées comme des mesures temporaires et ponctuelles. Cette dégradation s'explique également par la baisse des prévèlements obligatoires décidées avant la crise et les mesures prises par le Gouvernement pour améliorer les rémunérations dans le cadre du Ségur de la santé et les premières mesures pour faire face à l'inflation. Par ailleurs, le solde conjoncturel demeure négatif en 2021 (-1,4 point) en raison de la crise sanitaire. Le solde des mesures ponctuelles et temporaires est légèrement négatif (-0,1 point).

##### Trajectoire des dépenses publiques en 2021

En 2021, la croissance de la dépense publique (hors crédits d'impôt) s'est établie à +4,2 % en valeur (après +6,9 % en 2020), soit +2,6 % en volume. Du fait du fort rebond de l'activité, la part de la dépense publique dans le PIB est néanmoins en baisse de plus de deux points, à 58,4 % du PIB, après 60,7 % en 2020. L'accroissement des dépenses en 2021 est à rattacher principalement à la montée en charge des dépenses du plan France Relance (+20 Md€, brut des financements de l'Union européenne et hors baisse des impôts de production), des dépenses liées au Ségur de la santé (+8 ½ Md€ en marche annuelle 2021), à l'augmentation de la charge de la dette de l'État (+6 Md€) en raison de la hausse des charges d'indexation des titres indexés sur l'inflation, à la mise en œuvre des premières me-

sures de lutte contre l'inflation (+5 Md€) dont l'indemnité inflation de 100 € versée à 38 millions de Français ainsi qu'au rebond des dépenses de fonctionnement et d'investissement des administrations publiques locales dans un contexte de rattrapage post-crise (+11 Md€). En sens inverse, les dépenses de soutien d'urgence ont reflué d'environ -9 Md€.

La dépense de l'État (hors crédits d'impôt) a ainsi crû de +0,5 % en valeur par rapport à 2020 (après +17,1 % en 2020, y compris transferts). Les subventions restant dynamiques (+11,9 % en 2021 après +11,6 %) tandis que les prestations sociales s'inscrivaient en recul (-6,5 % après +20,9 %), avec la baisse des dépenses d'activité partielle, partiellement compensée par l'indemnité inflation de 100 € ouverte à 38 millions de Français. Les charges d'intérêts versés ont progressé de +23,9 %

<sup>37</sup> Source : Insee, [Les comptes de la Nation en 2021](#), 31 août 2022

après -19,5 %. La progression de la masse salariale de l'État est restée mesurée (+1,3 % après +1,1 % en 2020) et les consommations intermédiaires ont accéléré (+8,0 % après +5,2 % en 2019). La formation brute de capital fixe a reculé, à -5,5 % après +14,9 % tout en demeurant à un niveau supérieur à celui de 2019. Concernant les organismes divers d'administration centrale (ODAC), leurs dépenses ont augmenté de +9,8 % en 2021, portée principalement par la hausse des dépenses de France Compétences (+4 Md€) en raison de la croissance du nombre de contrats d'apprentissage commencés dans l'année (+38%, passant de 530 399 à 733 194<sup>38</sup>), l'augmentation des dépenses des universités et de l'Agence nationale pour la recherche (+2 Md€) au titre des programmes d'investissement d'avenir, la hausse des dépenses de l'Agence nationale pour l'habitat (+1 Md€) portée par le dynamisme de l'aide à la rénovation « MaPrimeRenov' », la hausse des dépenses de Santé publique France dans un contexte de poursuite de la lutte contre l'épidémie de covid-19 (+½ Md€) et l'augmentation des dépenses d'Action Logement Services (+2 Md€, intégré au compte des administrations publiques à compter de 2020).

La dépense locale a augmenté de +4,1 % en 2021, après un recul de -1,1 % en 2020, principalement en raison d'un effet de rattrapage partiel des dépenses empêchées par les fermetures de chantiers et de services pendant la crise sanitaire de 2020, en matière d'investissement (+8,6 % après -10,3 % en 2020, au sens de la formation brute de capital fixe, hors Société du Grand Paris) et de consommations intermédiaires (+6,3 % après -3,6 % en 2020). Les rémunérations ont accéléré (+2,8 % après +1,4 % en 2020) et les subventions ont ralenti (+1,6 % après +2,4 %). Au total, les dépenses de fonctionnement des collectivités locales ont augmenté de +2,2 %.

S'agissant des administrations de sécurité sociale (ASSO), les dépenses hors crédits d'impôt ont ralenti du fait notamment des moindres dépenses d'activité partielle, à +3,3 % en 2021 après +6,4 % en 2020. Les prestations sociales augmentent néanmoins de +3,2 % en 2021 après +5,3 %, notamment sous l'effet des dépenses de santé en lien avec l'épidémie de covid-19. Les dépenses de personnel et de consommations intermédiaires augmentent également fortement (+6,1 % après +4,9 % en 2020), notamment en raison des rémunérations avec la montée en charge du « Ségur de la santé ».

### Trajectoire des prélèvements obligatoires en 2021

En 2021, le ratio de prélèvements obligatoires s'est élevé à 44,3 % du PIB, après 44,4 % en 2020. Cette quasi-stabilité s'explique par une hausse spontanée des prélèvements obligatoires (+9,4 % du PIB) supérieure à celle du PIB en valeur (+8,2 %) et des mesures nouvelles de baisses d'impôts de -14,8 Md€. L'élasticité des prélèvements obligatoires s'est ainsi élevée à 1,1. Ce dynamisme s'explique par la bonne tenue de certaines assiettes (bénéfice fiscal, marché immobilier, masse salariale) et, pour certains impôts, par un dynamisme allant au-delà de celui de l'assiette sous-jacente (TVA notamment).

Les mesures nouvelles de baisses de prélèvements obligatoires sont constituées de mesures décidées avant la crise sanitaire, comme la baisse du taux d'IS (-3,7 Md€) et la poursuite de la suppression

de la taxe d'habitation sur les résidences principales (-2,6 Md€), ainsi que de mesures adoptées dans le cadre du plan France Relance, comme la baisse des impôts de production (environ -9 Md€ net de l'effet retour sur l'impôt sur les sociétés).

### Trajectoire des recettes hors prélèvements obligatoires en 2021

Les recettes hors PO ont représenté 7,6 % du PIB en 2021, après 7,2 % du PIB en 2020, malgré le fort rebond de l'activité. Le surplus de recettes relativement au PIB s'explique par le financement reçu de l'Union européenne dans le cadre du programme national de relance et de résilience (PNRR), pour 13,7 Md€ (0,5 point de PIB).

Concernant l'État, les recettes non fiscales budgétaires hors financement du plan de relance reçues de l'Union européenne ont augmenté de 1,4 Md€ en

<sup>38</sup> « L'apprentissage en 2021 », Dares Résultats n°42, 1<sup>er</sup> septembre 2022.

2021 par rapport à 2020, essentiellement portées par les recettes issues des primes des prêts garantis par l'État (PGE) pour +1,5 Md€. Après une contraction en 2020 du fait des confinements, les revenus de production marchande et non marchande des administrations publiques locales ont été portés par la réouverture des services, rebondissant globalement

autant que l'activité. Les revenus de propriété des administrations publiques, hors intérêts, qui avaient chuté en 2020 de près d'un tiers par rapport à leur niveau de 2019, ont rebondi de +30,0 %, sans retrouver encore leur niveau d'avant-crise.

## Éléments d'exécution 2022 à mi-année

### Trajectoire des dépenses publiques en 2022

S'agissant du budget de l'État, la loi de finances pour 2022 a poursuivi l'objectif d'amélioration de la sincérité du budget initié depuis 2018. Cet effort a amené le Gouvernement à maintenir le taux de mise en réserve à 3 % en moyenne, tout en reconduisant un taux réduit de 0,5 % pour les programmes dont les crédits portent très majoritairement des dépenses de prestations sociales (APL, AAH et PPA), qui sont dans les faits très peu mobilisables. Les programmes de la mission « Plan de relance » et de la mission « Investir pour la France de 2030 » sont quant à eux exonérés de mise en réserve afin de permettre une mobilisation rapide et complète de ces crédits par nature exceptionnels, au service de la relance de l'économie française, de l'activité et de la croissance. Le Gouvernement a également reconduit pour la cinquième année consécutive la provision pour aléas sur le budget de l'agriculture (190 M€) et a maintenu à 1,2 Md€ la provision pour les opérations extérieures et les missions intérieures du ministère des Armées.

La contrepartie de cette marge de manœuvre restituée aux gestionnaires est une responsabilisation accrue sur leurs dépenses et sur le respect des plafonds votés, dans une logique d'auto-assurance ministérielle. Ainsi, comme en 2019, en 2020 et en 2021 – à l'exception des mouvements liés au plan de résilience, la réserve de précaution a été intégralement préservée au premier semestre 2022. Le décret d'avance du 7 avril 2022 a quant à lui ouvert 5,9 Md€ pour financer les dépenses urgentes liées à la crise en Ukraine, dans le cadre du plan de résilience économique et sociale mis en place face à la hausse des prix de l'énergie et des carburants, et à assurer l'accueil de populations réfugiées : ces ouvertures ont été gagées par des annulations d'un même montant, notamment sur des crédits de la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire ».

Les dépenses budgétaires ont été révisées à la hausse de +22,6 Md€ depuis la LFI 2022, principalement pour faire face aux effets de l'inflation. Cela s'est traduit notamment par des mesures de soutien au pouvoir d'achat des ménages, telles que la revalorisation du point d'indice des agents publics, des pensions et des bourses, ou encore l'aide exceptionnelle de rentrée pour les bénéficiaires des minima sociaux. Des mesures spécifiques sont également financées face aux hausses des prix de l'énergie, à

la fois à destination des entreprises et des ménages, qu'il s'agisse de la remise carburant, du bouclier tarifaire ou des mesures ciblées sur les entreprises « énergo-intensives ». Enfin, cette révision à la hausse des dépenses résulte des dispositifs mis en œuvre en réponse à la crise ukrainienne, en particulier pour l'accueil de demandeurs d'asile.

Deux éléments exceptionnels particulièrement structurants pour la dynamique d'exécution sur le budget de l'État peuvent être mentionnés. D'une part, les dépenses de soutien portées par la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire », créée en réponse à la crise sanitaire de la covid-19 par la loi de finances rectificative du 23 mars 2020, sont en net recul : 1,9 Md€ ont été exécutés à mi-année, contre 29,5 Md€ en 2021. Cette nette diminution reflète l'extinction des dispositifs de crise, qui a vocation à se prolonger en 2023 par la suppression totale de la mission. D'autre part, l'exécution des crédits de la mission « Plan de relance » est conforme aux objectifs de célérité de déploiement initialement rattachés à France relance : les engagements ont vocation à être intégralement réalisés d'ici la fin d'année ; sur le périmètre global du plan, deux ans après sa présentation, il est estimé que près de 90% de l'ensemble des moyens dégagés au service de la relance ont été engagés à fin août 2022.

Le dynamisme de l'emploi, associé aux économies permises par la réforme initiée en 2019 et à la fin des mesures d'urgence mises en œuvre pour protéger les demandeurs d'emploi les plus vulnérables lors de la crise sanitaire, entraîneraient une forte baisse des dépenses d'indemnisation pour l'Unédic en 2022. En effet, l'emploi salarié continue d'augmenter au 2e trimestre 2022 avec 95 300 créations de postes, après 91 700 postes au 1er trimestre 2022 et dépasse son niveau d'avant crise de +3,2 %. Les dépenses de l'Unédic au titre de l'activité partielle diminuent également en 2022. Concernant l'Ondam 2022, les prévisions les plus récentes font l'hypothèse d'un dépassement qui atteindrait 9,1 Md€ par rapport au niveau voté en LFSS. Celui-ci s'explique en grande partie par des dépenses supplémentaires au titre de la crise sanitaire (majoritairement les tests de dépistage), du rehaussement des dépenses liées au Ségur de la santé ainsi que du dégel du point d'indice.

S'agissant des administrations publiques locales (APUL), les dernières remontées comptables d'exécution, sous réserve des incertitudes persistant à ce

stade de l'année, sont compatibles avec les perspectives d'évolution retenues pour les dépenses de fonctionnement (+4,6 % pour les collectivités locales) et pour l'investissement (+7,9 % pour la FBCF des APUL hors SGP), dont le dynamisme est soutenu par l'inflation.

#### Trajectoire des prélèvements obligatoires en 2022

Pour l'année en cours, la prévision de prélèvements obligatoires s'appuie sur l'analyse des recouvrements sur les premiers mois de l'année et des déterminants macroéconomiques de leurs assiettes. Sur ce dernier point, le Haut Conseil des finances publiques (HCFP) estime d'ailleurs, dans son avis sur le Projet de Loi de Finances pour 2023, que celle-ci est cohérente avec le scénario macroéconomique retenu<sup>39</sup>.

La prévision s'appuie notamment sur les éléments suivants.

**La masse salariale** (champ privé) soumise à cotisations sociales a augmenté de +6,9 % sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> semestre 2022 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2021. À l'issue du deuxième trimestre 2022, l'acquis de croissance de la masse salariale du secteur marchand non agricole atteint +7,3 % d'après l'Insee. Cette évolution serait soutenue par le dynamisme de l'emploi, une forte progression des salaires en lien avec la hausse des prix, qui est prise en compte dans les négociations annuelles et entraîne des revalorisations automatiques du SMIC ainsi que par l'effet mécanique du recul de l'activité partielle.

**Les recettes nettes de taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** sont estimées notamment à partir du montant des recettes à fin juillet qui s'élèvent à 119 Md€ toutes administrations publiques confondues. Cela représente une hausse de près de 12 Md€ par rapport à la même période en 2021, soit +11,4 %.

**S'agissant de l'impôt sur les sociétés (IS)**, les recouvrements bruts d'IS à fin juin s'élèvent à 46,6 Md€, soit 31,8 Md€ en net, dont 28,7 Md€ d'acomptes au titre du premier semestre de l'an-

née 2022. Ce niveau de recouvrement est nettement plus élevé que le niveau d'IS net à la même période de l'année 2021 (15,9 Md€). Ces premiers recouvrements corroborent ainsi la prévision annuelle d'un IS net attendu à 59,0 Md€, en nette hausse par rapport à 2021 (+12,6 Md€) : en effet, la progression spontanée prévue pour l'IS en 2022 (+24,6 %) continue d'être portée par le fort rebond du bénéfice fiscal 2021.

**S'agissant de l'impôt sur le revenu (IR)**, les remontées comptables font apparaître sur les sept premiers mois de l'année des recettes de prélèvement à la source (PAS) supérieures à celles de l'année dernière au cours de la même période : à 47,1 Md€ à fin juillet, elles ont augmenté de +2,8 Md€ par rapport à la même période en 2021. Le dynamisme observé sur les recettes de PAS repose principalement sur la dynamique des traitements et salaires en 2022 (+6,1 %). Enfin, l'analyse des premières déclarations d'impôt sur les revenus 2021 fait apparaître un solde à payer en forte hausse par rapport à 2021. Cet effet s'expliquerait notamment par reprise économique de 2021, conduisant à une croissance du salaire moyen par tête supérieure à l'inflation (utilisée pour revaloriser le barème de l'impôt).

**S'agissant des recettes locales**, les impôts directs locaux se fondent principalement sur l'évolution des bases et les taux de fiscalité votés. Concernant les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), les recettes à fin août s'élèvent à 13,9 Md€ en cumulé depuis janvier 2022, soit 6 % de plus qu'à la même période de l'année précédente marquée par une accélération des recettes plus tard dans l'année, et en ralentissement depuis mai. La croissance nulle du volume sur 12 mois de transactions immobilières en juin laisse envisager la possibilité d'un retournement des DMTO au dernier trimestre, pris en compte dans la prévision annuelle, qui retient une baisse des recettes de 3,5 % par rapport à 2021, dans un contexte de hausse de taux d'intérêt. Concernant la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), l'acompte de juin s'est élevé à 3,7 Md€ et le solde net s'élève à date à 1,1 Md€.

<sup>39</sup> Source : HCFP, [avis 2022-3 PLF/PFSS 2023](#), 26 septembre 2022

## Perspectives et stratégie pluriannuelles

Conformément à l'article 50 de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (telle que modifiée par la loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques), ce rapport présente une trajectoire pluriannuelle de finances publiques s'étendant jusqu'en 2027.

**La trajectoire pluriannuelle sous-jacente au PLF 2023 est celle prévue dans le projet de LPFP présenté conjointement : elle prévoit un retour du déficit public sous le seuil de 3 % à horizon 2027.** Ce retour à des comptes publics normalisés après la crise sanitaire serait permis par un redressement du solde structurel de +1,2 point entre 2024 et 2027. Cet ajustement progressif se traduira par une décrue du ratio de dette rapporté au PIB à partir de 2026 : ce dernier, après s'être établi à 112,8 % en 2021, atteindrait 111,7 % en 2025. Il baisserait ensuite, pour atteindre 110,9 % en 2027.

L'écart de production, encore creusé en 2021 et 2022 (respectivement -2,4 % et -1,1 % du PIB potentiel) dans un contexte macroéconomique dégradé au niveau mondial, se résorberait progressivement à l'horizon 2027 : à partir de 2024, la croissance effective du PIB serait supérieure à la croissance potentielle. De ce fait, la variation conjoncturelle du solde public contribuerait au redressement des finances publiques entre 2021 et 2027 (+1,3 point de PIB potentiel).

Cependant, la stratégie de retour à des comptes publics normalisés s'appuiera avant tout sur une amélioration structurelle et donc pérenne, entièrement porté par un effort structurel en dépense. Ainsi, la croissance de la dépense publique en volume serait limitée à +0,6 % entre 2022 et 2027, 2027 hors effet de l'extinction des mesures d'urgence sanitaire et de relance, soit une évolution nettement inférieure à la croissance potentielle de l'activité (+1,35 %).

Cette maîtrise de la dépense sera partagée par l'ensemble des administrations publiques. Elle sera rendue possible par des mesures de transformation structurelle et une évaluation renforcée de la qualité des dépenses, qui permettront de dégager des marges de manœuvre pour mettre en

œuvre les engagements du Président de la République et les priorités fixées par le Gouvernement en termes de politique publique. Les administrations de sécurité sociale participeront à la maîtrise de l'évolution des dépenses : cette participation sera rendue possible notamment par la réforme des retraites, la trajectoire de l'assurance chômage (la résorption des tensions de recrutement s'inscrit en effet dans l'objectif de retour au plein emploi du Gouvernement) et la maîtrise des dépenses de santé (la progression de l'ONDAM s'établira à +2,7 % sur 2024-2025 puis 2,6 % sur 2026-2027). Les collectivités territoriales seront également étroitement associées à cet effort : ces dernières ont pour objectif de réduire de -0,5 % en volume leurs dépenses de fonctionnement chaque année.

Cette maîtrise en dépense doit s'accompagner d'un renforcement de la qualité des dépenses, notamment en finançant des investissements indispensables pour assurer les transitions écologique et numérique, atteindre le plein emploi et s'assurer de la compétitivité de nos entreprises. Ainsi, la poursuite du déploiement du plan « France 2030 » permettra de stimuler l'économie et de soutenir la croissance potentielle en accélérant la transition écologique, en favorisant l'investissement, l'innovation, la cohésion sociale et territoriale et en assurant la souveraineté numérique et industrielle.

Cette maîtrise de la dépense permettra, sans remettre en cause l'objectif de normalisation de comptes publics, de poursuivre la stratégie des baisses des prélèvements obligatoires engagée sous le mandat précédent afin de soutenir le pouvoir d'achat des Français et la compétitivité des entreprises. Cet objectif de diminution des prélèvements s'est matérialisé dès la loi de finances rectificative du 16 août 2022 et de la loi du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat avec la suppression de la redevance audiovisuelle. Il sera poursuivi avec notamment la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sur deux ans, avec une première étape mise en œuvre dès 2023.

La maîtrise des dépenses publiques permettra la réduction du ratio de dette publique à partir de 2026, tout en laissant au Gouvernement des marges de manœuvre pour poursuivre la mise en œuvre de la baisse des prélèvements obligatoires. En 2021, le ratio d'endettement s'inscrit à 112,8 % du PIB : il connaît une première baisse en 2022 et 2023 (à 111,5 % puis 111,2 % respectivement), en raison notamment de la vigueur de la croissance nominale en 2022 et sous l'effet des flux de créances venant réduire le ratio.

Il recommencera à croître légèrement en 2024 et 2025, année où il atteindrait 111,7 % du PIB, puis

amorcerait sa décrue pour s'établir à 110,9 % en 2027. Cette trajectoire s'explique principalement par l'écart du solde public à son niveau stabilisant le ratio de dette. En effet, compte tenu du scénario de croissance de moyen terme, le solde stabilisant le ratio de dette se situerait à compter de 2024 entre -4,4 % et -3,6 % du PIB : ainsi, en 2024 et 2025, le ratio de dette continuerait d'augmenter car le solde public se situerait encore en-dessous de ce niveau, toutes choses égales par ailleurs s'agissant des flux de créances. En 2026 et 2027 en revanche, le solde public dépasserait le niveau stabilisant le ratio de dette et ce dernier commencerait donc à refluer.

Tableau 7 : Trajectoire pluriannuelle de finances publiques

En points de PIB sauf mention contraire	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>Solde public</b>	<b>-6,5</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>	<b>-4,5</b>	<b>-4,0</b>	<b>-3,4</b>	<b>-2,9</b>
<i>dont État</i>	-5,7	-5,5	-5,4	-5,0	-4,5	-4,3	-4,2
<i>dont ODAC</i>	-0,2	0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1
<i>dont APUL</i>	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,2	0,5
<i>dont ASSO</i>	-0,7	0,5	0,8	0,8	0,7	0,8	1,0
Solde conjoncturel	-1,4	-0,6	-0,8	-0,7	-0,5	-0,3	0,0
Mesures ponctuelles et temporelles *	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Solde structurel *	-5,1	-4,2	-4,0	-3,7	-3,4	-3,1	-2,8
<b>Ajustement structurel *</b>	<b>-3,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>
Dépense publique hors crédits d'impôts	58,4	57,6	56,6	55,6	55,0	54,3	53,8
<i>Evolution de la dépense publique en volume, hors crédits d'impôt (en %)</i>	2,6	-1,1	-1,5	-0,6	0,3	0,2	0,6
<i>retraitée des mesures d'urgence sanitaire et de relance (%)</i>	1,9	2,4	0,1	-0,4	0,6	0,4	0,6
Prélèvements obligatoires (PO), nets des crédits d'impôts	44,3	45,2	44,7	44,2	44,3	44,3	44,3
<b>Dette publique</b>	<b>112,8</b>	<b>111,5</b>	<b>111,2</b>	<b>111,3</b>	<b>111,7</b>	<b>111,6</b>	<b>110,9</b>
<b>Croissance volume (%)</b>	<b>6,8</b>	<b>2,7</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>
<b>Croissance potentielle (%)</b>	<b>1,30</b>	<b>1,35</b>	<b>1,35</b>	<b>1,35</b>	<b>1,35</b>	<b>1,35</b>	<b>1,35</b>
<b>Écart de production (points de PIB potentiel)</b>	<b>-2,4</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,0</b>

\* En % du PIB potentiel.

## Scénario à législation et pratiques inchangées

Cette trajectoire de retour à des comptes publics normalisés est à comparer à la trajectoire qu'emprunteraient nos finances publiques si la législation et les politiques n'étaient pas infléchies : dans une telle situation, le déficit public se résorberait beaucoup plus lentement et la dette continuerait d'augmenter (cf. tableau 7).

La trajectoire de solde public à législation et pratiques inchangées présentée ici est celle du projet de loi de programmation des finances publiques, conformément à loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (telle que modifiée par la loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques) et à la directive de 2011 sur les cadres budgétaires. Elle s'appuie sur les résultats obtenus ces dernières années en termes de maîtrise de l'évolution de la dépense publique. S'agissant de la dépense, la trajectoire contrefactuelle retient à compter de 2022 une hypothèse de croissance en volume de la dépense hors crédits d'impôt de +1,2 % par an, hors extinction des mesures d'urgence sanitaire et de relance, soit le rythme moyen observé sur la période 2008-2017.

S'agissant des prélèvements obligatoires, la trajectoire à politique inchangée se place dans un cadre dans lequel aucune des principales me-

sures nouvelles prises depuis le début de la nouvelle législature ou prévues à l'horizon de la trajectoire ne serait mise en œuvre : par exemple, les baisses de prélèvements obligatoires sur les ménages et les entreprises ne sont pas intégrées dans ce scénario. En ce qui concerne l'évolution spontanée des prélèvements obligatoires, la trajectoire à politique inchangée retient les mêmes hypothèses que la trajectoire de la LPFP. De même, il n'y a pas de différence en ce qui concerne les recettes hors prélèvements obligatoires entre la trajectoire à politique inchangée et celle de la LPFP.

En 2022 et en 2023, la prévision de déficit de la loi de programmation est supérieure à celle à politique inchangée du fait des mesures prises par le Gouvernement pour baisser les impôts pour les ménages (redevance audiovisuelle) et les entreprises (CVAE) et protéger le pouvoir d'achat des Français du choc inflationniste, que cela soit en dépense ou en recettes.

À horizon 2027, en revanche, la trajectoire spontanée est plus dégradée que la trajectoire prévue par le Gouvernement. En effet, en l'absence d'une croissance maîtrisée de la dépense sur la période, le déficit se résorberait plus lentement et resterait supérieur à 4 % à l'horizon 2027. Le ratio de dette continuerait à croître à l'horizon de prévision.

Tableau 8 : Scénario à législation et pratiques inchangées

En % du PIB	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>Solde public à législation et pratique inchangées</b>	<b>-4,2</b>	<b>-4,5</b>	<b>-5,0</b>	<b>-4,9</b>	<b>-4,8</b>	<b>-4,5</b>
<b>Dette publique à législation et pratique inchangées</b>	<b>110,7</b>	<b>109,9</b>	<b>110,6</b>	<b>112,0</b>	<b>113,3</b>	<b>114,2</b>
Ecart cumulé sur les dépenses hors crédits d'impôt	-0,6	-0,2	0,7	1,1	1,6	1,9
Ecart cumulé sur les principales mesures annoncées en recettes	-0,1	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
<b>Solde public du PLF 2023 (PLPFP)</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>	<b>-4,5</b>	<b>-4,0</b>	<b>-3,4</b>	<b>-2,9</b>
<b>Dette publique du PLF 2023 (PLPFP)</b>	<b>111,5</b>	<b>111,2</b>	<b>111,3</b>	<b>111,7</b>	<b>111,6</b>	<b>110,9</b>

## Annexes

## Suivi des recommandations pays 2022

### Mesures prises depuis le Programme national de réforme pour 2022

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
RECO N°1	<b>mener une politique budgétaire prudente en 2023, en particulier en limitant la croissance des dépenses primaires courantes financées au niveau national à un niveau inférieur à celui de la croissance de la production potentielle à moyen terme, .../...</b>	<p>LFR 2022-1157 du 16 août 2022</p> <p>Projet de LPFP 2023-2027 (incluant des dispositions portant sur l'évaluation de la qualité des dépenses publiques)</p> <p>PLF 2023</p> <p>Gouvernance des finances publiques</p> <p>Evaluation de la qualité des dépenses publiques</p>	<p>Loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques</p>	<p>Les projets de loi de finance pour 2023 et de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027 seront discutés au Parlement.</p> <p>Voir fiche réforme associée du PNRR (Partie II-Composante 7).</p> <p>Voir fiche réforme associée du PNRR (Partie II-Composante 7).</p> <p>Constitution d'une taskforce parlementaire à la demande du Gouvernement chargée d'identifier les pans de la dépense publique sur lesquels des possibilités d'économies sont réalisables.</p>

ANNEXE : SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAYS

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
RECO N°1	<b>.../...en tenant compte de la poursuite du soutien temporaire et ciblé visant les ménages et les entreprises les plus vulnérables à la hausse des prix de l'énergie</b>	<p>Ordonnance du 13 avril 2022 portant adaptation des dispositions relatives à l'activité réduite pour le maintien en emploi.</p> <p>LFR 2022-1157 du 16 août 2022</p> <p>Loi 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat</p>	<p>Dans un contexte sanitaire, géopolitique et économique incertain, l'ordonnance prolonge jusqu'à la fin de l'année 2022 la période durant laquelle un accord d'activité partielle de longue durée (APLD) peut être négocié. Les entreprises françaises touchées par la guerre en Ukraine pourront bénéficier de ce dispositif pour maintenir l'emploi de leurs salariés.</p> <p>La loi de finances rectificative pour 2022 acte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la prolongation du bouclier tarifaire sur le gaz jusqu'à la fin de l'année 2022 et de la remise carburant jusqu'en décembre 2022 ;</li> <li>le relèvement du plafond d'exonération d'impôt sur le revenu de la prise en charge des frais de carburants par l'employeur ;</li> <li>la suppression de la contribution à l'audiovisuel public à compter de 2022 ;</li> <li>la revalorisation de 3,5 % du point d'indice de la fonction publique avec effet rétroactif au 1er juillet 2022 ;</li> <li>la revalorisation anticipée de +4,0 % des prestations (minima sociaux dont revenu de solidarité</li> </ul>	<p>Un versement complémentaire de la prime d'activité interviendra à l'automne 2022 pour les bénéficiaires de celle-ci.</p> <p>Maintien du bouclier tarifaire pour le gaz et l'électricité, avec des hausses limitées à 15 % en 2023.</p> <p>Nouveau chèque énergie de 100 ou 200 € en fonction du revenu versé de manière exceptionnelle d'ici la fin de l'année 2022 aux 12 millions de ménages les plus modestes.</p>

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
			<p>active, allocation adulte handicapé, prime d'activité, prestations familiales, pension d'invalidité) et des retraites de base dès le mois de juillet.</p> <p>la revalorisation des aides au logement de +3,5 % et de +4 % pour les bourses universitaires à la rentrée 2022</p> <p>une aide exceptionnelle de rentrée, d'un montant de 100 € par foyer, majorée de 50 € par enfant rattaché au foyer, versée en septembre aux bénéficiaires de minima sociaux ainsi qu'aux étudiants boursiers et aux bénéficiaires des aides au logement.</p> <p>La loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat entérine la pérennisation et le triplement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, afin de soutenir le pouvoir d'achat des salariés tout en laissant suffisamment de flexibilité aux entreprises. La mise en œuvre des accords d'intéressement dans les petites entreprises est simplifiée afin d'encourager les entreprises à y recourir. La loi modifie également le processus de restructuration des branches professionnelles afin d'inciter les partenaires sociaux à rehausser régulièrement leurs minima de branche au niveau du SMIC et soutenir la dynamique des</p>	

ANNEXE : SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAYS

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		Aides pour les entreprises grandes consommatrices de gaz et d'électricité	<p>salaires dans les branches et réduit, par ailleurs, les cotisations sociales des travailleurs indépendants avec pour conséquence une progression de leur pouvoir d'achat de 550 € par an au niveau du SMIC. La loi met en place un bouclier loyer d'une durée d'un an.</p> <p>Aide d'urgence temporaire et ciblée bénéficie aux entreprises dont les dépenses de gaz et d'électricité représentent une part élevée des charges (au moins 3 % du chiffre d'affaires), et qui du fait du renchérissement de leurs dépenses en énergie, deviendraient déficitaires en 2022</p>	
RECO N°1	<b>.../...ainsi que les personnes fuyant l'Ukraine ;</b>	Instruction du 10 mars 2022 aux préfets de région et préfets de département relatif à la mise en œuvre de la décision d'exécution du Conseil UE 2022/382 du 5 mars 2022, activant le dispositif de protection temporaire prévu à l'article 5 de la directive du 20 juillet 2001.	<p>Au 18 septembre 2022, plus de 93 600 autorisations provisoires de séjour (APS) ont été délivrées au titre de la protection temporaire, dont plus de 15 200 au titre des renouvellements.</p>	<p>Les préfets sont chargés de l'offre d'accueil et d'hébergement des bénéficiaires de la protection temporaire au plan local, lesquels sont informés qu'ils sont éligibles aux APL. Ils veillent à ce que la protection temporaire puisse être octroyée de façon simple et fluide.</p> <p>Les personnes concernées peuvent bénéficier d'une allocation équivalente à l'allocation pour les demandeurs d'asile. Elles peuvent également, sur présentation de leur autorisation provisoire de séjour, accéder au panier de soins urgents, à la protection universelle maladie et à la complémentaire santé solidaire.</p>

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		Décret n°2022-468 du 1er avril 2022 relatif au droit au travail des bénéficiaires d'une protection temporaire		Les enfants Ukrainiens ont accès à l'éducation dès leur arrivée en France.  Pour une meilleure insertion, les bénéficiaires de la protection temporaire peuvent travailler sans solliciter d'autorisation de travail auprès d'une plateforme de main d'œuvre étrangère.
RECO N°1	<b>se tenir prête à adapter les dépenses courantes à l'évolution de la situation ;</b>	Ordonnance du 31 août 2022 prolongeant l'application des dispositions adaptant les conditions de versement de l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière au contexte de l'épidémie de Covid-19.  LFR 2022-1157 du 16 août 2022 Loi 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat	Dans le contexte de la circulation toujours active du virus du Covid-19, l'ordonnance prolonge pour le salarié malade ou cas-contact le bénéfice des indemnités journalières complémentaires de l'employeur, sans délai de carence, jusqu'au 31 décembre 2022. Cette mesure s'applique à tous les arrêts de travail qui ont débuté à partir du 1er août 2022  Les lois de finances rectificatives et portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ajustent en particulier les mesures de bouclier tarifaire et d'indemnité carburant à l'évolution de la situation (cf. supra).	Prolongation et modulation des aides en fonction de l'évolution de la situation (cf. supra).
RECO N°1	<b>accroître l'investissement public en faveur des transitions écologique et numérique et de la sécurité énergétique, en te-</b>	Décarbonation et électrification des transports et mobilités du quotidien  Développement du ferroviaire		Voir Partie II Composante 3 du PNRR

## ANNEXE : SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAYS

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
	<p><b>nant compte de l'initiative RE-PowerEU, y compris en ayant recours à la facilité pour la reprise et la résilience et à d'autres fonds de l'Union ;</b></p>	<p>Soutien à l'innovation verte</p> <p>Plan France 2030</p>	<p>Voir Partie II Composante 4 du PNRR</p> <p>Capitalisant sur les ambitions du Programme d'investissements d'avenir (PIA), qu'il intègre et dont il prolonge la démarche, France 2030 est un plan d'investissements publics de 54 Md€ destiné à accompagner la France dans sa transition écologique et numérique et lui permettre de relever les défis économiques, industriels et sociaux contemporains.</p> <p>Deux parts pris importants structurent ce plan : d'une part, 50% seront consacrés aux acteurs émergents, permettant ainsi d'accompagner la French Tech et l'écosystème français de start-ups et de PME innovantes. D'autre part, le plan soutiendra exclusivement des projets sans impact négatif sur l'environnement et mettra l'accent sur la décarbonation de nos modes de production et l'amélioration de la qualité de vie.</p> <p>France 2030 est en plein déploiement et un premier bilan de sa première année d'exécution sera effectué au mois d'octobre 2022.</p>	

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		Renforcement de la sécurité énergétique		Plusieurs mesures ont été prises par la France afin de renforcer la sécurité énergétique : mise en place d'un mécanisme de sécurisation des stockages de gaz naturel, renfort des capacités d'importations de GNL en augmentant les capacités des méthaniers existants, et mise en place d'un terminal méthanier flottant opérationnel pour septembre 2023. Des mesures ont également été prises pour accélérer le déploiement du biométhane en particulier un appel à projets portant sur la réalisation et l'exploitation d'Installations de production de biométhane injecté dans un réseau de gaz naturel a été lancé en avril.
		Décarbonation du mix énergétique		Le plan France 2030 s'attache en particulier à : faire émerger en France des réacteurs nucléaires de petite taille, innovants et avec une meilleure gestion des déchets ; devenir le leader de l'hydrogène bas-carbone avec l'objectif de créer au moins deux gigafactories d'électrolyseurs ; accompagner notre industrie dans sa décarbonation ; produire 2 millions de véhicules électriques et hybrides et le premier avion bas-carbone.

ANNEXE : SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAYS

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		<p>Mise à niveau numérique des entreprises</p> <p>Finalisation du déploiement de la couverture mobile et très haut débit du territoire.</p>		<p>Voir Partie II Composante 7 du PNRR</p> <p>Le plan France Très Haut Débit (THD) vise à couvrir l'intégralité du territoire en très haut débit d'ici à 2022 via la mobilisation de l'ensemble des technologies d'accès à internet disponibles (fibre, cuivre, câbles, réseaux hertziens et satellitaires), avec un déploiement de la fibre généralisé à l'ensemble du territoire à horizon 2025.</p> <p>Le « New Deal mobile », passé en 2018 par l'État avec les opérateurs de téléphonie, continue de généraliser l'accès à la 4G, en priorité dans les zones rurales.</p>
RECO N°1	<p><b>pour la période postérieure à 2023, mener une politique budgétaire qui vise à parvenir à des positions budgétaires prudentes à moyen terme et assurer une réduction de la dette progressive et crédible ainsi que la soutenabilité budgétaire à moyen terme grâce à un assainissement progressif, à l'investissement et aux réformes ;</b></p>	<p>PSTAB du 29 juillet 2022</p> <p>Projet de LPFP 2023-2027 (incluant des dispositions portant sur l'évaluation de la qualité des dépenses publiques)</p> <p>PLF 2023</p> <p>Loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques</p> <p>Evaluation de la qualité des dépenses publiques (cf. supra)</p>	<p>La trajectoire prévue pour les finances publiques est celle d'une consolidation budgétaire graduelle. L'objectif est un retour sous les 3 % de déficit public en 2027 et une inflexion de la dette à partir de 2026. C'est par la maîtrise de la dépense publique et sans augmentation des prélèvements obligatoires, hors réduction justifiée de niches fiscales et sociales, que cet objectif sera atteint (cf. supra). Cette maîtrise ne se fait pas au détriment du financement des dépenses essentielles pour le futur de l'économie française, notamment celles permettant d'assurer la</p>	<p>En lien avec le PNRR, des dispositions seront prises dans la loi de programmation des finances publiques pour renforcer la gouvernance des finances publiques et ainsi améliorer la qualité de la dépense et identifier des pistes d'économies</p>

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		Gouvernance des finances publiques (cf. supra)	transition écologique et numérique, par exemple à travers les plans France Relance et France 2030 (cf. supra).	
RECO N°1	<b>à réformer le système de retraite pour uniformiser progressivement les règles des différents régimes de retraite afin de renforcer l'équité du système tout soutenant sa durabilité ;</b>	Réforme des retraites		Une réforme des retraites sera mise en œuvre pendant le quinquennat. Cette réforme aura pour but de participer à l'objectif de plein-emploi, et par ce biais, de soutenir le potentiel de notre économie en augmentant la population active et en améliorant le taux d'activité des seniors. Elle s'inscrit dans le double objectif fixé par le président de la République du plein emploi et d'un rééquilibrage des finances publiques pour financer notre modèle social et les priorités du quinquennat.
RECO N°2	<b>procéder à la mise en œuvre de son plan pour la reprise et la résilience, conformément aux jalons et cibles figurant dans la décision d'exécution du Conseil du 13 juillet 2021 ;</b>	Mise en œuvre des mesures prévues par le plan national pour la reprise et la résilience et détaillées dans la décision d'exécution du Conseil 2021/0172(NLE).	1ère demande de paiement concernant 38 cibles et jalons, dont 16 jalons de réforme, pour un montant total de 7,4 Md€. Cf. Rapports semestriels FRR	2ème demande de paiement en préparation concernant 65 cibles et jalons, pour un montant total de 12,7 Md€ Cf. Rapports semestriels FRR.
RECO N°2	<b>conclure rapidement les négociations avec la Commission sur les documents de programmation de la politique de cohésion 2021-2027 en vue</b>	Validation de l'accord de partenariat France Dépôt formel et validation des programmes	L'accord de partenariat a été validé en juin 2022.	

ANNEXE : SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAYS

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
	<b>d'entamer leur mise en œuvre ;</b>		<p>Tous les programmes sauf un ont été déposés au premier semestre 2022.</p> <p>Deux programmes ont d'ores et déjà été validés par la Commission.</p>	<p>L'objectif est de valider l'ensemble des programmes d'ici la fin de l'année 2022.</p>
RECO N°3	<b>remédier à la pénurie de compétences en élevant la part des personnes ayant des compétences de base, en fournissant des possibilités supplémentaires d'apprentissage par le travail et en améliorant les acquis d'apprentissage de l'ensemble des étudiants, en particulier en adaptant les ressources et les méthodes aux besoins des élèves et des écoles défavorisés et en améliorant les conditions de travail et la formation continue des enseignants;</b>	<p>Investissement dans les compétences</p> <p>Transformation du système de formation</p> <p>Amélioration de l'efficacité des décisions d'orientation par l'accompagnement des étudiants dans leurs choix d'orientation à tous les niveaux grâce à un meilleur accès à l'information.</p>	<p>Insertion des stages dans la quasi-totalité des cursus de l'enseignement supérieur : stages obligatoires en licences professionnelles, brevet de technicien supérieur, bachelor universitaire de technologie, master</p> <p>Ouverture de la possibilité de faire des stages pendant les périodes de césure, ouvrant la voie à l'acquisition de compétences complémentaires</p>	<p>Voir Partie II Composante 8 du PNRR</p> <p>Transformation profonde de la voie professionnelle au lycée et renforcement de la professionnalisation des formations de l'enseignement supérieur qui viseront à confier davantage d'autonomie aux lycées pour adapter les diplômes aux nouvelles compétences requises en faisant preuve d'agilité mais également à revoir la carte des formations afin de développer celles tournées vers les secteurs qui recrutent.</p> <p>Projet AVENIRS porté par l'ONISEP, relatif aux compétences à s'orienter</p> <p>Création à partir de la cinquième, d'une demi-journée avenir hebdomadaire pour améliorer l'orientation en faisant découvrir aux élèves de nombreux métiers.</p>

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		<p>Aides exceptionnelles à l'apprentissage et à l'alternance</p> <p>Plan tensions de recrutement (1,4 Md€)</p> <p>Renforcer l'acquisition et le développement des compétences à tout âge</p> <p>Mesures de soutien à la maîtrise des compétences numériques</p>	<p>Bilan du soutien à la dynamique de l'apprentissage : au 31 décembre 2021, les centres de formation d'apprentis accueillent 834 100 apprentis, soit une augmentation de 32,5 % par rapport à 2020, après 31,5 % l'année d'avant (chiffres DEPP).</p> <p>Prolongement des aides exceptionnelles à l'apprentissage et à l'alternance jusqu'au 31/12/2022</p> <p>Aide à l'embauche de certains demandeurs d'emploi en contrat de professionnalisation (alternance)</p> <p>Mise en œuvre d'actions de formations en situation de travail associées à des promesses d'embauche.</p> <p>Cadre national des certifications et cadre européen des certifications et de la formation tout au long de la vie (avec France compétences)</p> <p>Déploiement de Pix, plateforme multiservices permettant l'évaluation, le développement et la certifi-</p>	<p>Porter le nombre de parcours de Validation des acquis de l'expérience à 100 000 par an d'ici à cinq ans pour permettre à chacun de faire reconnaître les compétences acquises tout au long de sa carrière et de favoriser les transitions professionnelles.</p>

## ANNEXE : SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAYS

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		<p>Améliorer les conditions de travail des enseignants</p> <p>Améliorer la formation des enseignants.</p>	<p>cation des compétences numériques. Certification obligatoire du niveau de maîtrise des compétences numériques délivrée en fin de cycle 4 au collège et en fin de cycle terminal au lycée.</p> <p>Dédoublement des classes de grande section, Cours préparatoire (CP), Cours élémentaire première année (CE1) en éducation prioritaire</p> <p>Classes limitées à 24 élèves en grande section, CP et CE1 hors éducation prioritaire.</p> <p>Le plafonnement des classes à 24 élèves en grande section, CP et CE1 offre la possibilité aux professeurs de mieux accompagner chacun des élèves dans un cadre plus propice aux apprentissages. Il a bénéficié à 80% des classes en 2021.</p> <p>Les plans de formation en français et en mathématiques comme développement professionnel continu de tous les professeurs, pour une meilleure expertise disciplinaire</p> <p>Plan de formation pour la maternelle : déploiement d'une politique massive de formation et d'accompagnement des professeurs dans</p>	<p>Progressif depuis 2020, le plafonnement des effectifs à 24 élèves par classe sera achevé à la rentrée 2022.</p> <p>D'ici quatre ans, chaque professeur aura bénéficié d'une formation de cinq jours (30 h), l'une en français et l'autre en mathématiques.</p>

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		<p>Pacte pour la revalorisation générale de la rémunération des enseignants</p> <p>Mesures en faveur des élèves défavorisés</p>	<p>chaque académie Identification des pratiques efficaces</p> <p>Contrats locaux d'accompagnement (CLA) : établis par les autorités académiques pour une durée de trois ans, les CLA permettent d'introduire plus de progressivité dans l'allocation des moyens en faveur des écoles, des collèges et des lycées socialement proches de l'éducation prioritaire, ou bien</p>	<p>Au cours de l'année 2022-2023 organisation de formations, production de nouvelles ressources pour les professeurs.</p> <p>Rentrée 2023, le salaire minimum d'un enseignant en début de carrière sera de 2000 euros nets d'impôts.</p> <p>Reconnaissance financière des missions supplémentaires des enseignants (remplacement, du suivi individualisé, de l'accompagnement à l'orientation ou à l'insertion professionnelle ou des tâches de coordination) représentant une augmentation de salaire pouvant aller jusqu'à 20% du salaire initial.</p> <p>Amélioration de la formation initiale et continue avec une formation moins théorique et davantage tournée vers la pédagogie et le contact avec les élèves.</p> <p>Pour la rentrée 2022 : 184 écoles, 92 collèges et 64 lycées sont engagés dans la démarche avec la formalisation d'un projet pédagogique et éducatif.</p>

ANNEXE : SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAYS

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
			<p>ayant des besoins d'accompagnement particuliers identifiés, réduisant ainsi les effets de seuil constatés entre établissements en et hors éducation prioritaire.</p> <p>Cités éducatives : Label d'excellence qui conduit à un renforcement de la coordination entre acteurs locaux, avec des moyens dédiés</p> <p>230 M€ sur la période 2019-2023</p> <p>Territoires éducatifs Ruraux (TER) : constitution d'un réseau de coopérations autour de l'école comme point d'ancrage territorial au service d'un projet éducatif porteur d'ambition pour les élèves et leurs familles et vecteurs de rayonnement pour le territoire lui-même.</p>	<p>74 nouvelles cités éducatives en 2022 (soit 200 au total).</p> <p>Rentrée scolaire 2022 : un million d'enfants et de jeunes bénéficieront de cette démarche déployée autour de 475 collèges.</p> <p>Rentrée 2022 : 90 collèges et plus de 650 écoles sont engagés dans cette démarche.</p>
RECO N°4	<b>réduire la dépendance globale aux combustibles fossiles;</b>	Plan de « sobriété énergétique »		<p>Le plan de « sobriété énergétique » en cours d'élaboration vise à réduire les consommations énergétiques de l'ensemble des consommateurs nationaux pour assurer la sécurité d'approvisionnement à court terme, menacée par la guerre en Ukraine. Cela se traduit notamment par des travaux déjà engagés pour réduire la consommation énergétique française (carburant, gaz naturel, électricité) de 10 % en deux ans. Dans ce cadre,</p>

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		<p>Plan de résilience économique et social et mesures d'urgence pour diversifier l'approvisionnement en hydrocarbures de l'économie française et sécuriser son approvisionnement en énergie dès l'automne 2022</p>		<p>des groupes de travail sur la sobriété énergétique ont été lancés fin juin pour mobiliser tous les acteurs publics et privés avec pour objectif de construire des plans d'actions secteur par secteur. Les résultats de la concertation, ainsi que les propositions de mesures opérationnelles, seront rendus publics au début du mois d'octobre. Une campagne de communication grand public intitulée « Chaque geste compte » viendra également soutenir ces initiatives.</p> <p>Les administrations publiques réduiront la température de chauffage à 19 degrés pour l'hiver 2022-2023.</p> <p>Mise en place d'un mécanisme de sécurisation du remplissage des stockages permettant d'assurer un niveau de remplissage supérieur au niveau minimum de 85 % prévu par le mécanisme de régulation habituel.</p> <p>Possibilité de réquisitionner les centrales à gaz.</p> <p>Accélération de l'installation d'un terminal méthanier flottant au Havre.</p> <p>Organisation d'un délestage.</p>

## ANNEXE : SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAYS

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		<p>Décarbonation du mix énergétique à travers le renforcement de la filière nucléaire historique</p> <p>Offre publique d'achat simplifiée sur les titres de capital d'EDF dans l'objectif de retirer la société de la cote</p> <p>Décarbonation de l'industrie</p>	<p>Mobilisation de tous les moyens de production électriques.</p> <p>Lancement d'un programme de six réacteurs EPR2 et conduite d'études pour la construction de huit EPR2 supplémentaires. Tous les réacteurs existants pouvant être prolongés le seront également, sauf si des raisons de sûreté s'imposaient.</p> <p>France 2030 consacre également 1 Md€ au développement des petits réacteurs nucléaires (Small Modular Reactors).</p> <p>La loi du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 alloue 9,7 Md€ pour lancer une offre publique d'achat simplifiée sur les titres de capital d'EDF dans l'objectif de retirer la société de la cote. Cette opération permettra d'assurer l'indépendance et la souveraineté énergétique de la France, dont celle de pouvoir planifier sur le très long terme les moyens de production, de transport et de distribution d'électricité.</p> <p>Voir Partie II Composante 2 du PNRR</p>	

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		<p>Décarbonation et électrification des transports</p> <p>Développement du ferroviaire</p>	<p>Le plan France 2030 pérennise les actions de France Relance à travers un plan d'investissement massif doté de 54 Md€, dont 34 Md€ de crédits nouveaux. En consacrant 50 % de ses dépenses à la décarbonation de l'économie, France 2030 a pour objectif d'assurer la transition de la France vers une économie bas carbone. Ce plan comprend notamment 5 Md€ d'aides directes au déploiement de solutions de décarbonation et 0,6 Md€ pour financer l'innovation et l'industrialisation de technologies innovantes de décarbonation dans l'industrie.</p> <p>Voir Partie II Composante 3 du PNRR</p> <p>Développement des transports collectifs, et en particulier ferroviaires.</p> <p>Concernant la grande distance, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en mars 2022 afin d'identifier les acteurs et les freins au développement des trains de nuit internationaux. Les ordonnances créant les sociétés de financement de la part des collectivités de</p>	

## ANNEXE : SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAYS

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
				<p>grands projets de lignes ferroviaires à grande vitesse ont été promulguées au printemps 2022.</p> <p>Concernant les mobilités du quotidien, le 4ème appel à projet « Transports Collectifs en Site Propre et Pôles d'Echanges Multimodaux » permet à plus de 159 projets lauréats (annoncés fin 2021) de bénéficier de 900 M€ de subventions pour développer les transports collectifs urbains et interurbains.</p> <p>Deuxième plan vélo qui sera défini à l'occasion d'un comité interministériel du vélo en fin d'année ; ce plan sera doté de 250 millions d'euros en 2023 pour la conception d'infrastructures. 200 millions d'euros seront dédiés aux infrastructures et 50 millions d'euros au stationnement.</p> <p>Ce plan comprendra notamment un volet industriel (création d'un label France vélo comprenant des critères sociaux et environnementaux permettant de valoriser la filière française du vélo), des dispositifs d'aide à l'achat et des programmes de formations (reconduction du « Savoir Rouler à Vélo »).</p> <p>Des dispositifs d'aides financières (micro-crédit, expérimentation d'un prêt à taux zéro à partir de 2023,</p>

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		Soutien à l'innovation verte		<p>bonus écologique, surprime dans les zones à faibles émissions) restent disponibles pour soutenir la croissance de la part de véhicules électriques dans le parc automobile.</p> <p>Des aides à la conversion pourraient être prolongées ou des dispositifs de financement alternatifs, tel qu'un système de location de longue durée, envisagés afin de limiter davantage la charge financière des ménages.</p> <p>Les aides à l'installation de bornes de recharge (crédit d'impôt, certificats d'économie d'énergie) sont par ailleurs maintenues.</p> <p>Voir Partie II Composante 4 du PNRR</p> <p>Soutien et investissement en faveur de la R&amp;D par France 2030 (cf. <i>supra</i>)</p>
RECO N°4	<b>accélérer le déploiement des énergies renouvelables de taille industrielle et décentralisées en accroissant l'investissement public et en facilitant l'investissement privé, notamment en rationalisant encore les procédures d'octroi de permis et en veillant à ce que les administrations chargées de</b>	Projet de loi relatif à l'accélération des énergies renouvelables		<p>Le projet de loi relatif à l'accélération des énergies renouvelables vise à permettre à déployer deux fois plus vite qu'aujourd'hui les projets d'énergies renouvelables. Le projet de loi permet de simplifier les procédures, de libérer du foncier nécessaire pour les énergies renouvelables, et de renforcer l'acceptabilité des projets d'énergies renouvelables, en mettant en</p>

ANNEXE : SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAYS

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
	<b>l'octroi des permis disposent d'effectifs suffisants ;</b>			<p>œuvre des mesures de partage de la valeur des énergies décarbonées. Il a été présenté en Conseil des Ministres le 26/09.</p> <p>Une instruction du Gouvernement aux préfets le 16 septembre 2022 vise également à faciliter et accélérer le traitement des demandes liées à la production d'énergie renouvelable.</p> <p>Par ailleurs, des dispositions réglementaires sont en cours d'examen visant à assurer un traitement diligent des contentieux afférents aux ENR.</p> <p>Objectif d'une cinquantaine de parcs d'éolien en mer d'ici 2050 pour une capacité de 40 gigawatts</p>
RECO N°4	<b>améliorer le cadre réglementaire pour encourager la rénovation en profondeur des bâtiments;</b>	Article 155 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021 Décret n°2022-510 du 8 avril 2022  Article 160 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021	<p><i>Pour les bâtiments d'habitation :</i></p> <p>Introduction dans la loi d'une définition de la rénovation énergétique performante (atteinte de la classe B du DPE + étude de 6 postes travaux essentiels pour la rénovation, sauf exceptions) et de la rénovation énergétique performante globale (rénovation énergétique performante réalisée dans un délai limité)</p> <p>Introduction d'un critère de performance énergétique minimal, puis</p>	Voir Partie II Composante 1 du PNRR  Décret d'application à venir au T4 2022

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		<p>Article 159 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021</p> <p>Article 158 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021</p> <p>Décret n°2022-780 du 4 mai 2022 et arrêté du 4 mai 2022 relatif à l'audit énergétique réglementaire défini à l'article L. 126-28-1 du CCH</p> <p>Article 171 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021</p> <p>Décret n° 2022-663 du 25 avril 2022</p> <p>Article 151 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021</p>	<p>d'un niveau de performance énergétique minimal, dans la définition du « logement décent », qui définit les caractéristiques minimales des logements proposés à la location (classe DPE F à partir de 2025, classe DPE E à partir de 2028 et classe DPE D à partir de 2034)</p> <p>Gel des loyers des logements de classe DPE F et G depuis le 24 août 2022</p> <p>Obligation de réalisation d'un audit énergétique réglementaire pour les logements de classe DPE F et G proposés à la vente à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023, devant présenter des scénarios de rénovation correspondant à une rénovation performante, aboutissant à terme à la classe B du DPE (sauf exceptions)</p> <p>Obligation d'élaboration d'un Plan Pluriannuel de Travaux (PPT) pour les copropriétés, intégrant la programmation de travaux d'économies d'énergie et de réduction des émissions de GES</p> <p>Introduction dans la loi d'une incitation accrue à la réalisation de rénovations énergétiques performantes</p>	

ANNEXE : SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAYS

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		<p>Renforcement de MaPrimeRénov'</p> <p>Article L. 174-1 du CCH</p> <p>Article R. 174-26 du CCH</p> <p>Arrêté « méthode » du 10 avril 2020</p> <p>Arrêté « valeurs absolues de référence » du 24 novembre 2020</p>	<p><i>Pour les bâtiments tertiaires :</i></p> <p>Dispositif éco-énergie tertiaire</p>	<p>Les crédits associés au dispositif MaPrimeRénov' ont été fortement augmentés depuis sa mise en place et atteignent ainsi 2,4 Md€ depuis la loi de finances rectificative de 2022 du 16 août 2022. Il s'agit désormais d'améliorer significativement la performance de ces rénovations afin d'atteindre nos objectifs climatiques, en ciblant la rénovation des passoires énergétiques et les rénovations les plus performantes.</p> <p>Arrêtés procédant à l'adaptation des barèmes d'aides à la rénovation</p> <p>Arrêtés complémentaires pour la définition des « valeurs absolues de référence » pour la consommation énergétique des bâtiments assujettis, modifiant l'arrêté du 24 novembre 2020</p>
RECO N°4	<b>développer la capacité d'interconnexion énergétique</b>	<p>Renforcement de l'interconnexion électrique avec le Royaume-Uni</p> <p>Renforcement de l'interconnexion électrique avec l'Irlande et l'Espagne</p>	Mise en service d'Eleclink	Délivrance prochaine (fin 2022/début 2023) des autorisations administratives pour les projets Celtic (Irlande) ou Golfe de Gascogne (Espagne). Ce dernier viendra doubler les capacités d'échange

Recommandation	Sous-recommandation	Mesures	Fait	En cours / à venir
		Développement d'un flux de gaz de la France vers l'Allemagne		<p>d'électricité entre l'Espagne et la France à horizon 2027.</p> <p>Dans le cadre du mécanisme européen de solidarité sur l'approvisionnement en gaz, un accord bilatéral est en cours de négociation avec l'Allemagne. Il inclut notamment des mesures pour accroître les capacités d'exportation de gaz vers l'Allemagne.</p> <p>Des mesures exceptionnelles ont été prises afin de permettre la mise en place d'un flux interruptible de la France à l'Allemagne, un premier test a eu lieu le 7 septembre. Le flux devrait pouvoir être opérationnel après validation de la CRE courant octobre.</p>

## Tableaux prévisionnels détaillés – scénario économique

Tableau 1 : Ressources et emplois de biens et services -  
Produit intérieur brut et composantes

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT NOMINAL - en Md€	2021		2022	2023	2023/2019
	2 501		2 642	2 763	
	Niveau (Md€)	Variation annuelle	Variation annuelle	Variation annuelle	Écart au niveau d'avant-crise (pt)
<b>RESSOURCES</b>					
Produit intérieur brut	2 501	6,8	2,7	1,0	2,0
Importations	785	7,8	6,6	2,5	2,4
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>3 286</b>	<b>7,0</b>	<b>3,7</b>	<b>1,4</b>	<b>2,1</b>
<b>EMPLOIS</b>					
Consommation finale privée	1 317	5,3	2,5	1,4	1,9
Consommation finale des administrations publiques	606	6,4	2,4	1,0	5,6
Formation brute de capital fixe	606	11,4	2,3	0,1	4,5
- dont <i>FBCF des sociétés non financières et entreprises individuelles</i>	341	11,4	1,4	0,9	6,1
- dont <i>FBCF des ménages hors entreprises individuelles</i>	145	17,0	1,5	-0,9	3,7
- dont <i>FBCF des administrations publiques</i>	90	2,7	6,7	-1,6	2,0
Exportations	737	8,6	6,8	2,7	-1,1
Variations de stocks et objets de valeur	20				
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>3 286</b>	<b>7,0</b>	<b>3,7</b>	<b>1,4</b>	<b>2,1</b>
<b>Contributions à la croissance du PIB</b>					
Demande intérieure finale hors stocks		7,0	2,5	1,0	
Variations de stocks et objets de valeur		-0,3	0,3	0,0	
Commerce extérieur		0,1	0,0	0,0	

Tableau 2 : Ressources et emplois de biens et services - évolutions en prix

	2021	2022	2023
	Variation annuelle	Variation annuelle	Variation annuelle
<b>RESSOURCES</b>			
Produit intérieur brut	1,3	2,8	3,6
Importations	7,0	16,7	3,0
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>2,6</b>	<b>6,2</b>	<b>3,4</b>
<b>EMPLOIS</b>			
Consommation finale privée	1,6	4,7	4,1
Consommation finale des administrations publiques	-1,1	0,8	0,8
Formation brute de capital fixe	2,6	5,6	3,6
Exportations	6,8	12,0	4,1
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>2,6</b>	<b>6,2</b>	<b>3,4</b>
<b>AUTRES INDICES DE PRIX</b>			
Indice des prix à la consommation	1,6	5,3	4,2
Indice des prix hors tabac	1,6	5,4	4,3
Indice des prix harmonisé	2,1	5,9	4,7

**ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DU SCÉNARIO MACROÉCONOMIQUE**

Tableau 3 : Capacité de financement			
	2021	2022	2023
	en % PIB	en % PIB	en % PIB
<b>CAPACITÉ DE FINANCEMENT DE LA NATION</b>	<b>-0,4</b>	<b>-2,1</b>	<b>-1,1</b>
<i>dont :</i>			
- Balance des biens et services	-1,9	-3,6	-3,2
- Balance des revenus et transferts	1,2	1,3	1,9
- Compte de capital	0,4	0,3	0,2
<b>CAPACITÉ DE FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVÉ</b>	<b>6,1</b>	<b>2,9</b>	<b>3,9</b>
<i>dont :</i>			
- Ménages	4,8	3,5	3,5
- Sociétés non financières	1,5	-1,2	-0,9
<b>CAPACITÉ DE FINANCEMENT DU SECTEUR PUBLIC*</b>	<b>-6,5</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>

(\*) Au sens de Maastricht.

Tableau 4 : Commerce extérieur de la France			
	2021	2022	2023
	Niveau en Md€	Niveau en Md€	Niveau en Md€
<b>SOLDE COMMERCIAL CAF-FAB Brut en Md€</b>	<b>-101</b>	<b>-173</b>	<b>-171</b>
<i>dont :</i>			
- produits agricoles	1	4	5
- énergie	-44	-106	-103
- industrie	-65	-78	-79
<b>Solde commercial FAB-FAB - en niveau</b>	<b>-85</b>	<b>-156</b>	<b>-154</b>
<b>Solde commercial FAB-FAB - en points de PIB</b>	<b>-3,4</b>	<b>-5,9</b>	<b>-5,6</b>

Tableau 5 : Sociétés non financières - Données détaillées

	2021		2022	2023
	Niveau en Md€	Variation annuelle	Variation annuelle	Variation annuelle
<b>VALEUR AJOUTÉE (VA)</b>	<b>1 290</b>	<b>9,7</b>	<b>7,5</b>	<b>5,5</b>
Rémunération des salariés	836	9,0	8,4	5,1
<b>Ratio : Rémunération des salariés / VA - niveau en %</b>	<b>64,8</b>	<b>64,8</b>	<b>65,4</b>	<b>65,1</b>
Impôts sur la production	65	-11,4	10,9	3,4
Subventions d'exploitation	-53	37,6	-36,4	-1,6
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>442</b>	<b>18,2</b>	<b>0,0</b>	<b>6,1</b>
<b>Ratio - EBE / VA : Taux de marge des SNF - niveau en %</b>	<b>34,3</b>	<b>34,3</b>	<b>31,9</b>	<b>32,1</b>
Revenus de la propriété versés	309	23,6	22,4	32,2
Revenus de la propriété reçus	286	44,8	21,9	31,4
Impôts sur le revenu et le patrimoine	52	15,3	25,0	-9,8
<b>ÉPARGNE BRUTE</b>	<b>347</b>	<b>34,8</b>	<b>-7,0</b>	<b>7,5</b>
<b>Ratio : Taux d'épargne (Épargne brute / VA) - niveau en %</b>	<b>26,9</b>	<b>26,9</b>	<b>23,3</b>	<b>23,8</b>
Formation brute de capital fixe (FBCF)	330	13,7	6,7	4,3
<b>Ratio : Taux d'autofinancement (Épargne / FBCF) - niveau en %</b>	<b>105,3</b>	<b>105,3</b>	<b>91,7</b>	<b>94,5</b>
<b>Ratio : Taux d'investissement (FBCF / VA) - niveau en %</b>	<b>25,6</b>	<b>25,6</b>	<b>25,4</b>	<b>25,1</b>
Variation des stocks (1)	16,5	16,5	38,4	44,7
<b>CAPACITÉ / BESOIN DE FINANCEMENT (en niveau en points de VA)</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>-2,3</b>	<b>-1,6</b>

(1) Variations de stocks – niveau en milliards

Tableau 6 : Ménages - Comptes de revenus				
	2021		2022	2023
	Niveau en Md€	Variation annuelle	Variation annuelle	Variation annuelle
<b>RESSOURCES</b>				
Salaires bruts	978	7,4	7,6	4,6
- <i>Cotisations sociales salariés</i>	121	6,7	7,4	4,8
Salaires nets	857	7,5	7,7	4,6
Revenu mixte (principalement des entrepreneurs individuels)	132	5,7	0,4	2,3
Excédent brut d'exploitation (hors entrepreneurs individuels)	200	2,3	2,6	3,4
Prestations sociales en espèces	559	-1,5	1,4	3,7
Revenus de la propriété	96	4,9	12,8	18,0
Autres ressources	80	7,7	6,0	4,9
<b>EMPLOIS</b>				
Cotisations sociales non-salariés	30	3,1	7,1	1,4
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	249	3,7	5,4	1,8
Revenus de la propriété versés	13	-6,3	9,7	45,7
Autres emplois	78	6,3	4,6	4,0
<b>REVENU DISPONIBLE BRUT (RDB)</b>	<b>1 555</b>	<b>4,0</b>	<b>4,9</b>	<b>5,1</b>

## ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DE FINANCES PUBLIQUES

Tableau 7 : Ménages - Du revenu à la capacité de financement

	2021		2022	2023
	Niveau en Md€	Variation annuelle	Variation annuelle	Variation annuelle
<b>REVENU DISPONIBLE BRUT (RDB)</b>				
Pouvoir d'achat du RDB (variation en %)	1 555	4,0	4,9	5,1
Dépenses de consommation	2,3	2,3	0,0	0,9
	1 265	7,0	7,4	5,6
<b>ÉPARGNE BRUTE</b>				
TAUX D'ÉPARGNE GLOBAL (Épargne brute/RDB) - en niveau	290	-7,3	-6,2	2,4
Formation brute de capital fixe	18,7	18,7	16,7	16,3
Autres emplois nets	155	21,4	7,6	3,0
	16	38,4	-19,0	-11,7
<b>SOLDE FINAL - CAPACITÉ DE FINANCEMENT (en Md€)</b>				
TAUX D'ÉPARGNE FINANCIÈRE (Capacité de financement /RDB) – en niveau	119,1	119,1	92,5	95,5
	7,7	7,7	5,7	5,6

Tableau 8 : Environnement international – principaux chiffres

	2021	2022	2023
Taux d'intérêt directeur BCE (refinancement, moyenne annuelle)	0,0	0,6	2,4
Taux obligataire à 10 ans en France (moyenne annuelle)	0,0	1,5	2,6
Taux de change \$/€ (moyenne annuelle)	1,18	1,06	1,02
Taux de change effectif nominal de la France en taux de croissance	0,6	-2,4	-1,5
Croissance mondiale (hors UE)	6,2	3,3	3,3
Demande mondiale en biens adressée à la France, en taux de croissance	11,5	5,5	1,6
Importations mondiales (hors UE), en taux de croissance	13,2	4,7	2,3
Prix du pétrole (Brent, USD/baril)	71	103	90

Tableau 9 : Environnement international – prévisions de croissance du PIB

	2021		2022	2023	2023 / 2019
	Niveau * (Md USD)	Variation annuelle	Variation annuelle	Variation annuelle	Écart au niveau d'avant-crise (pt)
France	2 956	6,8	2,7	1,0	2,0
Royaume-Uni	3 187	7,4	3,2	-0,8	-0,2
UE à 27	17 150	5,4	3,2	1,9	3,6
Zone euro	14 542	5,2	3,1	1,5	3,4
Zone euro hors France	14 193	4,8	3,2	1,7	3,7
États-Unis	22 996	5,7	1,6	1,2	5,0
Japon	4 930	1,7	1,3	1,8	0,1

(\*) Les comptes des États-Unis et du Japon sont en Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008), ceux de la France, du Royaume-Uni, de la zone euro et de l'UE sont en SCN 2008/Système européen de comptes 2010 (SEC 2010).

**Tableau 10 : Environnement international - prix à la consommation**

	2020	2021	2022	2023
France (indice des prix à la consommation)	0,5	1,6	5,3	4,2
Royaume-Uni	0,8	2,6	9,8	9,6
Zone euro	0,3	2,6	8,0	4,6
États-Unis	1,2	4,7	8,1	3,4
Japon	0,0	-0,2	2,0	1,4

**Tableau 11 : Marché du travail**

	2021		2023	
	Niveau	Variation annuelle	Variation annuelle	Variation annuelle
<b>Emplois des personnes physiques - Ensemble de l'économie<sup>1</sup> – Moyenne annuelle</b>	<b>29 007</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>0,7</b>
Emplois personnes physiques - France métropolitaine, <i>ensemble des secteurs - Moyenne annuelle<sup>2</sup> - en milliers</i>	29 200	690	650	210
Emplois salariés personnes physiques -France métropolitaine, <i>Secteurs marchands non agricoles (SMNA) - Moyenne annuelle<sup>2</sup></i>	17 350	2,8	2,9	0,7
Emplois salariés personnes physiques - France métropolitaine, <i>Secteurs marchands non agricoles (SMNA) - Glissement annuel<sup>2</sup> en fin d'année - en milliers</i>	17 732	785	210	70
<b>Rémunérations - Ensemble de l'économie</b>	<b>1 284</b>	<b>7,5</b>	<b>7,2</b>	<b>4,6</b>
Salaire moyen par tête - Branches marchandes non agricoles (BMNA)		5,5	5,5	4,2
<b>Productivité du travail - Ensemble de l'économie<sup>3</sup></b>		<b>4,7</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>

(1) Population occupée (France entière), concept national selon la définition des comptes nationaux.

(2) Estimations d'emploi localisées (Estel).

(3) Productivité par tête (PIB volume / Emploi total).

**Tableau 12 : Croissance effective et croissance potentielle**

	2021	2022	2023
	Variation Annuelle	Variation annuelle	Variation annuelle
<b>Croissance effective</b>	<b>6,8</b>	<b>2,7</b>	<b>1,0</b>
<b>Croissance potentielle</b>	<b>1,30</b>	<b>1,35</b>	<b>1,35</b>
Contributions :			
- travail	0,3 / 0,4	0,3 / 0,4	0,3 / 0,4
- capital	0,5 / 0,6	0,5 / 0,6	0,5 / 0,6
- productivité globale des facteurs	0,4 / 0,5	0,4 / 0,5	0,4 / 0,5
<b>Révision</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Écart de production (en % du PIB potentiel)</b>	<b>-2,4</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,4</b>

## ANNEXE : TABLEAUX DETAILLÉS DE FINANCES PUBLIQUES

		Code SEC	2021	2022	2023
			% du PIB	% du PIB	% du PIB
1. Administrations publiques	S.13	-6,5	-5,0	-5,0	
2. Administrations publiques centrales (État et ODAC)	S.1311	-5,8	-5,4	-5,6	
3. Administrations d'États fédérés	S.1312				
4. Administrations publiques locales	S.1313	0,0	0,0	-0,1	
5. Administrations de sécurité sociale	S.1314	-0,7	0,5	0,8	
6. Charges d'intérêts	EDP D.41	1,4	1,8	1,6	
7. Solde primaire (1 + 6)		-5,1	-3,2	-3,4	
8. Mesures exceptionnelles ("one-off", en % du PIB potentiel)*		-0,1	-0,1	-0,2	
9. Croissance du PIB en volume (en %)		6,8	2,7	1,0	
10. Croissance potentielle en volume (en %)		1,30	1,35	1,35	
11. Écart de production (en % du PIB potentiel)		-2,4	-1,1	-1,4	
12. Composante conjoncturelle du solde public (0,57 * écart de production)		-1,4	-0,6	-0,8	
13. Solde public corrigé des variations conjoncturelles (1 - 12)		-5,2	-4,4	-4,2	
14. Solde primaire corrigé des variations conjoncturelles (13 + 6)		-3,8	-2,6	-2,6	
15. Solde structurel (13 - 8) (% du PIB potentiel)		-5,1	-4,2	-4,0	

\*Un signe positif correspond à des mesures exceptionnelles réduisant le déficit

Tableau 14 : Évolution de la dette publique					
		Code SEC	2021	2022	2023
			% du PIB	% du PIB	% du PIB
1. Dette brute			112,8	111,5	111,2
2. Variation du ratio d'endettement brut			-2,1	-1,4	-0,3
Contributions à l'évolution du ratio d'endettement brut					
3. Solde primaire			-5,1	-3,2	-3,4
4. Charges d'intérêt	D.41	1,4	1,8	1,6	
5. Flux de créances		0,1	-0,3	-0,4	
p.m.: Taux d'intérêt apparent sur la dette (%)*		1,2	1,6	1,4	
Dette hors soutien financier à la zone Euro		110,2	109,0	108,9	

\*Le taux d'intérêt apparent sur la dette correspond à la charge d'intérêt de l'année N exprimée en pourcentage de la dette publique de l'année N.

Tableau 15 A : Engagements contingents

	Code SEC	2021	2022	2023
		% du PIB	% du PIB	% du PIB
<b>Dettes garanties par l'État</b>		12,8		

Tableau 15 B : Mesures en garanties en réponse à la crise de la covid-19

en % du PIB 2022	Date d'adoption	Montant de garantie maximum	Montant de la garantie portée
Dispositif de garantie exceptionnelle de l'État pour les prêts aux entreprises	2020	11,4	5,4
Activation d'une réassurance publique sur les encours d'assurance-crédit (dispositifs Cap/Cap+)	2020	0,3	0,1
Mise en place d'une réassurance des crédits-export de court terme	2020	0,2	0,0
SURE	2020	0,2	0,2
FGE (BEI)	2020	0,2	0,1
<b>Total mesures en garantie</b>		<b>12,2</b>	<b>5,8</b>

Tableau 16 : Effort structurel par sous-secteur

Administration publiques centrales			
	2021	2022	2023
<b>Solde public</b>	<b>-5,8</b>	<b>-5,4</b>	<b>-5,6</b>
Solde structurel (en % du PIB potentiel)	-5,0	-5,0	-5,0
Ajustement structurel	-2,2	0,1	-0,1
<i>dont effort structurel</i>	-2,6	-0,4	0,7
<i>dont opérations neutres sur le solde public*</i>	-0,4	0,0	0,1
Administrations publiques locales			
	2021	2022	2023
<b>Solde public</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
Solde structurel (en % du PIB potentiel)	0,1	0,0	0,0
Ajustement structurel	-0,2	-0,1	-0,1
<i>dont effort structurel</i>	-0,6	-0,1	0,1
<i>dont opérations neutres sur le solde public*</i>	0,3	0,0	-0,2
Administrations de sécurité sociale			
	2021	2022	2023
<b>Solde public</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>
Solde structurel (en % du PIB potentiel)	-0,2	0,7	1,1
Ajustement structurel	-0,9	0,9	0,4
<i>dont effort structurel</i>	-1,3	0,3	0,4
<i>dont opérations neutres sur le solde public*</i>	0,1	0,0	0,1

\*Mesures de périmètre et transferts entre sous-secteurs

## ANNEXE : TABLEAUX DETAILLÉS DE FINANCES PUBLIQUES

**Tableau 17 : Décomposition de l'ajustement structurel et de l'effort structurel**

	2021	2022	2023
<b>Solde public (en % du PIB)</b>	<b>-6,5</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>
Solde conjoncturel	-1,4	-0,6	-0,8
Mesures ponctuelles et temporaires (en % du PIB potentiel)	-0,1	-0,1	-0,2
Solde structurel (en % du PIB potentiel)	-5,1	-4,2	-4,0
<b>Ajustement structurel</b>	<b>-3,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>
dont effort structurel	-4,5	-0,2	1,3
<i>dont mesures nouvelles en recettes hors mesures ponctuelles et temporaires</i>	-0,6	-0,3	0,0
<i>dont effort en dépense</i>	-3,8	0,1	1,3
dont composante non discrétionnaire	1,2	1,0	-1,1
<i>dont recettes hors PO</i>	0,9	-0,1	-0,3
<i>dont effet d'élasticités fiscales</i>	0,3	1,1	-0,7

**Tableau 18 : Prévisions de recettes et dépenses des administrations publiques à "politique inchangée"**

Administrations publiques (S.13)	Code SEC	2021	2022	2023
		% du PIB	% du PIB	% du PIB
<b>1. Recettes totales (brutes des crédits d'impôts)</b>		<b>52,5</b>	<b>53,4</b>	<b>52,5</b>
dont				
1.1. Taxes et impôts sur production	D.2	16,6	16,9	17,1
1.2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	D.5	12,9	13,4	12,7
1.3. Impôts en capital	D.91	0,7	0,7	0,6
1.4. Cotisations sociales	D.61	16,8	16,9	16,8
1.5. Revenus de la propriété	D.4	0,6	0,6	0,7
1.6. Autres		4,9	4,9	4,5
p.m. Prélèvements obligatoires (hors UE)*		44,1	45,1	44,7
<b>2. Dépenses totales (y compris crédits d'impôts)</b>		<b>59,0</b>	<b>57,6</b>	<b>57,0</b>
dont				
2.1. Rémunération des salariés	D.1	12,5	12,2	12,2
2.2. Consommations intermédiaires	P.2	5,1	5,1	5,1
2.3. Prestations sociales et transferts sociaux	D.62, D.63	26,9	25,4	25,1
dont prestations chômage		1,7	1,3	1,2
2.4. Charges d'intérêts	D.41	1,4	1,8	1,6
2.5. Subventions	D.3	3,3	3,2	3,2
2.6. Formation brute de capital fixe	P.51	3,6	3,8	3,8
2.7. Transferts en capital	D.9	1,6	1,5	1,5
2.8 Autres		4,6	4,6	4,4

Note : dépense et recettes en SEC 2010 (y.c. compris crédits d'impôts pour la dépense et recettes brutes).

\*Prélèvement obligatoire net des crédits d'impôts et non bruts

**Tableau 19 : Prévisions de recettes et dépenses des administrations publiques**

Administrations publiques (S.13)	Code SEC	2021	2022	2023
		% du PIB	% du PIB	% du PIB
<b>1. Recettes totales (brutes des crédits d'impôts)</b>		<b>52,5</b>	<b>53,3</b>	<b>52,2</b>
donc				
1.1. Taxes et impôts sur production	D.2	16,6	16,9	17,0
1.2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	D.5	12,9	13,3	12,6
1.3. Impôts en capital	D.91	0,7	0,7	0,6
1.4. Cotisations sociales	D.61	16,8	16,9	16,8
1.5. Revenus de la propriété	D.4	0,6	0,6	0,7
1.6. Autres		4,9	4,9	4,5
p.m. Prélèvements obligatoires (hors UE)*		44,1	45,0	44,4
<b>2. Dépenses totales (y compris crédits d'impôts)</b>		<b>59,0</b>	<b>58,2</b>	<b>57,2</b>
donc				
2.1. Rémunération des salariés	D.1	12,5	12,4	12,2
2.2. Consommations intermédiaires	P.2	5,1	5,2	5,1
2.3. Prestations sociales et transferts sociaux	D.62, D.63	26,9	25,7	25,2
donc prestations chômage		1,7	1,3	1,2
2.4. Charges d'intérêts	D.41	1,4	1,8	1,6
2.5. Subventions	D.3	3,3	3,2	3,2
2.6. Formation brute de capital fixe	P.51	3,6	3,9	3,9
2.7. Transferts en capital	D.9	1,6	1,6	1,5
2.8 Autres		4,6	4,6	4,4

Note : dépense et recettes en SEC 2010 (y.c. compris crédits d'impôts pour la dépense et recettes brutes).

\*Prélèvement obligatoire net des crédits d'impôts et non bruts

## ANNEXE : TABLEAUX DETAILLÉS DE FINANCES PUBLIQUES

Tableau 20 : Calcul de l'agrégat de la règle en dépense

	2021	2021	2022	2023
	niveau en Md€	% du PIB	% du PIB	% du PIB
<b>1. Dépense totale (y compris crédits d'impôt)</b>	<b>1476,7</b>	<b>59,0</b>	<b>58,2</b>	<b>57,2</b>
2. Mesures ponctuelles et temporaires en dépense (y compris crédits d'impôt)	0,9	0,0	0,1	0,2
3. Dépenses d'intérêt	34,7	1,4	1,8	1,6
4. Dépenses de programmes UE parfaitement provisionnées par des fonds UE (RRF)	13,7	0,5	0,4	0,2
5. Dépenses d'investissement courantes	89,7	3,6	3,9	3,9
6. Dépenses d'investissement lissées sur 4 ans	86,0	3,4	3,5	3,5
7. Prestations chômage conjoncturelles	2,9	0,1	0,0	0,1
<b>8. Agrégat règle en dépense (=1-2-3-4-[5-6]-7)</b>	<b>1420,8</b>	<b>56,8</b>	<b>55,4</b>	<b>54,8</b>
9. Effet des mesures discrétionnaires en recettes (brut des CI, hors mesures ponctuelles et temporaires)	-16,0	-0,6	-0,3	0,0
10. Hausses de recettes automatiquement prévues par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>11. Agrégat net règle en dépense (= 8-9-10)</b>	<b>1436,9</b>	<b>57,5</b>	<b>55,7</b>	<b>54,8</b>

Note : le volet préventif du pacte de stabilité prévoit que la croissance en volume de la dépense des administrations publiques, nette des mesures nouvelles en recettes, doit, en fonction de la position du pays par rapport à son objectif de moyen terme (OMT), "ne pas dépasser un taux de référence [ou un taux inférieur pour les pays qui n'ont pas atteint leur OMT] pour la croissance potentielle du PIB à moyen terme, sauf si ce dépassement est compensé par des mesures discrétionnaires en matière de recettes" (Règlement 1466/97 amendé). Cette règle, qui s'insère dans une évaluation globale prenant pour référence le solde structurel, permet de se concentrer sur les composantes directement pilotables par le législateur au sein de l'ajustement structurel. En particulier, le champ considéré est la dépense des administrations publiques, hors charges d'intérêt et dépenses conjoncturelles de chômage, et nette des mesures nouvelles en recettes.

Tableau 21 : Dépenses des administrations publiques par fonction*			
En points de PIB	Code CO-FOG	2019	2020
<b>1. Services publics généraux</b>	<b>1</b>	5,6	5,8
<b>2. Défense</b>	<b>2</b>	1,7	1,9
<b>3. Ordre et sûreté publics</b>	<b>3</b>	1,6	1,8
<b>4. Affaires économiques</b>	<b>4</b>	5,9	6,8
<b>5. Protection de l'environnement</b>	<b>5</b>	1,0	1,0
<b>6. Logement et développement urbain</b>	<b>6</b>	1,1	1,1
<b>7. Santé</b>	<b>7</b>	8,0	9,0
<b>8. Loisir, culture et religion</b>	<b>8</b>	1,4	1,5
<b>9. Education</b>	<b>9</b>	5,2	5,5
<b>10. Protection sociale</b>	<b>10</b>	23,8	27,3
<b>11. Dépenses totales</b>	<b>TE</b>	55,4	61,6

\* Dernières données Eurostat disponibles par fonction COFOG

Tableau 22 : Ecarts depuis le dernier programme de stabilité					
	Code SEC	2021	2022	2023	
		% PIB	% PIB	% PIB	
<b>Solde public</b>					
Programme de stabilité		-6,4	-5,0	-5,0	
Projet de plan budgétaire	B.9	-6,5	-5,0	-5,0	
Différence		-0,1	0,0	0,0	
<b>Solde à politique inchangée*</b>					
Programme de stabilité		-6,4	-4,7	-5,1	
Projet de plan budgétaire	B.9	-6,5	-4,2	-4,5	
Différence		-0,1	+0,5	+0,6	

\*Depuis mai 2022

ANNEXE : TABLEAUX DETAILLÉS DE FINANCES PUBLIQUES

**Tableau 23 : Ensemble des mesures nouvelles en prélèvements obligatoires sur la période 2021-2023**

	2021	2022	2023
<b>État</b>	<b>-17,9</b>	<b>1,6</b>	<b>3,6</b>
<b>Sous-total mesures PLF / PLFSS 2023</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-5,1</b>
Suppression de la CVAE	0,0	0,0	-4,0
Bouclier tarifaire TICFE	0,0	0,0	-1,4
Autres mesures	0,0	0,0	0,6
<b>LFR I 2022</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,8</b>
Report de la suppression de la niche TICPE sur le gazole non-routier	0,0	0,0	-0,6
Autres mesures	0,0	-0,1	-0,2
<b>Autres mesures 2022</b>	<b>0,0</b>	<b>9,2</b>	<b>9,5</b>
Barème kilométrique	0,0	-0,4	-0,1
Traitements en recettes des gains sur charges de SPE	0,0	9,6	9,6
<b>Sous-total mesures PLF / PLFSS 2022</b>	<b>0,0</b>	<b>-8,1</b>	<b>-2,3</b>
Transformation du CI-SAP en dispositif contemporain	0,0	-0,4	-1,6
Bouclier tarifaire TICFE	0,0	-7,4	-0,7
Retour TVA du bouclier tarifaire sur la TICFE	0,0	-0,9	-0,2
Retour IS du bouclier tarifaire sur la TICFE	0,0	0,7	0,2
Autres mesures	0,0	-0,1	-0,2
<b>Autres mesures 2021</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,0</b>	<b>-0,0</b>
Suppression de la Taxe sur le Résultat des Entreprises Ferroviaires	-0,2	0,0	-0,0
Autres mesures	0,0	-0,0	0,0
<b>LFR I 2021</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,5</b>
Report de la mesure supprimant la niche TICPE sur le GNR	-0,3	-0,4	0,5
Assouplissement des paramètres du carry-back	-0,1	0,1	0,0
Autres mesures	-0,1	0,1	0,0
<b>Sous-total mesures LFI / LFSS 2021</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,0</b>	<b>-0,6</b>
Crédit d'impôt pour la rénovation thermique des TPE/PME	0,0	-0,1	0,1
Effet retour IS plan de relance (baisse des impôts de production)	1,5	1,3	-0,6
Contribution d'Action Logement au FNAL	1,0	-1,0	0,0
Impact de la révision des valeurs locatives sur la TA-CFE	-0,1	0,0	0,0
Autres mesures	-0,1	-0,2	-0,1

**Tableau 23 (suite) : Ensemble des mesures nouvelles en prélèvements obligatoires sur la période 2021-2023**

<i>Autres mesures 2020</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Avance de R&D pour les transporteurs routiers	0,3	0,0	0,0
<i>LFR IV 2020</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>
CI bailleurs	-0,1	0,1	0,0
<i>LFR III 2020</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,2</i>
Remboursement immédiat des créances de carry-back	-0,3	0,4	0,0
Report de la mesure supprimant la niche TICPE sur le GNR	-0,2	0,5	-0,1
Autres mesures	-0,0	-0,1	-0,0
<i>Sous-total mesures LFI / LFSS 2020</i>	<i>-4,8</i>	<i>-3,2</i>	<i>-2,6</i>
Réforme du barème de l'impôt sur le revenu	-0,4	0,0	0,0
Lissage de la chronique de baisse du taux d'IS de 33⅓ % à 25 %	-1,4	-0,8	-0,0
Contribution d'Action Logement au FNAL	-0,5	0,0	0,0
Suppression de la TH - État	-2,6	-2,8	-2,8
Suppression de la niche TICPE sur le gazole non-routier	0,5	-0,1	0,3
Réduction d'une niche de R&D de TICPE transporteurs routiers	0,1	0,0	0,0
Prorogation CITE	-0,5	0,5	0,0
Autres mesures	-0,0	-0,1	-0,0
<i>Loi du 24 juillet 2019</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Report de la baisse du taux d'IS de 33⅓ à 31 % pour les entreprises de plus de 250 M de CA	-0,1	0,0	0,0
<i>MUES</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>
Défiscalisation des heures supplémentaires	-0,4	0,4	0,0
Retour IR de la mesure CSG retraités (rétablissement du taux à 6,6 %)	0,0	-0,1	0,0
<i>Sous-total mesures LFI / LFSS 2019</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,0</i>
Prolongation du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE)	1,1	0,0	0,0
Retour IR de l'exonération de charges salariales sur les heures supplémentaires	0,2	0,0	0,0
Mesures d'intégration fiscale (dont taxation à taux zéro des plus-values brutes à long terme provenant de cessions de titres de participation)	-0,1	-0,0	0,0
Prorogation des aides fiscales à l'économie ultra-marine	0,0	-0,4	0,0

ANNEXE : TABLEAUX DETAILLÉS DE FINANCES PUBLIQUES

**Tableau 23 (suite) : Ensemble des mesures nouvelles en prélèvements obligatoires sur la période 2021-2023**

<i>Sous-total mesures LFI / LFSS 2018</i>	<b>-1,3</b>	<b>-1,1</b>	<b>5,0</b>
Retour IR et IS de la bascule CICE / cotisations	-2,3	-0,2	0,0
Baisse du taux d'IS de 33% à 25%	-2,2	-2,1	-0,3
Instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu	0,3	0,0	0,0
Prorogation du dispositif Pinel	-0,2	-0,2	-0,1
Prorogation et recentrage du dispositif PTZ	-0,2	-0,2	-0,1
Retour IR de la bascule cotisations / CSG	0,6	-0,4	0,0
Baisse de taux de 7 % à 6% et suppression du CICE	2,8	1,9	5,6
Autres mesures	0,1	0,2	0,0
<i>Autres mesures</i>	<b>-1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>
Correction en droits constatés de l'impôt sur le revenu	0,2	0,0	0,0
Montée en charge du CICE (mesures adoptées jusqu'à la LFI 2017)	-1,3	-0,1	0,1
Contentieux	-0,1	0,8	-0,1
Prolongation d'un an de la mesure de suramortissement	0,1	0,3	0,0
Prorogation jusqu'en 2020 des CI en faveur des investissements en outre-mer	0,0	0,2	0,0
Autres mesures	-0,1	0,1	0,4
<i>Transferts de recettes</i>	<b>-12,6</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,2</b>
Transferts de recettes des APUL	-10,9	0,8	1,2
Transferts de recettes des ASSO	-2,2	2,1	-0,7
Transferts de recettes des ODAC	0,5	0,1	-0,7
<b>ASSO</b>	<b>5,2</b>	<b>-3,0</b>	<b>0,9</b>
<i>Sous-total mesures LFI / LFSS 2023</i>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,6</b>
Harmonisation de la fiscalité sur les produits du tabac (brut des effets de comportement)	0,0	0,0	0,6
<i>LFI / 2022</i>	<b>0,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,6</b>
Baisse de cotisations des travailleurs indépendants	0,0	-0,1	-0,6
Autres mesures	0,0	-0,3	0,0
<i>Sous-total mesures LFI / LFSS 2021</i>	<b>-0,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,1</b>
Surtaxe exceptionnelle sur les organismes complémentaires	-0,5	-0,5	0,0
Autres mesures	0,0	-0,1	0,1

**Tableau 23 (suite) : Ensemble des mesures nouvelles en prélevements obligatoires sur la période 2021-2023**

	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>
<b>Sous-total mesures LFI / LFSS 2020</b>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>
Mesure de rationalisation micro-entreprises - exonération cotisations ACRE (aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises)	0,1	0,1	0,0
<b>Sous-total mesures LFI / LFSS 2018</b>	<b><i>0,8</i></b>	<b><i>-0,0</i></b>	<b><i>0,0</i></b>
Mesures en faveur des micro-entreprises	-0,3	0,0	0,0
Fiscalité du tabac (brut des effets de comportement)	0,9	0,0	0,0
Autres mesures	0,1	-0,0	0,0
<b>Autres mesures</b>	<b><i>-0,2</i></b>	<b><i>0,0</i></b>	<b><i>0,0</i></b>
Contribution patronale exceptionnelle - accord Unedic mars 2017 et prolongation 2019	-0,3	0,0	0,0
Prolongation jusqu'en 2022 de la surcontribution Unédic	0,3	-0,0	0,0
Autres mesures	-0,2	0,0	0,0
<b>Transferts de recettes</b>	<b><i>5,0</i></b>	<b><i>-2,1</i></b>	<b><i>0,7</i></b>
Transferts de recettes de l'Etat	2,2	-2,1	0,7
Transferts de recettes des ODAC	2,8	0,0	0,0
<b>APUL</b>	<b><i>0,9</i></b>	<b><i>-1,0</i></b>	<b><i>-0,7</i></b>
Suppression de la CVAE – effet FAR	0,0	0,0	-0,1
Baisse des impôts de production	-10,6	-0,7	0,1
Hausse des taux d'imposition des impôts directs locaux	0,6	0,5	0,4
Autres mesures	0,0	0,0	-0,0
<b>Transferts de recettes</b>	<b><i>10,9</i></b>	<b><i>-0,8</i></b>	<b><i>-1,2</i></b>
Transferts de recettes de l'Etat	10,9	-0,8	-1,2
<b>ODAC</b>	<b><i>-3,3</i></b>	<b><i>-2,2</i></b>	<b><i>1,0</i></b>
Suppression de la redevance audiovisuelle	0,0	-3,2	0,0
Reclassement Action Logement	0,0	1,0	0,0
Autres mesures	0,0	0,0	0,3
<b>Transferts de recettes</b>	<b><i>-3,3</i></b>	<b><i>-0,1</i></b>	<b><i>0,7</i></b>
Transferts de recettes de l'Etat	-0,5	-0,1	0,7
Transferts de recettes des ASSO	-2,8	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b><i>-15,0</i></b>	<b><i>-4,7</i></b>	<b><i>4,8</i></b>

## ANNEXE : TABLEAUX DETAILLÉS DE FINANCES PUBLIQUES

### Encadré 1 : Publication de données comptables infra-annuelles

Le règlement UE n° 473/2013, partie intégrante du « two-pack » et auquel il est aussi fait référence sous le nom de « règlement Ferreira » dispose dans son article 10 paragraphe 3 :

« En ce qui concerne les administrations publiques et leurs sous-secteurs, l'État membre présente régulièrement à la Commission et au comité économique et financier un rapport sur l'exécution budgétaire infra-annuelle, l'incidence budgétaire des mesures discrétionnaires prises du côté des dépenses comme des recettes, les objectifs en matière de dépenses et de recettes publiques, ainsi que sur les mesures adoptées et la nature de celles envisagées pour atteindre les objectifs fixés. Ce rapport est rendu public. »

Le règlement délégué n° 877/2013 de la Commission européenne du 27 juin 2013 a précisé le format attendu des publications<sup>a</sup>, sous la forme des tableaux présentés en annexe. Les données sous-jacentes ont été rendues publiques par les différentes administrations publiques concernées conformément à l'article 3.2<sup>b</sup> de la directive 2011/85/UE du 8 novembre 2011 sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres, directive incluse dans le « six-pack ».

Les tableaux ci-dessous présentent les principales données disponibles, en comptabilité de caisse (**Tableau 22**) ou en comptabilité nationale (**Tableau 23**) et dont le détail est donné en annexe.

Les données disponibles doivent être analysées avec prudence. Notamment, les données par sous-secteur sont indiquées en comptabilité de caisse (sauf pour les administrations de sécurité sociale) : elles ne permettent pas de consolider le compte des administrations publiques. Enfin, l'enregistrement des dépenses et des recettes n'est pas régulier au cours de l'année. De fait, le niveau de solde atteint à un moment de l'année ne donne que des indications très partielles sur celui qui sera observé en fin d'année.

Tableau 24 : Solde des sous-secteurs en comptabilité de caisse

En Md€	1 <sup>er</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> semestre
État <sup>c</sup>	<b>-38,3</b>	<b>-76,1</b>
APUL <sup>d</sup>	<b>-7,8</b>	<b>+0,4</b>
dont recettes	<b>57,2</b>	<b>155,1</b>
dont dépenses	<b>65,0</b>	<b>154,7</b>
ASSO (maladie - PUMa), vieillesse des régimes alignés + FSV, famille, AT-MP, autonomie) <sup>e</sup>	<b>-3,7</b>	
dont recettes	<b>109,6</b>	
dont dépenses	<b>113,3</b>	

Tableau 25 : Données trimestrielles en comptabilité nationale

En Md€	1 <sup>er</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> semestre
Solde public <sup>f</sup>	<b>-26,4</b>	<b>-25,3</b>
dont recettes	<b>345,2</b>	<b>350,4</b>
dont dépenses	<b>371,6</b>	<b>375,7</b>

(a) [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L\\_.2013.244.01.0023.01.FRA](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2013.244.01.0023.01.FRA)

(b) L'article 3.2 de la directive 2011/85/UE du 8 novembre 2011 sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres dispose en effet que : « Les États membres assurent la publication régulière, et en temps utile, de données budgétaires afférentes à tous les sous-secteurs des administrations publiques au sens du règlement (CE) n° 2223/96. Ils publient notamment : a) des données budgétaires établies sur la base de la comptabilité de caisse (ou, si ces données ne sont pas disponibles, les chiffres équivalents provenant de la comptabilité publique), selon les périodicités suivantes : mensuellement, avant la fin du mois suivant, pour les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés et de la sécurité sociale, et tous les trois mois, avant la fin du trimestre suivant, pour le sous-secteur des administrations locales ; b) un tableau de correspondance détaillé, indiquant la méthode utilisée pour effectuer la transition entre les données établies sur la base de la comptabilité de caisse (ou, si ces données ne sont pas disponibles, les chiffres équivalents provenant de la comptabilité publique) et les données établies sur base des normes du SEC 95

(c) <https://www.budget.gouv.fr/documentation/publications-de-la-direction/situation-mensuelle-du-budget-de-letat-smb/smb-2022>, situation mensuelle au 31/03/2022 publiée le 03/05/2022, et situation mensuelle au 30/06/2022 publiée le 03/08/2022, consultées le 22/09/2022

(d) <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales>

(e) [CCSS-2022-Aout-Comptes\\_mensuels.pdf \(securite-sociale.fr\)](https://www.securite-sociale.fr/CCSS-2022-Aout-Comptes_mensuels.pdf) situation au 31/03/22, publiée en août 2022 et consultée le 22/09/2022

(f) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6524192>

**Tableau 26 : Exécution budgétaire trimestrielle en cours d'année pour les administrations publiques et leurs sous-secteurs**

En Md€	1 <sup>er</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> semestre
<b>Solde global par sous-secteur</b>		
Administrations publiques		
Administrations centrales	-38,3	-76,1
Administrations d'États fédérés		
Administrations locales	-7,8	+0,4
ASSO (maladie - PUMa), vieillesse des régimes alignés + FSV, famille, AT-MP, autonomie)	-3,7	
<b>Total des recettes/entrées</b>		
Administrations locales	57,2	155,1
ASSO (maladie - PUMa), vieillesse des régimes alignés + FSV, famille, AT-MP, autonomie)	109,6	
<b>Total des dépenses/sorties</b>		
Administrations locales	65,0	154,7
ASSO (maladie - PUMa), vieillesse des régimes alignés + FSV, famille, AT-MP, autonomie)	113,3	

**Tableau 27 : Exécution budgétaire trimestrielle en cours d'année et perspectives selon les normes du SEC et non corrigées des variations saisonnières pour les administrations publiques et leurs sous-secteurs**

En Md€	Code SEC	Année 2022	
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre
<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement</b>			
Administrations publiques	S. 13	-26,4	-25,3
Administrations centrales	S. 1311		
Administrations d'États fédérés	S. 1312		
Administrations locales	S. 1313		
Administrations de sécurité sociale (régime général et FSV)	S. 1314		
<b>Pour les administrations publiques</b>			
Total des recettes	TR	345,2	350,4
Total des dépenses	TE	371,6	375,7